

La balance commerciale de l'Arabie Saoudite devient déficitaire

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Arabie, 3,50 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 20 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,70 fr. ; Thaïlande, 1,40 t. ; Yougoslavie, 130 rd.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Moscou et la nouvelle Allemagne

Une visite inutile ? Ce jugement porté par certains sur la visite que le chancelier Kohl vient d'achever en URSS, est peut-être en d'autres temps, lorsque les dirigeants européens, ouest-allemands surtout, faisaient le pèlerinage de Moscou pour y déceler des « éléments nouveaux » permettant ensuite de se tourner vers Washington pour faire progresser quelques-unes des importantes négociations Est-Ouest. Comme rien de tout cela ne s'est produit, on serait tenté de dire que le voyage de M. Kohl n'a servi à rien.

Mais c'est précisément dans l'autre sens qu'est apparue cette fois l'élément nouveau. Confrontés depuis deux ans à des gouvernements plus durs à Washington, à Paris et à Londres, les dirigeants du Kremlin ont pris l'habitude de trouver à Bonn des partenaires relativement compréhensifs, d'autant plus malléables qu'ils étaient tourmentés par leurs contradictions internes et externes.

Cette situation n'a certes pas radicalement changé au niveau de l'opinion, mais c'est tout de même un chancelier sans complexes, aussi ferme dans ses choix que rigoureux dans leur expression, que les mêmes dirigeants ont trouvé en face d'eux.

Non seulement M. Kohl s'est montré ferme à propos des missiles de l'OTAN, non seulement il s'est refusé à jouer le rôle d'« interprète » entre les États-Unis et l'URSS, (une expression par laquelle Helmut Schmidt s'était défini un jour), mais il n'a pas hésité à affirmer en plein Moscou sa foi en l'unité de l'Allemagne, à réclamer publiquement une reprise de l'intégration des citoyens soviétiques d'origine allemande, et à évoquer le sort de dissidents tels qu'André Sakharov.

Sans doute M. Kohl a-t-il compensé ces aménagements par une grande habileté diplomatique. Il s'est donné les gants d'inviter M. Andropov à Bonn, de souhaiter un sommet entre le dirigeant soviétique et le président américain et d'espérer encore un accord avant la fin de l'année sur les missiles. Il a surtout montré aux Soviétiques qu'il tenait à maintenir le maximum de dialogue politique et de coopération économique entre son pays et l'Europe de l'Est, malgré les désaccords actuels en matière de sécurité. M. Andropov ne l'a pas déçu sur ce point.

Il est vrai que ce n'est pas forcément son dernier mot. Des deux nouvelles menaces plus explicitement formulées par le maître du Kremlin, l'une, la menace, n'est guère crédible : on a du mal à croire que les « forces armées allemandes », comme l'a affirmé M. Andropov, n'étaient pas visées depuis fort longtemps par l'énorme arsenal nucléaire soviétique, au même titre que tout ce qui se trouve en Europe. De toute façon il y a bien assez d'objectifs américains en R.F.A. pour que leur destruction entraîne la « vitiification » de tout le pays. L'autre, la pression politique, est plus vraisemblable : les contacts humains entre les deux États allemands vont-ils pâtir de cette nouvelle « hale serrée » de fautes qui va s'ajouter au mur de Berlin, comme l'a laissé entendre le président soviétique ?

La réponse n'est pas acquise d'avance, dans la mesure où ces contacts interallemands sont profitables aux deux parties, et où les alliés européens de l'URSS ne paraissent guère pressés de s'engager dans une nouvelle guerre froide. Constatons en tout cas que le Kremlin aborde dans de mauvaises conditions la dernière ligne droite de la course aux missiles engagée par le déploiement des SS-20 et la « double décision » de l'OTAN en 1979. Il peut certes compter encore sur la coopération pacifique, mais son dernier « partenaire privilégié » parmi les gouvernements n'est plus au rendez-vous.

Les experts du Plan relancent le débat entre le charbon et le nucléaire

La France a trop investi dans la production d'énergie Elle doit s'adapter à une demande en régression

Les années 70 ont été marquées par une énergie rare et chère, les années 80 seront celles d'une énergie abondante... mais toujours chère. Les efforts accomplis depuis dix ans pour s'affranchir, dans un environnement de pénurie, des contraintes liées à l'énergie, joints à un ralentissement prévisible de la progression des consommations — dû tant à une croissance économique plus faible qu'à l'abaissement des besoins structurels de l'appareil productif, — aboutissent à un paradoxe, pudiquement résumé en ces termes par le « groupe long terme énergie » du Plan, qui doit remettre son rapport au gouvernement le 12 juillet : « La France n'est pas menacée par une pénurie d'énergie, bien qu'elle demeure, à l'horizon 1990, très tributaire de ses importations de matières premières énergétiques. Même si la reprise économique s'annonçait plus précise et plus

vigoureuse que ne l'indiquent les scénarios retenus, les capacités installées permettraient aisément de satisfaire la croissance de la demande ».

Bonne nouvelle a priori. Mieux vaut trop que pas assez, dit-on. Elle n'en a pas moins compliqué la tâche du « groupe long terme », chargé initialement d'« éclairer la démarche de réduction de la dépendance énergétique », et qui s'est trouvé, de fait, contraint de répartir le trop-plein, confronté à un arbitrage délicat entre, d'une part, les principaux producteurs d'énergie, — tous soucieux de ne pas compromettre leur avenir en acceptant des coupes claires dans leurs programmes, tous argument de contraintes incontestables — et, d'autre part, l'intérêt général du pays.

Les perspectives de consommation à l'horizon 1990-2000 sont

beaucoup plus réduites, quels que soient les scénarios retenus, qu'on ne le prévoyait il y a encore deux ans (1), et celles de l'offre d'énergie sont pour une bonne part d'ores et déjà définies, compte tenu des programmes engagés (nucléaire, notamment), des capacités installées (raffinage, charbon) et des contrats signés (gaz), et laissent apparaître des excédents prévisibles importants.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 27.)

(1) Le rapport du « groupe long terme » prévoit en 1990 une demande allant de 175 millions de tonnes d'équivalent pétrole à 200 millions de tonnes, alors que le rapport Hugon, rédigé à l'automne 1981, tablait sur une consommation de 231,7 millions de tonnes pour une croissance économique de 5 % l'an.

Le gouvernement va transférer aux P.T.T. la charge du financement des industries de la filière électronique

Lire page 27 l'article de JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Point de vue

Le juge et le savetier

M. Jacques Carcassonne, qui a remis le 5 juillet à M. Badinter sa démission de président du tribunal de commerce de Paris (le Monde du 7 juillet), explique ci-dessous les raisons d'une décision qui est sans précédent depuis quatre-vingt ans : qu'existe cette juridiction.

par JACQUES CARCASSONNE (*)

réformes promises par le président de la République.

La suppression de la peine de mort, de la Cour de sûreté, des tribunaux militaires en temps de paix, de la loi anti-casseurs et de la loi Peyrache est chargée de symboles.

C'est l'honneur du gouvernement et de son ministre de la justice que d'avoir tenu ses promesses, parfois à l'encontre de l'opinion.

(*) Président du tribunal de commerce de Paris, démissionnaire le 5 juillet (le Monde du 7 juillet).

Qu'on approuve ou qu'on l'en blâme, le garde des sceaux a pressé, entièrement rempli, dans son domaine, le contrat de la gauche.

Avec un courage dont la haine qui le vise donne la mesure, il a fait voter presque toutes les

Mais il faut bien reconnaître que ces réformes ne changent pas grand-chose à la vie quotidienne du justiciable : les candidats à la guillotine sont toujours peu nombreux et l'espionnage peu répandu dans les populations.

Pour des millions de citoyens qui s'adressent à la justice ou auxquels la justice s'adresse, ses voies sont toujours aussi impénétrables.

Selon les statistiques officielles de la chancellerie, il faut attendre près de deux ans un arrêt de cour d'appel, un an et demi un jugement du tribunal de grande instance, près de dix mois la clôture d'une instruction pénale. Le cycle complet, épuisant les voies de recours d'une affaire prud'homale à caractère alimentaire, donne urgence pour le salarié, est de sept ans.

Avec un peu plus de 1 % du budget de l'État, la justice fait ce qu'elle peut, serine mais accablée, ouverte aux réformes mais prisonnière du quotidien.


(Lire la suite page 28.)

GAUMONT AMBASSADE (Version italienne) — GAUMONT HALLES (Version italienne)
MARIVAUX — PARAMOUNT MONTMARTRE — GALAXIE
ATHENA — PARAMOUNT MONTMARTRE
SIDÉRAL Mieux — TRICYCLE Asnières — CLUB Maisons-Afort.

GIULIANO GEMMA - MAX VON SYDOW - ASSUMPTA SERNA
MARCEL BOZZUFFI - FRANÇOISE FASIAN

LE CERCLE DES PASSIONS

film de CLAUDE D'ANNA produit par HENRY LANGE
scénario de LAURE BONIN et CLAUDE D'ANNA



AU JOUR LE JOUR

Convives

Quand M. Giscard d'Estaing et Chirac d'aujourd'hui ensemble, c'est un événement gastronomico-politique qui n'a d'égal que le repas pris le même jour, autour d'une autre table, par M. Mitterrand, Marchais et Flermann.

Curieux pays où l'on juge étonnant, et pour ainsi dire admirable, que des alliés consentent à se rencontrer pour parler ensemble de leurs problèmes communs.

L'événement se serait plutôt un déjeuner Giscard d'Estaing-Mitterrand et un dîner Marchais-Chirac. Mais ce n'est pas encore au menu de la « cuisine » française.

BRUNO FRAPPAT.

L'avenir de la gauche et la bataille culturelle

Les responsables du P.S. ont des raisons de s'inquiéter des contre-offensives de la droite

« La droite tire sur tout ce qui bouge » : M. Jack Lang vient de s'en apercevoir après deux années d'exercice du pouvoir, et le parti socialiste prend la relève en s'indignant comme à l'a fait le 6 juillet d'une « restauration » culturelle qui passe par la mise en cause, dans plusieurs municipalités perdues par la gauche en mars dernier, d'une action engagée de longue date.

La belle affaire et l'étonnante découverte ! La droite, effectivement, tire sur tout ce qui bouge, et cela ne date pas d'hier ni même des dernières élections municipales. Elle l'a fait et continue de le faire pour les nationalisations, les droits des travailleurs, la décentralisation — bien que cette réforme tourne parfois à son avantage —, l'extension des libertés présentée comme l'illustration du laxisme du pouvoir. C'est sa nature et, plus encore depuis qu'elle est dans l'opposition, sa fonction.

La gauche, qui se présente depuis toujours comme le mouvement en lutte contre l'inertie de la droite ne devrait pas s'étonner. Elle a, en revanche, quelques raisons de s'inquiéter de l'aisance avec laquelle les tireurs ajustent, à découvert, leurs cibles. La droite ne se dissimule plus. Elle a perdu les complexes qu'elle avait au pouvoir et dont elle ne parvenait pas à se débarrasser dans les premiers mois du septennat de M. François Mitterrand.

Si elle a perdu ses complexes, c'est sans doute qu'elle se sent forte, assurée qu'elle peut gagner cette fameuse bataille culturelle, dont M. Pierre Mauroy pense qu'elle sera déterminante pour l'avenir de la gauche au pouvoir.

Certains de ses prises de position élitistes — éducation, protection sociale, privilège de la compétence économique — de ses initiatives sur le terrain — coupes claires dans les budgets culturels municipaux — peuvent apparaître comme autant de maladresse. Elles permettent à la gauche des ripostes faciles et lui offrent l'occasion, faute d'autre thème mobilisateur, d'agiter sous le nez de ses électeurs l'épouvantail d'un retour au pouvoir de la droite « revancharde ».

Elles ne sont que logiques. Les socialistes ont peut-être cru que la culture, dont ils sont porteurs et dont ils ont lentement imprégné le pays, s'imposerait d'elle-même par la magie du pouvoir. Ils sont, au contraire, plus que jamais, en situation défensive. Certains parlent aujourd'hui de « crise culturelle ». L'expression, pour dramatique qu'elle soit, traduit une évolution à laquelle on n'aurait pas cru il y a deux ans.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire nos informations p. 23.)

Cimetières en péril

Une délégation officielle vient d'enquêter en Algérie sur l'état des sépultures françaises

De notre envoyé spécial

Alger. — Le cimetière de Saint-Eugène domine la mer, et les colonnes blanches en marbre de Carrare, les silhouettes sombres des cyprès, dessinent une fresque en dents de scie sur l'azur de l'horizon. C'était une des étapes dans la visite que vient de faire en Algérie une délégation de la commission permanente installée auprès du secrétaire d'État aux rapatriés et qui était conduite par M. Jacques Roscau, porte-parole du RECOURS.

Attendant la fin du ramadan, un gardien payé par l'assemblée populaire communale et recevant une

petite subvention du consulat général de France, mais refusant les pourboires des visiteurs, vous conduira au pied d'une immense croix en granit qui, mieux que le grès, le calcaire ou le marbre, a résisté aux outrages des années : « Ici repose le général Yusuf, le créateur des spahis, le compagnon de La Marmotte, l'un des vainqueurs de l'émir Abdel Kader, dont il captura la smala ».

LÉO PALACIO.

(Lire la suite page 4.)

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

Il y a cent ans naissait Franz Kafka

« Kafka, j'en ai, éd. (v. 1950). Qui rappelle l'atmosphère oppressante des romans de Kafka. » L'adjectif qualificatif — reconnu officiellement par le Petit Robert — est le reflet d'une gloire ambiguë, mais certaine, qui n'a pas toujours servi l'écrivain. À la fois célèbre et méconnu, Alexandre Viilette, le premier traducteur en français, s'en irritait déjà il y a vingt ans. En 1925 (...), je croyais lancer un des princes de l'humour. Je retrouve un roi des ténébreux.

(Franz Kafka, fils de Hermann Kafka et de Julie Löwy, juif de Prague, est né il y a cent ans, le 3 juillet 1883 (ses trois jeunes sœurs Elli, Velli et Ottilie moururent pendant la guerre en déportation). Lui s'éteint à quarante ans, le 3 juin 1924, inconnu, ayant publié seulement deux petits livres de récits et laissant à la garde de son ami Max Brod une masse de manuscrits achevés. Parmi ceux-ci : le Procès, qui paraîtra en allemand en 1925, le Château et l'Américain. Les trois romans révéleront, peu à peu, un grand artiste. Depuis 1976, deux volumes de

« La Pénitence » ont paru chez Gallimard, sous la direction de Claude David, marquant enfin la consécration de Kafka. En Allemagne, une édition critique du Château et de l'Américain, établie par l'université de Wuppertal, vient d'être publiée chez Fischer, tandis qu'une grande exposition des manuscrits a lieu à Oxford.

Bien sûr, l'œuvre de Kafka va tomber dans le domaine public, ce qui donne déjà lieu à des différences d'interprétation sur la durée de la propriété littéraire selon qu'on se réfère à la loi allemande ou à la loi française. On peut donc s'attendre désormais à de nouvelles traductions qui tenteront de restituer, dans un langage moderne, une littérature qui a changé le sens du mot « littérature ».

NICOLE ZAND.

(Lire dans le Monde des livres un entretien avec Marthe Robert, des articles de Claude David et Alexandre Zinoviev (pages 18 et 19))

PO réparatoire

genda 83

choisir

Le Monde

idées

PROCHE-ORIENT

Proche-Orient

La visite au Proche-Orient de Claude Cheysson et de George Shultz, venant après l'expulsion de Syrie de Yasser Arafat, souligne la gravité des tensions qui persistent dans cette région et que l'accord libano-israélien du 17 mai, aux yeux de Karim Mroué, n'a fait qu'attiser. Antoine Basbous dénonce les intrusions constantes de Damas dans les affaires du Liban. Quant à Albert Bourgi et Pierre Weiss, ils se demandent si la Syrie ne cherche pas en réalité un partage du pays avec Israël : ce qu'ils appellent un Yalta régional.

Un règlement de comptes

par KARIM MROUÉ (*)

L'ON de servir à un règlement de la crise libanaise, l'accord conclu entre Israël et le Liban le 17 mai dernier paraît voué à rester lettre morte. Son seul effet immédiat aura paradoxalement été d'accroître la tension et d'éloigner les perspectives de paix, ainsi que de légitimer la répression impitoyable qu'exerce Israël au Sud-Liban. Des centaines de personnes ont été arbitrairement arrêtées. Au camp de détention d'Ansar, que l'accord passe sous silence, les conditions de vie des prisonniers sont insupportables. Tortures et malnutrition y sont l'ordinaire de la vie, et des détenus sont morts. Plusieurs villages, comme Dayr-Kanoun, ont subi un siège en signe de punition collective après le passage des partisans.

Israël et les Etats-Unis ont voulu conférer à la signature de l'accord la valeur d'un événement historique. Il n'échappe à personne, pourtant, que c'est moins une solution à la crise libanaise qui a été recherchée qu'une action d'éclat permettant à M. Begin de rentabiliser l'invasion du Liban face à son opposition et à M. Reagan d'obtenir un rapide succès diplomatique. C'est pour cette raison que nous appelons la France, et avec elle l'Europe, à jouer un rôle indépendant dans la recherche d'une solution. Car la hâte américaine a fait que les pressions, au lieu de s'exercer sur l'agresseur, se sont portées sur le Liban pour qu'il accepte les conditions humiliantes et dangereuses de l'occupant. Dange-reuses, car le Liban concède à Israël des avantages qui menent en péril son indépendance et sa souveraineté, mais aussi son système démocratique et son avenir en tant que pays uni et membre de la communauté arabe. Ces concessions ne sont payées en retour que par un retrait israélien vide de tout son sens, puisque ce sont essentiellement les milices de Saas Haddad qui doivent prendre la relève de l'occupant au Sud-Liban. De la sorte, le Liban deviendrait un protectorat israélien véritable.

Couper le Liban du monde arabe ?

L'accord a voulu couper le Liban du monde arabe. Mais il est vain de croire qu'un pays dont les racines historiques et culturelles sont ancrées dans le monde arabe, et dont les intérêts économiques y sont très liés, puisse survivre hors de son milieu vital. On avait également misé sur une soutenance unanime du peuple libanais recueilli d'épaves. La réalité a été autre. De la rencontre de Zghorta entre MM. Frangie, Karame, Jumblatt, Haoui et d'autres, à la grève générale du 6 juin 1983, l'opposition à l'accord n'a cessé de croître. Des forces aussi diverses que les partis du Mouvement national, le mouvement « Amal », M. Raymond Eddé et son parti, le Rassemblement islamique, des députés, d'anciens ministres ont exprimé leur hostilité à ce contrat léonin.

La journée de deuil et de révolte du 6 juin 1983 est venue donner une

(*) Dirigeant de la gauche libanaise.

nouvelle dimension à cette opposition nationale. De même le développement du Front de la résistance libanaise prend de jour en jour un tour plus dramatique pour l'armée d'occupation. Malgré les rumeurs, celle-ci est impuissante face au F.R.N.L., objet d'une solidarité grandissante au sein de la population. Le seul moyen pour le Liban d'affronter avec succès la crise actuelle est l'unité de son peuple, aujourd'hui possible, pourvu qu'elle soit forgée sur une nouvelle conception du patriotisme libanais. Ce patriotisme doit se baser sur : l'indépendance du Liban et le retrait de toutes les forces étrangères ; la résistance à l'occupation israélienne qui a détruit le pays et qui asservit le peuple libanais ; l'appartenance du Liban à la communauté arabe au sein de laquelle il a un rôle distinct à jouer ; le renoncement au recours aux forces étrangères et au langage des armes dans les conflits intérieurs ; l'attachement aux libertés démocratiques et le refus de tout projet d'égémonie partisane et confessionnelle.

Cet attachement à la démocratie est vital alors que les « forces libanaises » tentent d'imposer à l'ombre de l'occupant leur égémonie sur le pays et que le parti des phalanges cherche à accaparer l'Etat. La guerre civile dans la montagne est le résultat de ce projet d'égémonie phalangiste. Encore circonscrite dans le Chouf, elle risque de s'étendre si rien n'est fait pour dissuader les aventuriers des « forces libanaises » de poursuivre leur sanglant règlement de comptes.

Précisément, l'accord israélo-libanais est à inscrire dans le cadre d'un règlement... de comptes, surtout au moment où les israéliens viennent de déclarer leur intention de réaliser un retrait unilatéral et partiel de la montagne vers la zone considérée par eux comme la véritable zone de leur sécurité. Une solution toute différente est cependant requise pour libérer le territoire. Le soutien de la résistance à l'occupation israélienne en est la condition

Toujours la Syrie

par ANTOINE BASBOUS (*)

ENCORE et toujours la Syrie. Cette Syrie qui fut depuis des siècles la source même du danger et de l'hostilité pour le Liban. Contre laquelle l'émir Fakhrédine s'allia aux principautés européennes, que l'émir Bechir II combattit sans relâche jusqu'à conquérir sa capitale et chasser son wali en 1810, avant de la livrer à un autre : Soleiman Pacha. Voilà une constante historique, alimentée presque quotidiennement depuis 1943. La Syrie n'a jamais reconnu dans la réalité l'indépendance du Liban ; elle a refusé toute représentation diplomatique entre Beyrouth et Damas. De plus, elle l'a toujours agressé : qu'il s'agisse des interventions militaires directes, des ingérences politiques caractérisées ou encore de la guerre économique sous forme de blocus ou de vexations répétées.

Maintenant, c'est l'heure de l'annexion, Assad profitant de la protection soviétique, d'une certaine convergence d'intérêts avec Israël et de la maladresse américaine. Au-delà de tout prétexte circonstanciel (arrêter la guerre libano-palestinienne, défendre les Palestiniens contre Israël ou exercer des pressions sur ce dernier pour hâter son retrait inconditionnel), les justifications ont évolué au gré du temps. En 1976, Assad s'engagea à retirer ses troupes à la demande du président libanais, en 1978 à la demande du peuple libanais et depuis l'accord israélo-libanais après le départ inconditionnel de Tshah. On a l'art de manier la surenchère ou on ne l'a pas.

Cette politique expansionniste, destinée à compenser une politique micropolitique à l'intérieur, est conduite au nom de la défense du peuple palestinien, laquelle défense Assad a éliminé la principale formation armée de l'O.L.P. et son président, réélu par les instances palestiniennes voici six mois. Nous ne pouvons pas que la Palestine est pour le Baas la province sud de la Syrie. Je le dis quoi que je puisse moi-même penser de Yasser Arafat en

tant que Libanais subissant toujours une occupation palestinienne.

Mais que fera le président syrien des organisations palestiniennes ainsi satellisées et de cette carte qu'il parviendra bientôt à détenir ?

Le processus entamé en 1970 par l'expulsion des Palestiniens de Jordanie, leur entassement au Liban, la croisade des Syriens contre eux en 1976, puis celle d'Israël en 1978 et 1982, pour finir dans l'état syrien actuel, conduit logiquement - après l'élimination des Palestiniens de l'extérieur - à une paix syro-israélienne, venant après Camp David et l'accord israélo-libanais.

Reste à trouver le scénario qui permette à Damas de parvenir à une entente explicite avec Jérusalem, de se réconcilier avec le Liban tout en faisant figure de héros arabe. L'exercice n'est pas facile. Mais Assad en a réussi de plus compliqués encore, en concluant et renversant systématiquement ses alliances opportunistes.

Et les récalcitrants ? Le régime syrien a démontré une capacité de nuisance, intérieure et extérieure, qui lui a valu les pétrodollars des monarchies Arabes et le « respect » de l'Occident, inquiet pour la sécurité de ses diplomates et de ses ambassades. Quelle efficacité ?

Cambien de temps le Liban restera-t-il occupé par la Syrie ? Combien de temps les Libanais lui serviront-ils de chair à canon ? Jusqu'à quel moment où le Liban parviendra à chasser les troupes de Damas, soit par la force soit grâce à l'effondrement du régime syrien, encore bien solide aujourd'hui. Les autres perspectives ce sont que les chérifistes. Depuis 1976, Les Syriens ont pas reculé d'un mètre au Liban, sinon sous l'action de la résistance libanaise ou des forces israéliennes.

(*) Journaliste libanais ; auteur avec Annie Laurent de *Un prole pour deux fautes : le Liban entre le lion de Juda et le lion de Syrie*. Ed. Ad-Dalrat, Beyrouth, 1983.

CORRESPONDANCE

Un seul mot : patience...

M. Roger Minne, de Paris-7*, nous écrit :

Pour la petite histoire. L'article de J.-P. Péronnel-Hugoz « L'Egypte devient une République » (*Le Monde* daté 28-27 juin) m'a remis en mémoire que, lorsque j'étais responsable des services français d'information à l'ONU, à New-York et à Genève, la ministre des affaires étrangères du roi Farouk, Mahmoud Bey Fawzi (qui devait « durer » bien des années encore sous les nouveaux régimes), m'avait raconté un jour en tête à tête, hors micro, dans son bureau, comme on voit sur des bureaux de dirigeants. Du côté visible par la vitre, on pouvait lire, gravé : Ministre des Affaires Etrangères de S.M. le Roi. De l'autre, un seul mot : PATIENCE. « Pour vous aider à garder votre sang-froid quand vous recevrez M. l'Ambassadeur de Grande-Bretagne », lui avait dit Farouk.

Un Yalta régional ?

par ALBERT BOURGI et PIERRE WEISS (*)

L'intervention militaire syrienne dans le conflit jordanien-palestinien en la privant d'une couverture aérienne.

Faut-il enfin rappeler qu'en juin 1978 la président syrien fit basculer brutalement le cours de la guerre du Liban en envoyant son armée mettre au pas la résistance palestinienne et ses alliés du Mouvement national libanais qui étaient sur le point de remporter une victoire décisive ? Au-delà de la réconciliation formelle intervenue à Riyad en octobre 1976, les relations entre l'O.L.P. et la Syrie sont demeurées conflictuelles du fait de la divergence fondamentale des intérêts en cause.

Ce n'est pas fortuitement que, pendant toute la guerre du Liban, chaque phase de tension entre l'O.L.P. et la Syrie a été ponctuée d'affrontements directs entre la résistance palestinienne et les multiples alliés de Damas dans le pays, qu'ils soient chiites, palestiniens ou autres. La président syrien n'a jamais manqué de les utiliser pour amener l'O.L.P. à composition en attendant sa complète mise sous tutelle.

Cette reprise en main de l'O.L.P. constitue un signal adressé aux di-

(*) Coauteurs de *Liban, la cinquième guerre du Proche-Orient* (Publisud, 1983).

vars acteurs du conflit proche-oriental, et en premier lieu aux Etats-Unis. C'est un moyen pour la Syrie de rappeler qu'elle contrôle désormais l'essentiel des « cartes » libanaises et palestiniennes, et que, dès lors, la paix au Proche-Orient ne peut se faire sans elle ni, a fortiori, contre elle. Un an après l'invasion israélienne, qui l'avait laissée isolée, elle avait montré sa participation au sommet arabe de Fès en septembre 1982, la Syrie apparaît de nouveau comme l'un des éléments clés de tout règlement régional. A l'activisme israélien de 1982, s'est enlisé dans le brouillard libanais, a succédé en 1983 une stratégie de la tension entretenue par Damas, qui n'hésite plus, depuis la signature de l'accord libano-israélien du 17 mai, à faire monter délibérément les en-

Cette attitude s'est traduite par un renforcement de la présence militaire dans la Bekaa, la multiplication des incidents avec les israéliens, la dénonciation violente du « pacte de soumission » libano-israélien, les coups infligés aux Etats-Unis comme, par exemple, la rafle, au début de juin, de recevoir à Damas l'ambassadeur américain Philip Habib. La Syrie proclame haut et fort que son armée présente au Liban dispose désormais d'un « parapluie » soviétique efficace. Manifestement, Hafez El Assad veut amener les Etats-Unis à tirer les leçons de l'avortement de toutes les « formules de paix » échafaudées par les régimes arabes modérés et qui laissent Damas à l'écart. Washington semble avoir déjà compris la message, puisque George Shultz a laissé entendre qu'il était prêt à « chercher ailleurs un règlement du problème palestinien si la Syrie contrôle l'O.L.P. »...

La démarche syrienne n'est pas sans risques. Si la rupture devait être définitivement scellée entre Yasser Arafat et Hafez El Assad, Israël atteindrait, sans combattre, les objectifs qu'il s'était assignés en envahissant le Liban en juin 1982, notamment l'éclatement de l'O.L.P. et, par voie de conséquence, l'isolement politique de la Cisjordanie, paracheverait ainsi l'entreprise israélienne dans les territoires occupés. Sans compter que cette situation de crise déboucherait sur le partition du Liban ou, à tout le moins, permettrait à Tel-Aviv et à Damas de conforter leurs zones d'intérêt stratégique respectives. Israël finirait ainsi de boucler le Sud-Liban et d'en faire un territoire occupé, destiné à subir le même sort que la Cisjordanie, Gaza et le Golan. La Syrie, quant à elle, maintiendrait ses positions à l'est et au nord du Liban.

De ce Yalta régional, Libanais et Palestiniens seraient les victimes désignées.

LU

DEUX LIVRES SUR L'EXCISION

Misère et servitude des femmes arabes et africaines

DES couteaux contre les femmes. *Excisée*. Deux livres de femmes, deux titres qui laissent prévoir une communauté de sujets : les mutilations sexuelles pratiquées sur les femmes dans certaines zones de l'Afrique noire et du Moyen-Orient. Et pourtant, ces deux livres, perus en même temps, n'ont que bien peu de chose en commun ni l'écriture, ni la démarche, ni la sensibilité.

Le premier, écrit par une philosophe, Séverine Auffret, est de bout en bout une œuvre intellectuelle, un manifeste d'indignation, une violente condamnation d'une réalité dont l'auteur, elle le souligne d'emblée, ignore tout jusqu'au bout. Dénonçant à juste titre une certaine attitude ethnologique respectueuse des « coutumes » jusque dans leur aspect mutilant, Séverine Auffret adopte ensuite un ton que supporteraient mal, sans doute, ceux et celles qui, sur le terrain, vivent quotidiennement la réalité des mutilations : « il existe quand même au sein de l'immensité qui définit la femme un petit germe de transgression plus ou moins capable de phagocyter l'immensité... »

Un poème et un cri

Bien souvent péremptoire et prisonnière de schémas psychanalytiques, Séverine Auffret énonce pourtant un certain nombre d'idées qui semblent justes. Ainsi rappelle-t-elle que les mutilations sexuelles sont bien antérieures à l'émergence des grandes religions monothéistes ; qu'elles matérialisent à la fois une phobie collective du plaisir féminin et une revendication masculine à l'égard de la maternité ; que, contrairement à la conception, « qui ne craint que dans l'ordre des mots » elle n'a rien d'une blessure symbolique et représente sans doute le meurtre rituel des petites filles pratiqué dans d'autres cultures. « Le sacrifice sanglant du clitoris prend la place du meurtre projeté de la fille, qui échange mort immédiate contre vie mutilée... »

Hélas le livre s'achève sur un retour à l'analyse abstruse. Très différent est l'ouvrage d'Eveline Accad, libanaise spécialisée dans la recherche sur la

condition de la femme arabe et africaine. Ce livre est à la fois un poème et un cri : contre la guerre qui ravage le Liban, contre la répression patriarcale, chez les chrétiens comme chez les musulmans, contre la soumission imposée - par le voile, par le silence, par la mutilation. Décrites par Eveline Accad, l'excision et l'infibulation prennent à la fois toute leur réalité tragique et leur dimension symbolique, à l'intérieur d'un ordre social, où l'expression, dit-elle, est impossible, sinon sous forme de cri.

Dans une telle atmosphère, un musulman et une chrétienne peuvent-ils nouer une relation égalitaire ? Ce livre, qui raconte l'histoire d'une femme et l'aventure d'un couple, ne prétend pas à la généralisation ; mais il répond non. « Elle attend dans le silence, un silence opaque et troublant, un silence d'été. Pourquoi la femme attend-elle toujours ? Pourquoi cette absence ? Pourquoi cette servitude ? Pourquoi cette servitude ? Peut-il y avoir une vérité dans un pareil échange ?... »

Ce livre s'achève par une méditation sur la mort. La femme, dont Eveline Accad raconte l'histoire, ne peut survivre, loin du Liban, dans un pays où l'oppression physique qui régit sur les femmes ne leur autorise qu'une existence muette. « Comme Beyrouth, écrit-elle, harcelée d'engins de mort, est loin et comme sont loin les oliviers, les oranges et les pommiers tordus de peur, la vigne accrochée désespérément aux lambeaux de murs, et les mains rouges du sang des nuits... »

CLAIRE BRISSET.

(1) L'auteur prend en outre un certain nombre de libertés avec les citations notamment lorsqu'elle se réfère au *Monde*. Ainsi, il n'a jamais été utilisé sur ce sujet dans ces colonnes, contrairement à la citation - entre guillemets - qu'en fait S. Auffret le terme de « tortures » ni celui de « supplices » ; la description des faits se suffisait à elle-même.

* Des couteaux contre les femmes, de Séverine Auffret. Préface de Benoîte Groult. Editions des femmes, 304 pages, 78 F. L'Excisée, d'Eveline Accad. Edition L'Harmattan, 176 pages, 52 F.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Filles
75277 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 594 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
681 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F
ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F
Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

"Il serait temps que Donleavy devienne best-seller en France".
MATHIEU LINDON
LE NOUVEAU OBSERVATEUR
j.p. donleavy
le destin de darcy d'ancer gentleman
roman/denoël

كتاب النجل

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LE RETRAIT DES FORCES ÉTRANGÈRES DU LIBAN

MM. Shultz et Cheysson se sont entretenus à Jérusalem du redéploiement des troupes israéliennes

De notre correspondant

Jérusalem. — La visite de cinq heures, le mercredi 6 juillet, du ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, lui a permis de se convaincre que le gouvernement de Jérusalem est bel et bien décidé à redéployer ses forces au Liban, dans quelques semaines, afin de réduire les pertes parmi ses troupes. La nouvelle ligne sera déterminée, dans un premier temps, par le cours d'eau de Damour, puis par la rivière Awali, au nord de Saïda.

M. Cheysson a qualifié son voyage en Israël et dans les pays arabes de « simple tournée d'information » effectuée à la demande du président Mitterrand. Il a en un tête-à-tête de quatre-vingt minutes avec son collègue israélien, M. Itzhak Shamir, et un déjeuner de travail de deux heures auquel ont participé les collaborateurs des deux parties. Évoquant l'avenir de la Force internationale des Nations unies (FINUL), M. Shamir a souhaité qu'un bataillon soit affecté à la garde des camps de réfugiés de Saïda et de Tyr; les six autres aidant les autorités libanaises et la zone internationale à contrôler les zones évacuées par Israël.

Le retrait partiel et unilatéral des forces israéliennes au Liban a été également au centre des pourparlers que le secrétaire d'État américain a eus, jeudi matin, avec M. Begin. Selon M. Shultz, il conviendrait d'ajourner le redéploiement israélien jusqu'à ce qu'un accord soit également conclu avec les Syriens. En effet, un retrait partiel perpétuerait le partage du Liban. M. Shamir a promis à son interlocuteur que les décisions concernant le retrait seront prises en concertation avec les États-Unis.

Les pays d'Europe de l'Ouest ont boycotté massivement la préparation de la conférence de l'O.N.U. sur la Palestine

De notre correspondante

Genève. — Les deux premiers jours des travaux de la réunion européenne destinée à préparer la conférence internationale sur la question de la Palestine, organisée par le comité « pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien », ont été décevants pour les intéressés. Non seulement aucun progrès n'a été enregistré mais de plus on a eu du mal à s'entendre sur le choix d'un président. Celui-ci a été enfin désigné mercredi 6 juillet, en la per-

A Beyrouth

LES CORPS DES CINQ SOLDATS FRANÇAIS TUÉS DANS L'EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE ONT ÉTÉ DÉGAGÉS

Un sixième est porté disparu

(De notre correspondant)

Beyrouth. — Jeudi 7 juillet, en fin de matinée, deux victimes, un Français et un Libanais, restaient ensevelies dans les débris de l'immeuble de Beyrouth-Ouest qui s'était effondré la veille sur les sapeurs du 17^e régiment du génie parachutiste. Le corps d'un soldat français tué était en voie de dégagement.

Le bilan de l'accident s'établissait alors à cinq morts et un disparu parmi les soldats français. Un blessé français avait été dégagé dans la première heure qui avait suivi l'effondrement du bâtiment.

Des cinq ouvriers libanais ensevelis, quatre ont été retrouvés morts, et il reste un disparu.

L. G.

● A Paris, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a adressé un message de condoléances au général Coullon, commandant du contingent français de la force multinationale. Le ministre a exprimé son émotion et rappelé sa récente visite aux soldats du contingent français.

● Attentat à Beyrouth. — Une charge, placée dans le coffre d'une voiture en stationnement à moins d'une centaine de mètres du siège de la présidence du conseil, a explosé, jeudi matin 7 juillet, dans le secteur ouest de Beyrouth, sans faire de victimes. L'explosion a eu lieu quelques secondes après le passage du premier ministre libanais, M. Chafik Wazzan.

M. CHEYSSON ET L'O.L.P.

Nous avons cité dans le Monde du 7 juillet une phrase de M. Claude Cheysson selon laquelle, à l'occasion de sa rencontre à Damas avec M. Khaled El Fakhour, président du Conseil national palestinien, il avait « réaffirmé le soutien de la France à l'O.L.P. et son attachement à l'unité de la centrale palestinienne ». Cette version, diffusée par l'agence palestinienne Wafa, citée par l'A.F.P., a été confirmée ni infirmée par le Quai d'Orsay, où l'on indique que le ministre des relations extérieures a « réaffirmé son soutien aux droits légitimes du peuple palestinien » et n'a fait aucune déclaration publique dans la capitale syrienne.

La Subde a accepté de participer à la réunion, mais son représentant, M. Björn Elmer, a précisé que Stockholm n'appuyait pas le projet d'une conférence mondiale qui ne servirait qu'à faire valoir un seul point de vue des parties en conflit. En revanche, les pays de l'Est participent massivement à cette réunion européenne. La représentation soviétique forte, comme tous les organes de l'O.N.U., de trois délégations : Russie, Biélorussie, Ukraine) est conduite par M. Félix Fedotov, un des grands spécialistes du Kremlin pour le Proche-Orient.

Cette participation communautaire ne semble pas avoir compensé, aux yeux de l'O.L.P., la spectaculaire défection des grandes démocraties occidentales. L'un de ses représentants, M. Chafik al Hout, n'a pas caché son amertume, notamment à l'égard de la France, à qui il a reproché « sa mystérieuse volte-face » d'une conférence mondiale à une conférence « à la française ».

La journée de jeudi doit être consacrée à la rédaction à huis clos d'un texte final. Mais l'essentiel se joue actuellement sur le terrain, ainsi que — personne ne l'oublie ici — à Damas, et les difficultés actuelles augmentent mal, selon les milieux internationaux de Genève, de la grande conférence sur la Palestine prévue dans cette ville du 29 août au 7 septembre. D'autant que ces mêmes milieux ont de la peine à admettre, à un moment où l'O.N.U. est en proie à des difficultés de trésorerie grandissantes, qu'une somme de 5 732 600 dollars (dont 351 200 dollars sous la rubrique « relations publiques ») ait été inscrite à son budget pour financer la conférence et ses réunions préparatoires.

ISABELLE VICHNIAC.

Le secrétaire d'Etat américain s'est heurté à un refus « définitif » de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. — On se posait la question avant le voyage du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient, et on se la pose encore après son passage, le mercredi 6 juillet, à Beyrouth : qu'est-ce donc venu faire M. Shultz ? Dresser un constat d'échec ou d'impasse ?

L'étape-clé de sa mission était Damas. Il y a passé vingt-quatre heures dans un climat lourd et tendu à l'issue desquelles, après s'être heurté à un mur infranchissable durant cinq heures d'entretiens ardues avec le président Assad, il a reconnu que ceux-ci « longs et parfois difficiles », n'avaient abouti à « aucun résultat concret », qu'il n'existait « aucune perspective de déblocage immédiat » de la situation et qu'il était « impossible, pour le moment, de réaliser le retrait simultané de toutes les forces étrangères du Liban ».

Une commission de travail américano-syrienne a bien été constituée pour « étudier les moyens de parvenir à un rétablissement de la souveraineté du Liban », mais le secrétaire d'Etat en a lui-même minimisé la portée, en soulignant que cela ne constituait « guère un tournant ».

Alors même que M. Shultz se trouvait encore en Syrie, Radio-Damas qualifiait son pays d'« ennemi permanent », et une source officielle syrienne confirmait que le rejet de l'accord libano-israélien par la Syrie était « définitif », celui-ci étant « encore plus préjudiciable et dangereux que les accords de Camp David », tout en soulignant l'utilité de la poursuite du dialogue syro-américain.

Les « signaux diplomatiques intéressants » provenant de Damas, dont Washington a fait état pour expliquer et justifier la mission Shultz, ne seraient-ils finalement que des déductions tirées du conflit syro-palestinien en cours et de la tentative de satellisation de l'O.L.P. et de mise au pas de M. Arafat par les autorités syriennes ?

Quoi qu'il en soit, à Beyrouth, malgré des commentaires positifs — inévitables dans la mesure où le Liban n'a d'autre voie dans le cadre de sa politique actuelle que d'afficher une confiance inébranlable dans les États-Unis —, l'atmosphère est de nouveau morose, au vu de l'immobilité de la démarche de M. Shultz à Damas. De plus, le gouvernement libanais est maintenant convaincu que le retrait partiel israélien pourra être retardé mais non annulé par les États-Unis. Or, ce retrait signifie pour le Liban la consécration de l'occupation du reste, soit les deux tiers de son territoire par les Syriens et les Israéliens, un risque de nouveaux conflits en montagne. Beyrouth s'efforce en conséquence d'insister, au moins pour la forme, le redéploiement israélien dans le cadre d'une évacuation globale.

Ce n'est pas la thèse parallèle et imprévue de M. Cheysson qui pourrait changer grand-chose à cette situation. Au mieux, voit-on ici un élément positif dans l'acceptation par Israël d'un éventuel déploiement du contingent français de la force multinationale dans les zones évacuées par son armée.

LUCIEN GEORGE.

LA CRISE SYRO-PALESTINIENNE

Le comité exécutif de l'O.L.P. examine les résultats de la mission de conciliation

De notre correspondant

Tunis. — La commission spéciale du comité exécutif de l'O.L.P. chargée d'expliquer les différends inter-palestiniens et la crise qui oppose M. Yasser Arafat aux dirigeants syriens, a réuni Tunis mercredi 6 juillet. Elle a tenu, dans la nuit, avec les membres de l'exécutif demeurés en Tunisie, une longue réunion au cours de laquelle elle a exposé les résultats de ses entretiens à Damas avec les chefs de la dissidence du Fath, ainsi qu'avec le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam. On indique que dans les milieux palestiniens les médiateurs pourraient repartir dans les prochains jours pour la Syrie.

C'est probablement parce qu'il attendait le retour de la commission spéciale que le comité central du Fath, qui a achevé mercredi ses délibérations entamées samedi dernier, a différé la publication de son communiqué final. On sait seulement que la direction du mouvement a procédé à une nouvelle répartition de ses tâches qui n'apporte pas de changements fondamentaux dans les structures. M. Yasser Arafat cumule ses fonctions de président avec celles de chef du département des finances dans lequel il nura toutefois deux adjoints. M. Farouk Kaddoumi conserve les affaires étrangères, mais lui aussi sera assisté d'un adjoint. Le comité central du Fath n'a donc pas retenu l'une des revendications des dissidents qui consistait en

la désignation d'une direction intérieure chargée de préparer un congrès général. Mais le fait que les responsables de section soient désormais assistés d'un ou deux adjoints paraît devoir renforcer le partage des responsabilités au sein de la direction.

M. Yasser Arafat a reçu, lundi, l'appui du conseil central des organisations palestiniennes de masse réuni depuis lundi à Tunis. Celui-ci a, en effet, condamné son expulsion de Damas « qui sert seulement les intérêts des ennemis de la révolution » et s'est élevé contre « les ingérences arabes dans les affaires de l'O.L.P. » et a affirmé que « le dialogue démocratique au sein des instances légales constitue le cadre unique pour régler les différends inter-palestiniens ».

MICHEL DEURÉ.

Iran

LA TORTURE PAR LE SOLEIL

Après les seize exécutions des 16 et 18 juin (le Monde du 21 juin), la communauté bahaïe d'Iran a annoncé de nouvelles mesures de répression prises à son égard par les autorités. Le 28 juin, à Chiraz, a été exécuté Soheyl Houshmand, vingt-quatre ans. Le 30 juin, deux personnes bahaïes qui vivaient dans la clandestinité ont été arrêtées : il s'agit de MIM. Jahangir Heideri et Ahmad Beshari. Ce même 30 juin, cent trente bahaïs d'Ival, au nord de l'Iran, dont des femmes et des enfants, ont été arrêtés. Ils ont été aussitôt exposés en plein soleil sans eau et sans nourriture pour les obliger à renier leur foi et à embrasser l'islam. Le 4 juillet, les autorités, voyant qu'elles n'avaient obtenu aucune conversion, les ont relâchés, mais ils n'ont pu regagner leurs foyers et ont dû se réfugier dans les forêts avoisinantes, selon les informations diffusées par le Bureau bahaï de Paris.

AFRIQUE

Sénégal

AU-DELA DE L'ACTUELLE CONFÉDÉRATION Dakar envisage de plus en plus une Sénégalie fédérale ou unitaire

De notre correspondant

Dakar. — Alors que durant les dernières années de sa présidence M. Senghor était surtout préoccupé par les menaces que faisait peser, selon lui, le développement du conflit saharien sur les populations noires des deux rives du fleuve Sénégal, son successeur s'inquiète davantage des problèmes qui se posent au sud du pays. Dans cette vaste zone, où les ethnies, alliées ou rivales, s'entre-mêlent indépendamment des frontières, l'autonomie persistante d'une partie de la population casamançaise, la dégradation de l'état gambien, les risques de déstabilisation de la Guinée-Bissau, retiennent, en effet, de plus en plus l'attention du président Diouf.

En Casamance, après avoir stoppé net les manifestations autonomistes du 26 décembre dernier à Ziguinchor, les dirigeants sénégalais ont réussi à démanteler le Mouvement des forces démocratiques de Casamance, par une action policière assez bien menée et que n'a pas vraiment désavouée l'opposition, tout aussi unitaire que le parti socialiste au pouvoir. Celui-ci est toujours considéré comme le principal chef de file des indépendantistes, l'abbé Augustin Diamaloune Senghor, est toujours en prison, où l'ont rejoint récemment neuf de ses partisans. Sur les soixante-trois personnes arrêtées à la suite des événements de décembre, quarante-huit ont déjà été relâchées, et il se peut que l'affaire se termine sans procès.

Le président Diouf a profité de l'important rassemblement ministériel qui a succédé, début avril, aux élections générales de la fin février pour écarter du gouvernement plusieurs personnalités casamançaises « d'adoption » et y faire entrer ou y promouvoir des personnalités originaires de cette région : MM. Robert Sagna, Moussa Diallo, Landry Sarr et Bokar Diallo. Elles paraissent avoir reçu pour mission de prendre progressivement le contrôle des instances régionales du parti gouvernemental.

Les problèmes de fond, ethniques, culturels, économiques, posés par une poussée démographique excessive des peuples venus du centre et du nord du pays dans cette région aux populations et aux traditions spécifiques n'ont demeurent pas moins, et ils seront longs à résoudre. La discontinuité territoriale et les énormes difficultés de communication avec le reste du Sénégal contribuent fortement à la tentation sécessionniste.

La crise en Gambie

En effet, l'absurde enclave gambienne, héritée de l'histoire coloniale, continue à couper presque complètement le Sénégal en deux. Or dans le petit Etat la situation est dégradée ces derniers mois. Tout ce continuant à s'accrocher au pouvoir, où l'ont maintenu l'intervention militaire sénégalaise de juillet 1981, puis des élections d'une régularité douteuse au printemps 1982 (son principal adversaire, M. Chérif Dibia, qui devait être relaxé par la suite, était alors en prison), le président Diawara voit son autorité s'effriter de jour en jour. Sa mauvaise santé le contraint à effectuer de longs séjours en Grande-Bretagne, et il est de plus en plus dominé par un entourage corrompu et divisé, qui l'amène à gouverner d'une façon assez chaotique. Des arrestations contestables, comme celle de l'ancien et brillant secrétaire général des affaires étrangères, M. Ihou Tall, succèdent à des destitutions aux motivations peu claires, comme celle, il y a déjà quelques mois, du ministre de l'Intérieur, le communiste Mboup, et l'on assiste à des démissions spectaculaires, comme celle, toute récente, du président de l'Assemblée nationale, M. Alioune Diak. Les rivalités ethniques, notamment entre Ouolofs et Mandingues, s'en trouvent évidemment exacerbées. A l'étranger, dans les pays voisins, mais aussi à Londres et à Stockholm, où les travailleurs gambiens sont depuis quelques années nombreux et où s'est réfugié, via Bissau et La Havane, M. Kukol Samba Saniang, auteur de la tentative de coup d'Etat de juillet 1981, l'opposition la plus dure se regroupe, dénonçant vigoureusement le maintien de la présence militaire et policière sénégalaise auprès d'une population qui, du fait des difficultés économiques, pourrait être tentée par de nouvelles aventures.

La Guinée-Bissau en faillite

En Guinée-Bissau, enfin, qui pourrait devenir rapidement, si ce n'est déjà commencé, le « sanctuaire » de tous les contestataires casamançais et gambiens, la situation économique et financière est devenue dramatique. Bissau, la capitale, n'est pratiquement plus approvisionnée par les populations rurales de l'intérieur, qui vivent en autosubsistance, tandis que, faute de devises, les importations, même de produits de toute première nécessité, sont à peu près stoppées. Le chef de l'Etat, le général Joao Bernardo « Nino » Vieira, reste populaire mais donne l'impression de se méfier de plus en plus de son armée, tandis que le parti gouvernemental, le PAIG-C, est toujours entre les mains de ses principaux adversaires idéologiques, fortement épaulés par plusieurs centaines de conseillers techniques soviétiques, cubains et allemands de l'Est. Le vice-ministre des forces armées, le colonel Ibrahima Camara, qui, en tant que commandant des blindés et principal auteur du coup d'Etat qui, le 14 novembre 1980, renversa Luiz Cabral, passe pour le futur homme fort du pays.

La tentation paraît grandir, dans les cercles dirigeants sénégalais, d'abréger le plus possible la phase confédérale actuelle de la construction sénégalienne et de pousser rapidement à l'avènement d'une Sénégalie fédérale, voire unitaire.

On mesure certes assez bien à Dakar les difficultés de l'entreprise : le coût financier de l'intégration des fonctionnaires gambiens, actuellement moins bien payés que leurs collègues sénégalais ; l'opposition de tous ceux, commerçants ou agents publics corrompus, qui ont bénéficié jusqu'à présent de la contrebande et ne sont pas seulement gambiens, mais souvent aussi sénégalais ; réticences de quelques milieux britanniques, spécialistes de l'empire, à Banjul et à Londres.

Les atouts du Sénégal en cette affaire, outre sa présence militaire sur le terrain, ne sont cependant pas minces, et ils devraient lui permettre de l'emporter, pour peu qu'il fasse preuve de résolution. Face à la dépréciation de la monnaie gambienne, le dalaï, le franc C.F.A. tend de plus en plus à devenir de facto des l'ancienne colonie anglaise une monnaie d'usage courant de plus en plus appréciée. Dakar possède, d'autre part, des sympathies dans le haut personnel politique gambien, notamment auprès de l'actuel vice-président, M. Bakary Darbo, parfaitement bilingue, du leader de l'opposition légale, M. Chérif Dibia, ou des ministres des finances, M. Chérif Cissé, et de la justice, M. Fata Mbaye. Par ailleurs, il est probable que Londres, ayant hautement apprécié l'aide du Sénégal au moment de la guerre des Malouines (facilités accordées à l'aéroport de Dakar-Yoff), ne s'opposerait pas vraiment à l'opération. Enfin, il ne semble pas que le reste de l'Afrique, où M. Diouf commence à jouir d'une réelle popularité, élèverait une très vive protestation.

PIERRE BARNES.

Philippe SOLLERS Femmes roman

"Ce que j'apprécie dans ce gros livre c'est l'irrespect de Sollers: Son insolence d'éternel enfant doué. Sa belle santé de provocateur"

Bernard Pivot / Lire

"Comment pourrait-on ne pas dévorer ce livre? Ne pas s'y jeter..."

Jean-Paul Enthoven / Le Nouvel Observateur

"Il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas reconnaître que la lecture de Femmes est excitante"

François Nourissier / Le Figaro Magazine

GALLIMARD nrf

AFRIQUE

Algérie

Cimetières en péril

(Suite de la première page.)

L'ancien esclave, des barbares, que devenu janséniste auprès du bey de Tunis devait terminer une carrière extraordinaire faite de chevauchées sanglantes et de galanterie parisienne, avant de finir ses jours comme général de l'armée française, commandant une division du Midi de la France.

Plus modeste, à ses côtés, une stèle rappelle le courage des infirmiers militaires de la garnison qui, au milieu de l'autre siècle, trouvèrent la mort en donnant des soins aux victimes du choléra dans la casbah à Bab-Hazoun et Bab-el-Oued.

Tout près encore, le caveau des Laquière, dont l'aïeul fut général, le fils président de l'Assemblée algérienne et maire de Saint-Eugène. Un petit-fils, Jacques, indique une plaque, est « mort en 1957 pour l'Algérie française ». Aucun de ces souvenirs de la grande saga pied-noir n'a été profané et seule la foule avoisinante sans vergogne un terrain qui lui appartient depuis plus de vingt ans. Le cimetière est fréquenté chaque année par des centaines de pèlerins venus de l'Hexagone, qui passent sans le savoir devant le caveau de la famille Vialat, les pionniers de la Mitidja et des Hauts-Plateaux, les créateurs de cette race que l'on appelle alors les « colons en gants jaunes ».

Le meilleur et le pire

Au bord du fleuve, El-Asnam a oublié qu'elle s'était longtemps appelée Orléansville. Ne voulant pas garder la malédiction des deux siècles dévastateurs de ces récentes années, elle s'est donné un nouveau nom : Oued-Chélif. De là, jusqu'aux frontières marocaine et tunisienne, du tel quadrillé par les champs de céréales déjà moissonnés, les vignobles survivants et les orangeries atteintes par la maladie du sel, jusqu'aux croupes steppiques des Hauts-Plateaux, en ce mois de ramadan qui prive le voyageur de la moindre halte rafraîchissante et alimentaire du lever au coucher du soleil, les cimetières français de toutes confessions étaient avec pudgère derrière leurs rideaux d'arbres ce qu'il y a de meilleur et de pire.

Les sépultures ont de nombreux agresseurs. D'abord le climat, contre lequel on ne peut rien. Eole et Rhébus ont rongé les grandes cités romaines de Tingide, Cherchell, Tipaza, comme les métropoles phéniciennes et cartaginoises. Des arbres, pins, cyprès, eucalyptus et thérbinthes, ont pris de l'embouppant et leurs puissantes racines ne les ont pas empêchés de fléchir, voire de rompre comme le chêne de la fable sous la poussée du vent. Et voilà les caveaux bouleversés ou brisés. Il

y eut aussi les premières profanations qui ont suivi l'indépendance. En passant près du cimetière du Petit Lac, près d'Oran, comment ne pas évoquer les massacres du 5 juillet 1962 et les 1 500 corps jetés dans le vase nauséabonde du plus grand dépotier de l'Ouest algérien. Tout près, au cimetière militaire, sur une colline, les tombes des soldats français sont parfaitement entretenues par la délégation du secrétariat d'Etat français des anciens combattants. Au pied de grand arbres se trouve le carré des militaires américains tombés en novembre 1942 pour la conquête de la plate-forme maghrébine, qui devait permettre la libération de la France et de l'Europe occidentale.

Interdiction de photographier

En bordure de l'ancienne base française de Mers-el-Kébir et Bou-Sfer, interdiction de s'arrêter, à plus forte raison de prendre des photos. Trois minutes d'arrêt et voici que surgit, on ne sait d'où, une jeep de l'A.N.L. Un sous-officier portant un léger uniforme de toile vert olive, aussi intrusif qu'un adjudant de la Légion, avec sa chemise marquée dans le dos des traditionnels « trois plis » vous invite à circuler après avoir attentivement vérifié les documents. Des chaînes cadenassées ferment la grille du cimetière de Bou-Sfer, où se trouve le caveau de famille du général d'armée aérienne Edmond Jouhaud. Bon état général du cimetière dont les allées sont régulièrement balayées. A Mers-el-Kébir, il n'en est pas de même : le caveau de l'amiral Darlan, assassiné à Alger fin décembre 1942, inhumé selon la volonté de la famille dans le carré militaire au milieu des tombes de centaines de marins morts pendant le bombardement de la flotte française par une escadre britannique, le 3 juillet 1940, a été violé. Il y a quelques jours seulement, la dalle a été soulevée, probablement pour permettre aux profanateurs d'enlever les poignées en argent du cercueil d'acajou.

Sur l'ensemble de l'Algérie, en particulier dans le croissant fertile du Sahel, des groupes de bonne volonté se sont constitués autour d'amicales qui ne sont pas légalement reconnues par les pouvoirs publics mais seulement tolérées. En Oranie, un prêtre enseignant s'occupe avec une particulière bienveillance. Grâce à l'équipe qu'il anime et avec l'aide du consulat général de France, ainsi que des ouailles et de certains maires algériens, de très nombreuses tombes et des dizaines de cimetières ont été remis en état entre 1979 et 1983. Des gardiens ont été mis en place et maintenus. Les travaux comprennent, en première

urgence, la réfection des murs pour éviter des invasions nocturnes de jeunes louvards cherchant dans les cimetières, des coins tranquilles pour s'y adonner à la drogue et à la boisson, en général une infâme mixture composée pour un tiers d'alcool à usage domestique et pour deux tiers de Coca-Cola préalablement dégaissée. Ce tord-boyaux provoque chez ceux qui le consomment de dangereuses crises d'hystérie. D'où des dégradations qu'il s'agit de corriger par les Frères musulmans, iconoclastes auxquels les autorités algériennes font une chasse sans merci.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les destructions systématiques des croix, des crucifix, des statues de David et des tables de la loi mosaïque.

Le marbre pour tables à thé

Autre type de vandalisme noté à Sidi-Bel-Abbès, où le cimetière est propre : à la demande d'un marbrier algérien situé à l'autre bout de la ville, des jeunes gens viennent en plein jour descendre des dalles de marbre ou de granit des Vosges, lesquelles, après avoir été ponçées, serviront de tables à thé ou à jeu, à moins qu'elles ne soient redressées à devenir pierres tombales dans des cimetières musulmans.

A Beni-Saf, petit port de pêche et centre minier de la wilaya de Tlemcen, le cimetière, niché au cœur d'une pinède, est la synthèse de ce que l'on peut découvrir dans l'ensemble : côté à côté, comme à Tiarret (capitale du Sersou, dans les Hauts-Plateaux), croix chrétiennes, colonnes tronquées indiennes, quelques magnifiques sont intactes de chaque côté des allées centrales. Mais le cimetière se trouvant à flanc de colline, la partie arrière des caveaux est facilement accessible, et les pillards à la recherche de bijoux et de dents en or ont vite fait de descendre quelques pierres pour accéder aux corps. Ces caveaux viennent d'être réparés avec du ciment. La gendarmerie effectue depuis de nombreuses rondes nocturnes.

Tlemcen, nid de pêcheurs, capitale intellectuelle du Maghreb depuis le Moyen Age, a voulu donner l'exemple de la tolérance et du respect que l'islam doit aux morts. Ses deux cimetières sont enfouis sous les fleurs. Le tombeau d'un raab, lieu de pèlerinage juif, est toujours blanchi au lait de chaux. De-ci, de-là, des cocardes tricolores du Souvenir français placés sur les tombeaux des morts pour la France, et ils sont nombreux ceux qui ont donné leur sang pour la patrie lointaine, de 1870 à 1962.

Dans la partie des chrétiens, un grand caveau dominé par une croix : là reposent côté à côté Catherine Cappon, décédée en 1902, et son époux, l'émir Mahmoud Chahag, officier égyptien de première classe, décédé en 1919, âgé de quatre-vingt-quatre ans.

A Oran, plus de traces du caveau de la famille du commandant Nicolas Herriot, du 2^e régiment des zouaves, père de celui qui fut le président Edouard Herriot. Il était né en 1837 et mourut en 1889. A la demande de la famille, son corps et celui de son épouse, Jeanne Collon, ont été raménés à Lyon en 1967. Mais le monument à la mémoire des zouaves tombés pour la France est toujours au centre du cimetière Tamazouët, repointé à neuf il y a quelques semaines par le gardien. En redescendant vers le centre d'Oran, on constate avec surprise que l'ancienne route de Mascara a gardé le nom de boulevard Edouard-Herriot. En caractères arabes, sur la plaque, on peut lire aussi : boulevard Sheikh-Belkacem-Benkabour.

D'un bout à l'autre des trois anciennes provinces françaises d'Algérie jusqu'au Sahara et aux Aurès, la constatation sera la même : entretien permanent autour des grandes et moyennes agglomérations où il existe encore un communisme européen, abandon total là où la population européenne est inexistante ou absente ; destruction systématique des croix par les intégristes ; nombreux actes de pillage commis par les intégristes ; vol de plaques et urnes en marbre à des fins commerciales, car l'on trouve de fort beaux vases funéraires en usage dans les hamras (marchés aux puces). On va ainsi des jardins de Saint-Eugène et de Tlemcen aux décharges publiques et au cimetière éventré par la voracité nouvelle. Ici des corps momifiés, là des crânes défilés.

Des solutions doivent être envisagées d'urgence, car d'ici peu d'années il ne restera plus rien de ces nécropoles. Certains voudraient faire venir leurs morts d'Algérie. D'autres disent qu'il vaut mieux les laisser reposer en paix là où ils sont nés et où ils sont morts. On peut envisager des regroupements autour de trois basiliques : Notre-Dame d'Afrique à Alger, Notre-Dame de Santa-Cruz à Oran, Saint-Augustin à Annaba (Bône). Un obélisque rappellerait les anciens noms français des cimetières regroupés. Les églises pourraient, selon le désir des familles, être rassemblées tout près, ainsi que les Israélites, les délégations consulaires françaises, comme les autorités algériennes, semblent pencher pour cette solution acceptée par de nombreux pieds-noirs.

Mais il y a au moins unanimité pour que les morts d'Algérie reposent dans la paix éternelle.

LÉO PALACIO.

LA SITUATION AU TCHAD

Les troupes gouvernementales auraient lancé une contre-offensive au Nord-Est

Les combats se poursuivent toujours dans la région d'Oum-Chalouba au nord-est du Tchad où, selon Radio-N'Djamena, les forces gouvernementales auraient lancé une contre-offensive. Il semble en fait que la petite garnison qui stationnait à Oum-Chalouba se soit repliée mardi 5 juillet au soir sur Arada à une centaine de kilomètres au sud pour se joindre à des renforts arrivés dans la journée avant de passer à la contre-attaque. De bonne source, on indique que les combats de mardi auraient été violents et que les forces gouvernementales auraient infligé des pertes sérieuses à la colonne de partisans de l'ancien président Goukouni Oueddei.

A Paris, M. Oudalbay Naham, ministre de la justice et envoyé spécial du président tchadien, a remis mercredi à M. Guy Peenne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, un message personnel de M. Hissène Habré adressé au président de la République. Bien que le teneur n'en ait pas été révélé, on croit savoir que le président tchadien aurait demandé à Paris une aide pour transporter le matériel livré à N'Djamena vers l'intérieur du pays, en particulier vers Abéché, Salaf et Moussoro.

A N'Djamena, où l'on craint par dessus tout l'ouverture rapide d'un deuxième front dans la région du centre, on voudrait pouvoir accélérer l'acheminement des renforts. Le

président Hissène Habré cherche aussi à savoir à partir de quel moment la France pourrait envisager d'accroître son soutien à N'Djamena.

De son côté, la radio des rebelles émettant depuis Bardai, dans le Tibesti, a indiqué que « le gouvernement d'union nationale de transition se voit obligé de faire appel à ses amis et notamment à la Jamaïque arabe libyenne populaire et socialiste avec laquelle le Tchad a un traité d'amitié et d'alliance » (en date du 15 juin 1980). Le communiqué du GUNT affirme d'autre part que « l'engagement massif de la France aux côtés des forces d'indépendance nationale est une agression contre notre peuple. Cette attitude de la France, soutenue par les Etats-Unis, qui met en péril le peuple du Tchad en fournissant à ses ennemis des engins de mort et des mercenaires, constitue une escalation vers l'internationalisation du conflit ».

A ce propos, Radio-Bardai a dénoncé la présence de soldats zairais au Tchad, précisant que « l'Armée de libération nationale » de M. Oueddei ne répondrait pas de ce qui pourrait advenir de ces soldats en cas de capture. Le contingent zairais de deux cent cinquante hommes est toujours stationné à N'Djamena, où il aurait reçu pour mission la défense de l'aéroport. — F.C.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LE « TERRORISME » PERSISTE EN AFGHANISTAN où il a fait des milliers de morts civils, a écrit, le mercredi 6 juillet, le journal du parti communiste soviétique *Moskovskaia Pravda*. Il affirme que « les contre-révolutionnaires afghans commencent toutes sortes d'actes de terrorisme, ce qui a déjà provoqué la mort de milliers de civils innocents ». Néanmoins, ajoute le quotidien, « si les dollars et la terre ne peuvent arrêter la révolution afghane, l'autorité du pouvoir augmente de jour en jour ». — (A.F.P.)

Argentine

UN MOUVEMENT D'INSUBORDINATION DE LA POLICE DE TUCUMAN a pris fin le mercredi 6 juillet. Le mouvement portait au départ sur les conditions de travail et de rémunération. Il avait pris l'allure d'une rébellion lorsque le gouverneur de la province de Tucuman, au nord de l'Argentine, le général Merlo, avait brandi un pistolet en direction d'un groupe de policiers qui manifestait. La démission, le 5 juillet, de l'officier avait ouvert le chemin à une solution du conflit : les quelque 4 600 policiers de la province ont accepté de reprendre les négociations ; ceux d'entre eux qui avaient occupé le commissariat général de Tucuman s'en sont retirés. — (A.F.P.)

Corée du Sud

REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le président Chun Doo-hwan a nommé, mercredi 6 juillet, un nouveau vice-premier ministre et ministre de la planification économique, M. Suk Suk-joon, qui était ministre du commerce et de l'industrie, depuis 1980, ainsi qu'un nouveau ministre de l'Intérieur, le général Choo Young-bok, ancien commandant en chef de l'armée de l'air et ancien ministre de la défense. — (A.F.P.)

Guatemala

UNE SEUR DU CHEF DE L'ÉTAT A ÉTÉ ENLEVÉE à y a une semaine au Guatemala, a annoncé, le mercredi 6 juillet, un porte-parole du ministère de l'Intérieur. M^{me} Rios, trente-sept ans, serait séquestrée par la guérilla d'extrême gauche, mais aucune organisation n'a, jusqu'à présent,

revendiqué ce geste. M^{me} Rios a été enlevée alors qu'elle quittait l'établissement scolaire où elle enseignait dans un quartier populaire de la ville de Guatemala, a indiqué le même porte-parole. La nouvelle du rapt survenant alors que le gouvernement du général Rios Montt est en proie à une grave crise politique. — (A.F.P.)

Guinée-Équatoriale

DEUX CONDAMNÉS A MORT pour leur participation en juin à une tentative de coup d'Etat en Guinée-Équatoriale (*le Monde* du 7 juillet) ont été exécutés, a déclaré, mercredi 6 juillet, un porte-parole du ministère espagnol des affaires étrangères. Le chef du complot, le sergent Venancio Miko, également condamné à la peine capitale, a été gracié, le président ayant accédé à la demande de clémence présentée par Madrid. — (Reuters)

Inde

DOUZE SYMPATHISANTS DU PARTI COMMUNISTE (MARXISTE) au pouvoir au Bengale-Occidental ont été tués et plusieurs autres blessés après avoir été attaqués par des partisans du Congrès I, la formation de M^{re} Gandhi, à Ratna, au nord de Calcutta, mardi 5 juillet, a indiqué le quotidien *The Statesman*. Cette opération aurait été menée après la défaite du Congrès I dans une élection locale et le meurtre de l'un de ses militants. — (UPI)

Saint-Marin

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DE SAINT-MARIN a été formé mercredi 6 juillet, cinq semaines après les élections. Comme le précédent, il est composé de socialistes, de communistes et de socialistes unitaires. Les communistes obtiennent quatre portefeuilles et conservent le ministère de l'Intérieur, les socialistes en obtiennent trois, dont les affaires étrangères, et les socialistes unitaires trois également, dont le ministère des finances et du budget. — (A.P.)

Sri-Lanka

LE GOUVERNEMENT A DÉMENTI, mercredi 6 juillet, les informations d'Amnesty internationale, selon lesquelles des opposants seraient détenus en secret et torturés (*le Monde* du 6 juillet). Le ministère des affaires étrangères affirme dans un communiqué : « Les lois et les procédures relatives à la détention sont définies de telle sorte que les personnes arrêtées ne peuvent être torturées ». « Il est regrettable, poursuit le texte, qu'Amnesty internationale ait choisi d'omettre ou d'ignorer totalement les activités des groupes terroristes qui ont conduit à l'établissement de la loi sur la prévention du territoire ». Cette loi, rappelle-t-on, n'est votée pour lutter contre les activités des membres de l'éthnie Tamoul luttant pour l'autonomie du nord du pays. — (A.F.P.)

LE NOUVEL

ECONOMISTE

TOUTE L'ACTUALITE ECONOMIQUE HEBDOMADAIRE

Secteur Public

L'ETAT DES DEFICITS

Malgré le plan Delors et les efforts constatés depuis l'automne dernier, il apparaît aujourd'hui que l'année 1983 sera marquée par un nouveau bond en avant du déficit du secteur public. L'Etat, les Collectivités Locales, les Grandes Entreprises Nationales et la Sécurité Sociale ont un problème commun : un besoin de financement qui va en grandissant.

Neuf milliards de contribution exceptionnelle en mai, 14 milliards d'emprunt obligatoire en juin, 13 milliards de cotisations supplémentaires à l'Unédic à partir du 1^{er} juillet, le nouvel effort demandé aux Français depuis quelques semaines est impressionnant. Suffira-t-il à remettre en ordre les comptes de la "maison France" en 1983 ?

Le Nouvel Economiste répond.

Au même sommaire :

Investissements : Robeco, une réussite à l'Européenne.

Bourses de Paris : les "Locomotives" de l'été.

ISTH Depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953

Préparations complètes au diplôme d'état de

L'EXPERTISE COMPTABLE

C.P.E.C.F.

Certificat Préparatoire aux Etudes Comptables et Financières

Octobre à Avril

D.E.C.S.

Trois certificats

Octobre à Juin

Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie

75013 Paris - Tél. : 585.59.35

— Publiée —

L'Affaire des doubles rideaux

à ne pas manquer chez Sévres-Tissus la paire de doubles rideaux, 2 fois 140 x 270, le bas surfilé, en velours : 450 F, en imprimé : 250 F, en satin : 100 % lavable :

380 F

nombreux coloris. Dans les 2 boutiques de Sévres-Tissus, 55, rue de Sèvres-6^e (face Bon Marché), 548.41.13 ou 183, Pg-St-Antoine-11^e, 343.01.08. Possibilité d'échantillonnage et d'expédition en province.

ISTH Depuis 1953

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

C.F.P.A.

Certificat de Formation Professionnelle d'Avocat

■ Préparation complète

Septembre

■ Places limitées

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry

75016 Paris - Tél. : 224.10.72

Centre TOLBIAC 83, Av. d'Italie

75013 Paris - Tél. : 585.59.35

محضان النجل

ntales auraient lancé
ve au Nord-Est

répondre: l'histoire d'Alain cherche à donner à tout un sens à la vie et à la mort. Il est un homme à partir de quel point il pourrait en arriver à la mort.

Il s'agit donc de la réaction des rebelles libanais à l'appui de l'Etat, du soutien international et de la guerre - le gouvernement libanais a appelé à l'adoption de sanctions économiques et politiques contre le régime d'Amman, et a promis de faire appel à l'Organisation des Nations Unies et à la Jamaïque pour la mise en œuvre de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies et d'attaquer le régime d'Amman (NIMH). Le commandement libanais a déclaré qu'il n'accepte pas l'armement massif de sa part, mais qu'il a obtenu des forces armées libanaises nationales et a appelé à la mise en œuvre, simple et complète, de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies. Il a déclaré que, dans le cas contraire, il continuera à utiliser les forces armées libanaises dans les journaux, les journaux et les journaux de mort et de destruction, constitue une violation des principes internationalisation de la violence.

A son propos, Radio-Bardai a déclaré la présence de soldats zairiens au Tchad, précisant que « l'Armée de libération nationale » de Moubarik ne reprendrait pas de ce qui constitue l'honneur de ces soldats en vue de les ignorer. Le contingent zairien de deux cent cinquante hommes est basé à N'Djaména. Il doit partir pour mission la dernière de chaque nuit. — F.C.

LE MONDE

[illegible]

Guinée-Équatoriale

[illegible]

Inde

[illegible]

Saint-Marin

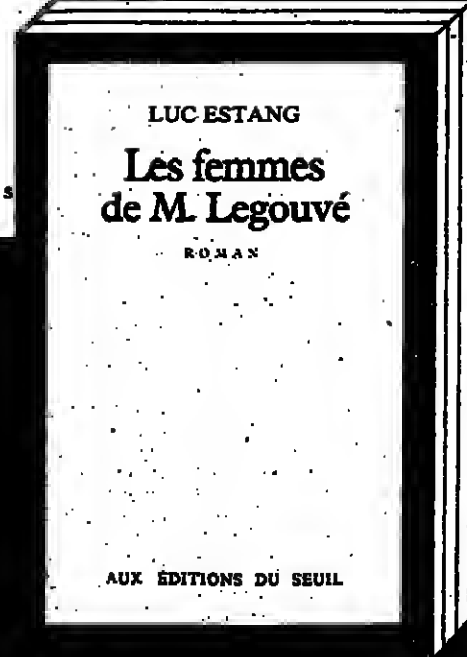
[illegible]

Sri Lanka

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
540 EAST 57TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637
TEL: 773-936-5000
FAX: 773-936-5001
WWW.CHICAGO.EDU

“Il nous faut peu de mots pour exprimer l’essentiel, il nous faut tous les mots pour le rendre réel.”

Paul Eluard



Au Seuil

EUROPE

Remise au pas de la presse yougoslave

Belgrade. — Encore une « offensive idéologique » contre la presse ! Et toujours pour la même raison : des éléments libéraux, anarchistes, etc. qui s'y sont « infiltrés », s'efforçant de la mettre « au-dessus de la société », d'en faire un « partenaire » de la Ligne des communistes et une sorte « d'inspecteur » de l'autogestion. L'opération ne va pas sans mal, du fait de la résistance à laquelle elle se heurte et de l'organisation complexe de la presse yougoslave.

La presse est « libre », dit la loi. Elle n'est donc pas soumise à la censure, ce qui ne veut pas dire qu'elle échappe à tout contrôle, appelé ici « influence sociale ». Celui-ci est exercé par le fondateur du journal (le plus souvent une organisation sociale), qui nomme auprès de la rédaction un « conseil d'édition » composé pour deux tiers de personnalités de la vie politique, économique, syndicale, etc., et pour un tiers de représentants de la rédaction. Il existe aussi un « kolegium », composé, lui, de plusieurs rédacteurs du journal, en principe tous membres du parti et censés en connaître la « ligne ». Le fondateur nomme et révoque le directeur et le rédacteur en chef après avis consultatif de la rédaction. Les conflits à ce sujet sont rares et la nomination se fait d'habitude d'un accord commun entre les deux parties. Parfois même, le fondateur est revenu sur sa première décision devant la forte opposition à son candidat de la rédaction intéressée. Institution « d'intérêt social spécial », la presse est suivie de près, en outre, par les secrétariats à l'information (chaque République en a un) et une multitude de commissions et de comités de presse. Ces organismes ne sont pas habilités à interdire un journal (ou un livre), droit qui n'appartient qu'aux tribunaux, mais leurs « remarques et conseils », presque toujours acceptés comme « justifiés », peuvent avoir de lourdes conséquences pour un journal ou ses collaborateurs.

Les reproches à la presse se sont multipliés, surtout après les événements « contre-révolutionnaires » du Kosovo et l'aveu officiel, en 1982, que la Yougoslavie était entrée dans une crise économique aiguë, avec vingt milliards de dollars de dette extérieure, une pénurie et des restrictions draconiennes, une inflation galopante suivie d'une forte baisse de la valeur réelle du salaire (7% en 1982 et probablement davantage encore en 1983).

Les tensions nationales

La presse s'est fait largement l'écho de tous ces événements et problèmes. Elle a posé la question des responsabilités individuelles, y compris celles des dirigeants. Son comportement est devenu d'autant plus gênant qu'elle s'est intéressée en même temps à plusieurs incidents dans le domaine des rapports nationaux, mettant en péril le principe sacro-saint de « l'unité et la fraternité » des peuples de la Yougoslavie. On a vu surgir subitement, près de quatre décennies après la guerre, des vagues « nationalistes » dans toutes les Républiques. Elles ont révélé que des problèmes considérés comme réglés depuis longtemps ne l'étaient pas et que des désaccords à leur sujet existaient, même dans les sphères dirigeantes.

Pour mettre un terme aux tentatives « destructrices » de la presse, plusieurs rédacteurs en chef ont été démis de leurs fonctions (le Monde des 11 et 18 mai), et la situation de quelques autres est incertaine. En ce moment, un conflit oppose la rédaction de *Knjazevina novine*, le plus important journal littéraire du pays, à son conseil d'édition, qui a démissionné pour protester

De notre correspondant

contre le refus obstiné de la rédaction de tenir compte de ses « suggestions ». Le journal est demeuré ainsi, au regard de la loi, privé d'un organisme indispensable. Il ne pourra plus paraître aussi longtemps que cette question ne sera réglée, et nul ne sait comment elle le sera.

D'autre part, le « défenseur de l'autogestion », a engagé une procédure d'interdiction de la coopérative des écrivains « Zapisi » pour vice de forme. Cette entreprise est spécialisée dans la publication des œuvres de jeunes écrivains peu connus, œuvres qui n'ont pas toujours donné satisfaction au régime. L'une d'elles a été récemment interdite. Les commissions d'information et de culture de Belgrade ont exigé récemment un examen rigoureux de la situation dans les rédactions où des communistes font preuve d'« opportunisme » et « ne respectent pas les décisions du comité central ». A leur avis, beaucoup de choses doivent également être modifiées dans l'association des écrivains de Serbie (chaque République a sa propre association d'écrivains), qui s'est transformée en un parti d'opposition. « Manipulée » par un groupe de « politiciens », elle soutiendrait, non des écrivains, mais des « pamphléaires ».

Au cours d'une rencontre avec des dirigeants du parti et le procureur adjoint, les écrivains de Slovincie ont protesté contre les « pressions » des tribunaux sur des écrivains. Ils ont cité le cas de M. Igor Torkar, condamné à trois mois de prison pour un poème satirique, et ont exigé la libération immédiate du poète serbe Gorko Djogo.

Le cas de M. Djogo est l'un des plus pénibles. Accusé d'avoir, dans un recueil de poésie, présenté d'une façon « malveillante » la situation en Yougoslavie et offensé la mémoire de Tito, M. Djogo fut condamné en septembre 1981 à deux ans de réclusion (le Monde du 18 septembre 1981). Son avocat ajeté appel, l'association des écrivains adressa des pétitions au tribunal et à la direction collégiale de l'Etat et forma un comité de la défense des créations littéraires.

Allemagne fédérale

LES RELATIONS AVEC MOSCOU APRÈS LA VISITE DE M. KOHL

Stabilité dans la mésintelligence

Sans attendre le départ d'U.R.S.S. du chancelier Kohl, qui terminait son séjour par une visite touristique à Kiev, l'agence Tass a publié, mercredi 6 juillet, un commentaire sur les entretiens sortit-ocent-allemands des derniers jours à Moscou. Le « frange échange d'opinions » a été utile, mais le chef du gouvernement de la R.F.A. « n'a malheureusement pas répondu à certaines questions très importantes », écrit l'agence soviétique, qui ajoute : « Bien que certaines déclarations des dirigeants de Bonn aient été faites en allemand, on y entendait nettement l'accent américain ».

Rendant compte auparavant de la conférence de presse donnée par M. Kohl mercredi à Moscou, Tass avait accusé le chancelier de « chercher à nier les faits » et à présenter les actions des « amicales » revanchardes de R.F.A. comme une « manifestation de patriotisme ».

De notre correspondant

Bonn. — « Stabilité dans la mésintelligence », tel pourrait être le bilan tiré par M. Kohl de ses conversations moscovites. Tout au plus s'est-il séparé sur l'espoir — bien académique — de progrès possibles à Genève. Et sur le sentiment que le réarmement américain, en Allemagne fédérale, apporterait sans doute un refroidissement temporaire des relations germano-soviétiques, mais nullement leur rupture. Le dialogue continuera, d'après l'intérêt de Bonn et de Moscou qu'il se poursuive dans le domaine économique surtout, mais aussi dans celui des échanges technologiques et scientifiques.

Ainsi n'y a-t-il pas lieu de dramatiser l'implantation des fusées Pershing-2 et des missiles de croisière : le Kremlin semble en avoir pris son parti. A aucun moment, M. Andropov ne s'est montré cassant ou menaçant, même quand il a évoqué des « contre-mesures » possibles. Il a même accepté de rendre visite à Bonn, ce qui pourrait indiquer que, dans le long terme, une normalisation des rapports entre les deux pays n'est pas exclue.

S'il y a désaccord donc entre les deux capitales, il ne peut plus y avoir de malentendus. A tel point que le chancelier a presque rendu hommage à M. Andropov de ne pas avoir essayé d'introduire un coin entre la R.F.A. et ses amis. Les pourparlers se sont déroulés en toute franchise, si bien que le chancelier a pu mettre sur la table — sans écho de la part de ses interlocuteurs, il est vrai — le problème de l'unité allemande dans un contexte réaliste : si la partition de l'Allemagne est une réalité devant laquelle il ne reste qu'à prendre patience, la volonté des Allemands de vivre ensemble est aussi une réalité avec laquelle l'histoire devra compter.

ALAIN CLÉMENT.

AMÉRIQUES

Pérou

Dégradation de la situation des droits de l'homme

L'extension impressionnante de la guérilla menée au Pérou par les guérilleros « maoïstes » du Sentier lumineux conduit, classiquement, à une dégradation de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Une accusation pour abus d'autorité, pillage, séquestres et assassinats vient d'être portée contre le général Clemente Noel, responsable politique et militaire de neuf départements des Andes, par le député de la Gauche, M. Javier Díez, vice-président de la commission de défense des droits de l'homme du Congrès, nous indique notre correspondant à Lima, Nicole Bonnet, qui rapporte, d'autre part, un récent incident témoignant assez bien du climat nouveau régnant dans ce pays démocratique.

« Ainsi meurent les chiens... »

De notre correspondante

C'est le « jour de l'Indien » à Cuzco. La population célèbre la fête de l'Inti Raymi, la fête du Soleil : une reconstitution du culte incaïque rendu il y a un demi-millénaire par les Indiens des Andes à l'astro-roi. Pour la foule des paysans quechuas et les touristes frais débarqués du monde entier, c'est un magnifique spectacle de carte postale, avec des centaines de figurants aux costumes éblouissants évoluant au pied des monumentales pierres noires de la forteresse de Sacsayhuaman, qui domine l'ancienne capitale de l'Empire des Incas.

Avec le crépuscule, qui arrive tard en ce 24 juin, le jour le plus long de l'année, la fête se défait. Les touristes se retrouvent instinctivement sur la place d'Armes, au cœur de la ville, pour marchander des cadeaux-souvenirs. « Soudain, un bruit de bottes retentit. Comme des bêtes excitées, le visage et le dos barbouillés de sang, et portant sur les épaules des chiens égorgés, un des terribles commandos de l'armée défile en scandant : « Nous mangeons vos tripes et nous boirons votre sang. » (Des menaces qui visent sans aucun doute les guérilleros du Sentier lumineux) ».

Ce témoignage est rapporté par Victor Delfin, le sculpteur péruvien de ces grands oiseaux de fer qui ont conquis quelque célébrité bien au-delà de son pays. Il vient d'être publié dans *Caretas*, l'hebdomadaire le plus sérieux de la capitale. Ce macabre entraînement avait été dénoncé auparavant par l'opposition. On croyait alors à une campagne de diffamation... Les premières victimes du Sentier lumineux furent aussi des chiens : la veille de Noël, en 1980, les guérilleros avaient pendu aux lampadaires de la Lima coloniale des cadavres de chiens errants, un écrivain autour du cou : « Ainsi meurent les chiens communs Deng Xiaoping et Hua Guofeng » ou « Vive la bande des quatre ! ». Ce n'était que le commencement de la guérilla maoïste. Depuis deux ans, les victimes sont des hommes, de prétendus « traitres » et « mouchards ».

Le président Fernando Belaunde avait averti que le Sentier lumineux recevrait « la monnaie de sa pièce ». Les forces de l'ordre semblent, en effet, appliquer la devise «œil pour œil, dent pour dent » dans la région andine située au sud-est de la capitale. Elles sont entrainées dans cet objectif. Ainsi, plus d'un millier de Péruviens ont été tués depuis le début de l'année.

NICOLE BONNET.

DIPLOMATIE

M. MITTERRAND SE RENDRA EN TUNISIE EN OCTOBRE

M. François Mitterrand se rendra en visite officielle en Tunisie les 27 et 28 octobre, a indiqué jeudi 7 juillet le service de presse de l'Elysée.

Le président de la République et le chef de l'Etat tunisien, M. Habib Bourguiba, s'étaient déjà rencontrés le 4 octobre dernier, à Rambouillet, à l'occasion d'une visite privée de ce dernier en France.

M. JEAN RIBOUD PRÉSIDENT DE L'IFRI

Le conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales (IFRI) (1) a porté à sa tête, le 27 juin dernier, M. Jean Riboud, président-directeur général de Schlumberger, en remplacement de M. Louis Joxe, ambassadeur de France, membre du Conseil constitutionnel, ancien ministre, dont le mandat, venu à expiration, n'était pas renouvelable. Le vote a été acquis au premier tour à l'unanimité, moins un bulletin blanc.

L'IFRI, qui a pris en 1979 la place de l'ancien Centre d'études de politique étrangère, dont M. Louis Joxe avait été le fondateur avant la guerre, est un organisme de recherches et de rencontres sur les questions internationales unique en France, et qui collabore étroitement avec les organismes similaires existant dans les pays étrangers. Il publie entre autres une revue trimes-trielle, *Politique étrangère*, et un « Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies » (RAMSES). Il a pour directeur M. Thierry de Montbrial, professeur à l'école polytechnique et ancien chef du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay.

(1) 4, rue Ferrus, 75014 Paris.

Vatican

LES SUITES DE L'ATTENTAT CONTRE LE PAPE

Un groupe anonyme, qui décline un otage, exige la libération d'Ali Agca

De notre correspondant

Rome. — Un appel téléphonique reçu en fin d'après-midi, mercredi 6 juillet, par l'agence de presse ANSA, à Rome, pourrait transformer ce qui n'était jusqu'à présent qu'un fait divers en une affaire d'enlèvement impliquant l'Etat du Vatican. Selon cet appel téléphonique, M^{me} Emanuela Orlandi, étudiante âgée de quinze ans, fille d'un buis-sier du Saint-Siège, et bénéficiaire de la citoyenneté vaticane, qui a disparu le 22 juin, serait prisonnière d'un groupe, dont le correspondant n'a pas précisé l'identité, et qui exigerait, en échange de sa restitution, la libération du Turc Ali Agca, auteur de l'attentat contre le pape en mai 1981.

L'interlocuteur de l'ANSA a indiqué qu'il y a quelques jours un contact avait été établi avec la secrétaire d'Etat du Saint-Siège, demandant l'intervention du pape auprès des autorités italiennes, afin

que soient prises des dispositions pour faire libérer Agca, mais que le Vatican n'avait donné aucune information à propos de ce message. La voix anonyme a précisé que le Vatican avait vingt jours pour faire libérer le terroriste turc.

A première vue, cet appel semblait être le fait d'un déséquilibré se réclamant d'un « groupe » qu'il ne pouvait pas nommer. Des précisions ont été données qui montrent que la jeune fille est bien entre les mains de l'auteur de l'appel téléphonique ou du « groupe » auquel il appartient. Sur ses indications, ont en effet été retrouvées dans une poubelle de la place du Parlement les photocopies de la carte d'identité d'étudiante de M^{me} Orlandi et d'un reçu de paiement de droit scolaire à une école de musique.

PHILIPPE PONS.

Ne perdez plus de temps dans vos études !

Pendant les deux ou trois ans que vous passerez sur les bancs des écoles traditionnelles de gestion, vous apprendrez certainement des choses utiles. Vous pourrez également consacrer du temps à vos loisirs, aux associations d'élèves ou au bal annuel. Et, en prime, vous pourrez voir évoluer les carrières de ceux qui, au même âge que vous, seront déjà dans les entreprises, aux bonnes places...

Parce qu'ils auront choisi une formation courte, intensive et concrète. Comme celle dispensée dans notre programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle.

Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pourriez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

ECADÉ Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

Rue du Bugnon 4, CH-1006 Lausanne (Suisse). 021-22 15 11

10th ANNIVERSAIRE
ALARME 2000 vous offre
10 ANS DE GARANTIE GRATUITE
pièces et main d'œuvre.

à partir de Juin 83



week-ends, sorties, vacances,
DÉPART TRANQUILLE
ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficaces et immédiatement opérationnelles. Retourner ce bon à ALARME 2000, 8, rue Gudin, 75018 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
no code postal
ville

كتاب النحل

JOURS DE FRANCE



Photo : Henry PESSAR

AU CAFE DU COMMERCE L'UNION NATIONALE N° 5

LE REVE D'UNE NUIT D'ETE

Deux élèves de Sciences Po : François et Marie

Marie

Tu as une drôle de tête aujourd'hui. Tu as l'air à la fois content et inquiet. Que t'est-il arrivé ?

François

Il faisait si chaud hier soir que je me retournais dans mon lit en pensant à notre prochain examen qui consistera à relater un fait politique moderne que nous avons vécu ou qui nous a été raconté.

Je retournais dans ma tête une conversation que mon père avait eue avec le Général de Gaulle. C'était au début de l'affaire d'Algérie. Le Président Coty avait demandé au Général de Gaulle de former un gouvernement. Celui-ci avait accepté et avait constitué un gouvernement d'union nationale allant de Pinay à Guy Mollet avec Pflimlin et tous les autres.

Mon père m'a raconté qu'il avait eu l'occasion de voir le Général de Gaulle ensuite et de lui dire : « Vous avez été généreux de prendre dans votre gouvernement tous ces anciens Présidents du Conseil qui avaient toujours été contre vous et qui ne vous ont pas même permis une seule fois d'utiliser la radio pour parler à la France ».

Le Général de Gaulle lui avait répondu : « Que voulez-vous, il faut bien faire la France avec les Français ».

Marie

C'est une très belle phrase dont il faudra se souvenir.

François

Il faisait si chaud que j'ai ouvert la fenêtre en grand et rejeté mes couvertures. Après quoi je me suis endormi.

Marie

Tu vas me raconter le rêve d'une nuit d'été ?

François

Ce n'est pas ça du tout. Je me trouvais devant l'examineur et je lui disais : « Au temps de la

IVème République, les gouvernements représentaient toujours 60 à 80 % des Français. Par la suite, le Président Coty a démissionné et le Général de Gaulle a été élu Président de la République avec 84 % des suffrages. De ce fait, il représentait à lui seul la France et pouvait faire son gouvernement comme bon lui semblait.

Les Présidents qui lui ont succédé ont toujours été élus avec une majorité variant de 1 à 5 %.

La France était donc coupée en deux.

Or, à partir de ce moment-là, le franc a baissé, le chômage a augmenté, le commerce extérieur de la France s'est détérioré.

Au lendemain des nouvelles élections législatives qui auront lieu dans trois ans, rien ne sera changé. Que la droite soit élue ou que la gauche soit reconduite la France sera toujours coupée en deux.

Je me rappelle la parole du Général de Gaulle : Il faut bien faire la France avec les Français, et je pense que le Président de la République ou ses successeurs devront un jour se décider à faire des gouvernements comportant des Ministres de droite et des Ministres de gauche, ce qui correspondrait à un gouvernement d'unanimité française.

L'examineur me dit : C'est très bien, je vais vous mettre une bonne note mais vous feriez peut-être bien d'écrire au Président de la République en lui demandant ce qu'il pense de votre exposé.

Marie

C'est bien le rêve d'une nuit d'été.

Je vois au café d'en face un certain nombre de nos camarades de Sciences Po, allons leur raconter ton rêve pour qu'ils en parlent à leur tour à leurs amis et que l'idée de l'unité nationale fasse son chemin.

Marcel Dassault
député de l'Oise

Le Monde

politique

RÉUNIS PENDANT CINQ JOURS DANS LA RÉGION PARISIENNE

Le gouvernement, les indépendantistes et leurs adversaires confrontent leurs vues sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Parlons-en !

« La « Sécu », ça nous regarde », dit la campagne du ministère des affaires sociales pour l'élection des administrateurs des caisses, le 19 octobre prochain. Ça nous regarde, écrivait-on en 1978, quand M. Pierre Bérégovoy, un an après, mercredi soir, au cours de l'émission « Le cœur du débat », sur TF 1, M. Bérégovoy, qui les Français, selon un sondage effectué à cette occasion, ne jugent pas encore tout à fait compétents (35 % estiment qu'il n'est pas), n'avait pourtant rien à craindre de cette confrontation avec M. Vail (jugé compétent par 48 % des personnes interrogées, contre 26 %).

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale ne trouvait qu'avantage, au contraire, à mettre à contribution le sérieux et la popularité de l'ancien ministre et à se voir décerner par elle un brevet de gestion responsable et juste. L'ancienne présidente de l'Assemblée européenne tenait, à confirmer sa réputation d'opposante pondérée, invitait la majorité d'hier à ne pas faire la même erreur qu'autrefois la gauche, lorsque celle-ci rejetait toute hypothèse de « rationalisation » des dépenses de santé.

M. Bérégovoy ni M. Vail, à les entendre, ne se soucient de leur avenir personnel. M. Bérégovoy ne songe pas à Matignon, M. Vail estime qu'il est bien trop tôt pour penser au rôle qu'elle pourrait jouer comme chef de file de l'U.D.F. pour l'élection européenne de 1984. Bal aimable, mais, comme l'a dit M. Bérégovoy, s'il ne se préoccupe pas de sa carrière, d'autres y penseront pour lui. Au vu, la carrière de M. Bérégovoy illustre tout le monde, puisqu'elle se confond déjà et pourrait s'identifier plus encore avec la politique de la gauche.

La politique de la gauche ? Parlons-en, sa sont (vraisemblablement) dit MM. François Mitterrand, Georges Marchais et Charles Fiterman, qu'un déjeuner a réuni, mercredi, à l'Élysée. Les communistes s'inquiètent des mesures que pourra prendre le gouvernement pour atténuer l'impact des réductions d'activité et d'emploi dans les charbonnages et dans la sidérurgie. On ne lui laisse aucune marge de manœuvre, le P.C.F. dont le président des Charbonnages, M. Georges Valbon, est membre, refusant d'assurer politique contraire, en cette matière, à celle qu'il défend depuis toujours.

Et qui dirigera cette politique ? On se demande, au P.C.F., quand, dans l'esprit de M. Mitterrand, doit prendre fin le bail de M. Pierre Mauroy. On observe que celui-ci semble ne prendre en charge publiquement, de la politique de rigueur, que le minimum indéniable. L'appréciation, en revanche, le rôle de chef de la majorité, défendant les communistes contre les campagnes de l'opposition sur les fraudes électorales et cherchant à déplacer le débat vers l'affrontement politique avec la droite. M. Mauroy préfère être le premier ministre de la gauche militante que celui des incantations économiques. Est-ce tenable longtemps ? Jusqu'à l'élection européenne ?

L'élection européenne, parlons-en, avait déjà dit M. Vail Giscard d'Estaing à M. Jacques Chirac, au téléphone, la semaine dernière, avant de recevoir le maire de Paris à son domicile mercredi matin. L'hypothèse d'une liste commune de l'opposition étant écartée depuis la décision annoncée par le bureau politique de l'U.D.F., la 30 juin, de quoi l'ancien président et son ancien premier ministre pourraient-ils encore parler ? Du style de campagne que mènera chacune des deux formations, de la coordination à laquelle elles devront parvenir pour « ratisser large » sans paraître s'opposer l'une à l'autre, et du climat prévisible pour cet automne.

MM. Giscard d'Estaing et Chirac attendent tous deux de cette élection qu'elle leur permette de mesurer les audiences personnelles, à travers celle des formations qu'ils dirigent, officiellement ou non, autour de M. Barre est dépourvu. Ils savent que cette audience dépend, entre autres facteurs, de leur aptitude à contenir les manifestations de leur rivalité. En ce mois de juillet, où les agendas sont moins remplis et les déclarations moins urgentes, c'était le moment de montrer que, au sommet de l'opposition comme ailleurs, on se parle.

PATRICK JARREAU.

Le décor est planté, les acteurs sont à pied d'œuvre pour le lever de rideau de la « table ronde » État-territoire qui débute vendredi 8 juillet et continuera jusqu'au mercredi 13 juillet. Le décor : un bâtiment de la sécurité civile à Nainville-les-Roches (Essonne), à une cinquantaine de kilomètres de Paris. Les acteurs : vingt et un Calédoniens de toutes ethnies et de toutes tendances. On y trouve aussi bien les deux députés, M. Jacques Lafleur, R.P.C.R., président du R.P.C.R. (Assemblée territoriale pour la Calédonie dans la République) et M. Roch Pidjot, non inscrit, apparenté socialiste, leader charismatique de l'U.C. (Union calédonienne, indépendantiste), que les grands chefs coutumiers.

Nouméa. — La paternité de cette réunion revient à M. Georges Lemoine. Dans un discours prononcé le 20 mai dernier devant l'Assemblée territoriale (législatif local) lors de son passage à Nouméa, le secrétaire d'État aux DOM-TOM avait appelé tous les courants politiques du territoire à confronter leurs points de vue. « Le gouvernement vous propose, avait dit M. Lemoine, de réunir très rapidement à Paris une « table ronde » faisant le bilan des espérances et des propositions de chacun afin d'aboutir à un nouveau statut de large autonomie interne qui devra correspondre à la nécessaire période de redressement économique du territoire ». Restait à réunir toutes les formations politiques de Nouvelle-Calédonie, compte tenu des oppositions idéologiques, raciales et aussi internes. Ce fut laborieux.

Jusqu'au dernier moment, le F.I. (Front indépendantiste) et l'U.C. (Union calédonienne) ont eu l'incertitude sur sa participation à la « table ronde » et sur la composition de sa délégation. Dissensions internes, querelles entre l'U.C., réputée modérée, et les factions plus « dures » du mouvement incarnées par le F.I.L.K. (Front uni de libération kanake), le L.K.S. (Libération kanake socialiste), lui-même dissident du Palika (parti de libération kanake), ou encore l'U.P.M. (Union progressiste mélanésienne) ont constitué autant d'obstacles à la composition de la délégation indépendantiste. Et font partie MM. Jean-Marie Tjibaou au titre de vice-président du conseil de gouvernement depuis juin 1982 ; Elni Maseho, secrétaire général de l'Union calédonienne, assisté de ses deux lieutenants : MM. Yeweine Yeweine, chef du groupe F.I. à l'Assemblée territoriale et Gabriel Patia, suppléant de M. Pidjot.

Enfin, deux autres membres de l'Assemblée territoriale : M. Paul Naparaca, ancien conseiller de gouvernement et maire de Kone, qui représente la côte ouest pour le F.I., et M. Edouard Wapae, maire de Lifou, l'une des îles Loyauté, représentant les îles au F.I., lui-même depuis longtemps en désaccord avec les tendances extrêmes du Front indépendantiste.

Tous sont membres de l'Union calédonienne. C'est la preuve que les dirigeants du Front indépendantiste ont opté pour la stratégie de la négociation par opposition aux autres composantes du Front qui ont toujours été partiales de la part de l'État. Cette relative modération n'enlève rien à la détermination de la délégation indépendantiste : « Nous allons à Paris pour négocier l'indépendance et pour officialiser la légitimité territoriale », déclare M. Nidjoh Nidjoh, membre du L.K.S. et organisateur en titre de toutes les manifestations indépendantistes. Lui-même reste à Nou-

M. Mitterrand a reçu MM. Marchais et Fiterman à déjeuner. Le président de la République a reçu à déjeuner, mercredi 6 juillet, à l'Élysée, M. Charles Fiterman, ministre des transports, et M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. Cette rencontre n'avait pas été annoncée au préalable et elle a donné lieu à aucun commentaire, ni à l'Élysée ni au P.C.F.

M. François Mitterrand avait reçu M. Marchais, de même que les dirigeants des trois autres grands partis politiques, avant le sommet des pays industrialisés à Williamsburg, les 28 et 29 mai. La conversation entre le chef de l'État et le secrétaire général du P.C.F. avait alors porté, notamment, sur le problème des taux d'intérêt américains et sur celui de l'équilibre des forces en Europe. M. Mitterrand avait, une première fois, reçu à déjeuner M. Marchais et Fiterman le 24 mars 1982.

De notre correspondant

méa, peut-être pour exercer quelques pressions sur le terrain. Face au Front indépendantiste, le R.P.C.R., dont la position est claire : pas question d'abandonner le thème de l'indépendance. Le R.P.C.R. déclare se rendre à la « table ronde » sans illusion mais sérieusement. La délégation se compose de MM. Jacques Lafleur, député de la côte Ouest (Nouméa inclus) et chef de file du mouvement, Jean Leques, ancien président de l'Assemblée territoriale, André Caillard, conseiller de gouvernement chargé du secteur économique et social et Georges Faure, qui sera certainement l'interlocuteur le plus ferme. Il est un ardent partisan de la départementalisation et avait dit de l'intervention du secrétaire d'État devant l'Assemblée territoriale : « C'est le discours de Munich », mais au R.P.C.R. on ne perd pas de vue que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie est « avant tout une affaire mélanésienne ». Aussi la représentation d'élus mélanésiens est-elle assurée par MM. Dick Ukevi, ancien vice-président du conseil de gouvernement, Auguste Parawit Keybas, représentant de la côte Est à l'Assemblée territoriale et Victorin Boewa, conseiller territorial et maire du Mont-Dore (commune de onze mille habitants, à la périphérie de Nouméa).

Concessions

Pour composer sa délégation, le R.P.C.R. a dû lui aussi non seulement surmonter ses difficultés internes mais aussi faire quelques concessions. M. Lemoine a notamment refusé au R.P.C.R. la représentation d'un chef wallisien ou tahitien, deux communautés importantes en Nouvelle-Calédonie. Le secrétaire d'État a également récusé M. Pierre Frotier, non élu mais très apprécié du R.P.C.R. pour ses compétences juridiques ; enfin, dernière « couleur » pour M. Jacques Lafleur : l'invitation rendue publique le jour de son départ, de M. Marie-Paula Serve, conseillère territoriale non inscrite mais très

opposée au R.P.C.R. dont elle est dissidente.

Dernière composante politique importante présente à Nainville-les-Roches : la F.N.S.C. (Fédération pour une nouvelle société calédonienne). Cette formation centriste favorable à une large autonomie mais officiellement opposée à toute forme d'indépendance s'est, dès le départ déclarée favorable au principe de la « table ronde ». « Elle a peut-être même un peu tardé », explique M. Christian Boissery, conseiller territorial et membre de la délégation, qui affiche un certain optimisme. Outre M. Boissery, la délégation de la F.N.S.C. sera composée de MM. Lionel Cherrier, sénateur apparenté au parti républicain, Jean-Pierre Aifa, président de l'Assemblée territoriale, Gaston Morlet, conseiller de gouvernement, chargé du secteur rural. Les autorités coutumières ne seront pas absentes de la « table ronde », elles seront représentées par MM. Hilarion Vandegaa, président du conseil des grands chefs et grand chef de l'île des Pins (au sud de la Grande-Terre) et Frank Wahuzue, ancien conseiller de gouvernement, secrétaire du conseil des grands chefs et ancien homme-lige de M. Paol Dijout, ancien secrétaire d'État aux DOM-TOM.

Pour donner à cette rencontre toutes les chances de réussite, M. Lemoine avait souhaité dégager au sein du F.I. et du R.P.C.R. un « consensus centriste » en écartant du débat les tendances les plus dures de chaque parti par l'exploitation des dissensions internes. Si au sein du Front indépendantiste la manœuvre semble avoir réussi, le R.P.C.R., en revanche, vient à Paris en rangs serrés, même s'il rassemble aussi bien des partisans de la départementalisation que des défenseurs de l'autonomie. Reste à savoir si un autre consensus parviendra à se dégager au cours des débats de cette « table ronde » qui constitue une grande première et dont les travaux révéleront une extrême importance pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

UN NOUVEAU CLUB A GAUCHE

Espaces 89 invite la majorité à « décliner dès à présent ce que sera l'après-rigueur »

Comment reconquérir l'opinion ? MM. Mitterrand et Mauroy s'y emploient désormais en insistant sur les choix politiques qui sous-tendent les orientations économiques et sociales du gouvernement. Les partis de la majorité, et principalement le parti socialiste, s'efforcent de mobiliser leurs militants derrière le président de la République et le premier ministre. Tout cela ne suffit pas si l'on en croit les sondages.

Partant de ce constat d'insuffisance, une quarantaine de militants de gauche, socialistes pour la plupart, ont décidé de lancer la bataille sur le terrain idéologique en créant un club : Espaces 89 (Études et synthèses pour l'action culturelle et sociale), officiellement né le 26 juin. Parmi les fondateurs figurent notamment plusieurs parlementaires socialistes appartenant aux différents courants du parti, notamment MM. Gérard Delfan, sénateur, Jacques Guyard, Guy Vadepied, députés, ainsi que M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du P.S., chargé des entreprises, plusieurs membres de cabinets ministériels, des dirigeants et cadres d'entreprises publiques ou nationalisées sans appartenance politique, d'anciens membres du parti communiste ou d'autres formations de gauche. La coordination de cette équipe fondatrice est actuellement assurée par MM. François Aron, conseiller technique au ministère des P.T.T., Maurice Benassy, conseiller socialiste de Paris, et Herbert Axelrod.

« La diversité d'origine et de formation des participants garantit l'absence d'une grille d'interprétation unique, soulignent ceux-ci. Il ne s'agit pas de se substituer aux partis, ni de donner des leçons, mais de constituer un lieu de discussions excluant toute plate-forme préalable. »

Dans un document de quinze pages en forme de manifeste, les fondateurs d'Espaces 89 estiment que la majorité doit éviter deux écueils : ne pas « sombrer dans un optimisme béat qui n'est pas de mise » ni « voir non plus dans tout embouteillage la contre-marche des camionneurs chiliens ». Ils indiquent notamment : « C'est parce que la gauche ne s'est pas inscrite dans la durée que l'expression des mécontentements s'est multipliée. (...) Les promesses seront tenues, mais sur cinq ans. Faute de l'avoir dit assez clairement, la gauche a suscité tous les espoirs et de multiples déceptions. (...) Et si nous traversons une période difficile, il faut commencer par être rigoureux dans la rigueur pour que celle-ci ne soit qu'un moment. Et dès à présent décliner ce que sera l'après-rigueur. (...) Pour mithridatiser les venins de la droite, il faut du temps. »

Ce texte invite la gauche à « prendre la mesure exacte des opposi-

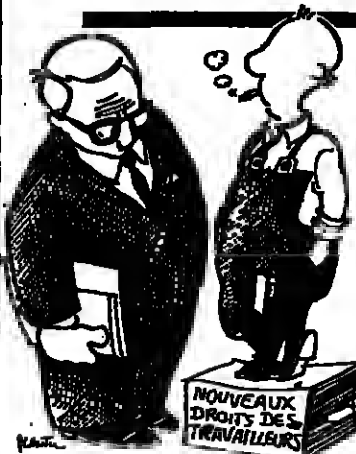
tions ». Ses auteurs, sur plusieurs points, se démarquent des analyses généralement répandues à l'intérieur de la majorité. Ainsi soulignent-ils, à propos de l'attitude de l'administration : « Sachons distinguer ce qui relève d'un pesant immobilisme et ce qui relève d'une volonté politique de blocage. La haute fonction publique procède des classes sociales favorisées. Au-delà des classes, elle s'incarne dans des clans, avec ses codes ; et, donc, malheur à qui n'appartient pas aux uns et méconnaît les autres. Mais sachons distinguer les classes et les clans et les codes. Ils se chevauchent certes, mais ne se recouvrent pas toujours. (...) Parce que nous avons su incarner une certaine idée de l'intérêt public, la fonction publique peut largement adhérer à notre démarche. Mais parce qu'elle est hiérarchisée, la fonction publique ne peut souffrir les allées et venues, les hésitations, et moins encore les accusations, injustes. Longtemps déçus des réalités du pouvoir, nous avons vu naître des choses. C'est déjà s'imposer aux hommes. Ne soyons pas de ceux qui rient, haro sur ces hauts fonctionnaires, même en catimini. »

Ainsi déclarent-ils, à propos du rôle des médias : « Rien ne sert de vitupérer contre la presse. Encore faut-il que, dans nos propres rangs, comme essouffés par la course, nous ne passions pas notre temps à regarder passer l'histoire. Au demeurant, imputer à la seule désinformation nos difficultés est insuffisant. Certes, nul ne méconnaît la malignité de certains médias. Mais les Français ne sont pas des enfants. (...) Les Français, dans la grande tradition des sursauts qu'ils ont su avoir avant d'autres dans l'histoire, ont parlé sur le socialisme et ont su faire litière des accusations de la droite. »

« Il n'y a pas à barguigner ! »

Les dirigeants d'Espaces 89 soulignent que, « en vérité, quand la gauche est arrivée au pouvoir, la contre-offensive du modèle libéral était déjà en marche. (...) Le parti socialiste s'est imposé comme le parti des libertés (alors que) les sociétés actuelles sont soucieuses de plus de libertés et de plus d'autorité. Quadrature du cercle à résoudre, que nous n'avons pas parfaitement résolu. Et, prenant appui sur le besoin de plus d'autorité et sur la confusion de la notion de liberté, au bout de deux ans la droite a ouvert une brèche. (...) Invitant à la mobilisation dans la « bataille des idées », ils ajoutent : « Aujourd'hui, il n'y a pas à barguigner ! Comment peut-on faire accepter, en effet, le sursaut nécessaire et raisonnablement négocié à toutes les forces sociales si, de nos rangs mêmes, monte un discours pessimiste ? L'opinion ne saurait s'y retrouver. Ce n'est pas ce qu'attendent les militants, les électeurs, l'opinion publique. Si le rôle d'un parti est d'infléchir les choix gouvernementaux en amont, à faire passer les attentes des militants et de l'électorat, il doit aussi préparer les décisions de demain. Non pas en établissant des programmes détaillés pour l'an 2000, mais en répertoriant les problèmes de fond qui se posent à la société française d'aujourd'hui et de l'immédiat demain, en dessinant le paysage d'après la rigueur, en étant porteur d'un projet. »

Parmi les « sujets de réflexion obligée » qui doivent, selon lui, solliciter l'attention de la gauche, le nouveau club mentionne notamment l'organisation du temps, les contradictions de la protection sociale, la liberté d'entreprendre dans le respect de la justice. Espaces 89, une semaine après sa création, revendique déjà cent vingt adhésions.

NUMÉRO SPÉCIAL
16 PAGESLe Monde
dossiers et documentsLES NOUVEAUX DROITS
DES TRAVAILLEURSLA GESTATION
L'ÉLABORATION
LE CONTENU
ET L'APPLICATION
DES LOIS AUROUX

ILLUSTRÉ PAR PLANTU

EN VENTE AU « MONDE »

BON DE COMMANDE

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRES X 12 F (FRAIS DE PORT INCLUS) F MQ

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÉGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU N° 5, RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 05

Le Monde

مكتبة الأنجلو

Annonay, en France

III. - Les acteurs du renouveau

De notre correspondant régional CLAUDE RÉGENT

Politiquement divisée, traversée par des courants antagonistes (le Monde des 6 et 7 juillet), la ville d'Annonay se transforme, bouge, essaie d'aller de l'avant. Trêve par des industriels concupiscent.

Annonay. - « Annonay semble constituer un terrain particulièrement propice à l'analyse actuelle des transformations urbaines. Marquée, jusqu'à la période récente, par la dominance de trois groupes d'industries traditionnelles : le textile, le cuir et le papier carton, cette agglomération de vingt-cinq mille habitants s'est trouvée affectée au cours des vingt dernières années par d'importants mouvements de restructuration dans toutes ses activités. Le début du premier chapitre de *Gens du cuir*, de M. Bernard Ganne, résume tout le pari annonnais, un pari très hexagonal dans ses données : nécessité d'innover et d'exporter en dépassant les conséquences du vieillissement de l'outil industriel. Atout principal de la ville : le savoir-faire de ses habitants. Mais cette capacité productive ne serait rien sans l'apport d'un encadrement importé... »

Le textile est moribond. Le cuir attend toujours une « filière », promise dès les premiers mois du sept-

ennat nouveau. Le papier carton sort d'une longue crise avec des atouts. Les trois industries-clés d'Annonay et de sa région ont vu le relais assuré par une entreprise phare : Renault-Véhicules industriels, ex-Saviem, ex-Saca (société fondée par un certain Sylvain Fiorani), ex-Besset. L'annonce sera-t-elle une locomotive ?

Pour l'emploi, c'est déjà fait. Deux mille cent salariés sur un total de deux mille cinq cents habitants dans l'agglomération. Le seul constructeur français d'autocars et d'autobus pèse de tout son poids métallurgique sur l'emploi local et joue le rôle d'amortisseur de la crise par une politique de groupe qui permet la ventilation géographique, surtout vers Lyon-Vénissieux, du chômage technique, cette solution périodique aux nombreux coups de marché du poids lourd. R.V.I., qui distribue des salaires dix corrects pour la région - 5 500 francs bruts mensuels pour un O.P.1 à ancienneté moyenne de dix ans, - a cependant pas induit une très forte activité de sous-traitance. Seuls de 6 % à 10 % des achats sont effectués par la société nationale dans la zone économique d'Annonay.

à cinquante-six ans et deux mois. Pour lui, l'aide gouvernementale, les subventions, demeurent indispensables. Ce lundi 27 juin, nous l'avons rencontré alors qu'il attendait, « le petit doigt sur la couture du pantalon », une convocation au ministère de l'Industrie. Les cent soixante-dix-neuf derniers salariés des Tanne-ries - il y avait mille six cents tanneurs et mégisiers il y a cinquante ans - se battent pour que la France conserve une part du marché du traitement des cuirs et peaux. De son bureau qui domine les eaux mêlées de la Cance et de la Deume, ces deux rivières à l'eau si douce qu'elles avaient attiré les pionniers, M. Lambin expose ses principaux soucis. Au premier rang desquels l'écoulement du crédit, qui « donne du mal à ses banquiers pour augmenter les fonds de roulement », ou encore les moyens financiers pour exporter, « qui sont surés ou minés de la lutte contre l'inflation ». Fente de filière cuir non perceptible à la base, des relais industriels sont nécessaires. La chambre de commerce et d'industrie s'y emploie.

On essaie de penser à tout dans cette chambre consulaire. Même si « les efforts pour créer des emplois n'ont pas été ressentis par la population », observe M. Philippe Dazancie, vice-président, on continue à se battre sur tous les fronts pour promouvoir l'image de marque de la ville. Avec la jeune chambre économique, « force de proposition, d'appui et d'initiative », les responsables de l'industrie et du commerce peaufinent des offres alléchantes pour les créateurs d'entreprises. Ils ont un outil pour cela : l'Agence pour l'industrialisation et le développement de l'Arèche : A.I.D.A., un sigle qui sonne.

Un coup de jeune

Les responsables de la chambre de commerce nous ont annoncé qu'à la date du 25 septembre prochain Annonay devrait être reliée, grâce à une navette routière, à la gare S.N.C.F. de Pégayre-Roussillon, où le T.G.V. s'arrêtera deux fois par jour (aller-retour). Annonay sera donc à un peu plus de trois heures de

Paris. Une sacrée révolution pour une ville enclavée qui sait ce que l'isolement veut dire. Une révolution sans tapage. Personne ne l'a évoquée sur les tréteaux électoraux.

En vingt ans, la ville a pris un coup de jeune. Le cadre de vie s'est amélioré spectaculairement : couverture de la rivière Deume, création d'un nouveau parc de loisirs à Deumais et renouveau culturel. Le quotidien annonnais, ce sont aussi des restaurants qui se renouvellent, des rues piétonnes et un passé de vieilles pierres que l'on songe à révaloriser. Ce sera bientôt trois, voire cinq, salles de cinéma pour relayer la salle Alhambra à bout de souffle entre deux murs classés d'une ancienne chapelle. Enfin, depuis deux ans, un théâtre à l'italienne admirablement rénové, un écran coloré, offre un intéressant lieu d'animation.

Exemplaire, ce théâtre. Il n'a pas de directeur mais un collectif présidé par un professeur de français passionné, M. Jacques Beaufort. Il est toujours là, arbitre au sein d'un bureau - « trop lourd » aux yeux du nouvel adjoint à la culture, M. Michel Soulier, - mais où le pluralisme n'est pas un vain mot : des syndicalistes y réclament des

tournées Barret qui font le plein des sept cents places de la salle, des Annonnais réputés conservateurs y militent pour l'opéra ou la danse moderne. Pendant la dernière campagne électorale, la droite a protesté contre la venue de l'opéra de chambre de Moscou. Mais la semaine dernière, monsieur le premier secrétaire de l'ambassade de la République populaire de Chine est venu inaugurer une exposition de cerfs-volants...

La nouvelle municipalité surveille les dépenses culturelles de près. La rénovation du théâtre a coûté très cher (10 millions de francs). Il ne faut pas espérer une sensible augmentation de la subvention annuelle de fonctionnement de 150 000 francs de la part de la nouvelle municipalité. D'autant que l'adjoint à la culture semble avoir fait son choix : « Les Annonnais ne veulent pas se prendre la tête à deux mains pour voir un spectacle. »

Pourtant, pour sortir des sentiers battus sur le plan culturel comme sur le plan économique, Annonay devra bien oser prendre des risques.

F. N.

(1) *Gens du cuir*. Gens du papier, M. Bernard Ganne, chargé de recherches. Éditions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-France 75700 Paris. 70 francs.

Les accents divergents de deux radios locales

« Avis favorable avec regroupement ». Elle est décidément bien loin cette commission nationale d'attribution des fréquences, qui a demandé aux deux radios locales d'Annonay, Radio-Kir (89,7 MHz) et Radio-Vivarais (93 MHz) d'associer leurs moyens. Une simple visite sur place, qui paraît préférable à des avis donnés sur dossiers, aurait évité cette erreur d'appréciation. En effet, Radio-Vivarais est née, il y a tout juste un an, de la sécession d'une équipe aujourd'hui homologue de Radio-Kir. Les premiers appellent les seconds des « babouins », les seconds ne répondent pas, solidement retranchés dans leur marginalité.

L'éloignement de Paris n'a pourtant pas que des inconvénients. Les deux radios locales s'autofinancent par les petites annonces - 20 francs pour quatorze diffusions hebdomadaires, - voire par de la publicité locale, pour Radio-Kir, laquelle gère un budget de 2 000 à 2 500 francs mensuels : c'est bien peu, mais c'est légal. Il n'y a que des bénévoles à Davézieux, siège de Radio-Vivarais, et deux « semi-permanents » à Radio-Kir, hébergés par la municipalité d'Annonay à la Maison des associations.

Malgré leur passé commun, qui nourrit une amitié que l'on ne retrouve que chez les anciens amis, les deux radios se distinguent par le contenu de leurs émissions. Mosaïque « branchée » pour Kir, avec des informations qui ne sont pas moindres (« Le cri du cru »). Contact avec les amateurs pour Radio-Vivarais, qui accorde une place importante à l'information locale. Le parler occitan y a un créneau. A 18 h 30, mardi 28 juin, Kir ouvrait son journal par l'intervention co-direct d'un responsable du parti radical italien pour commenter des élections dont on a oublié de rappeler les résultats. Un quart d'heure plus tard, Radio-Vivarais commençait son journal par la lecture co-auteur d'un communiqué des « retraités et préretraités C.G.T. ». Le lendemain, il y avait à Radio-Vivarais des enfants plein le studio, pour réaliser leur « programme ». Simple et rafraîchissant.

Cl. R.

Un pari industriel

Mais parce que la situation de l'emploi est relativement stable dans ses établissements, R.V.I. est très recherché et peut se permettre de sélectionner son personnel en tirant vers le haut les salaires locaux. « Quand vous voulez de jolies pêches, argumente M. Jean Martinon, directeur de l'usine d'Annonay, vous y mettez le prix... » A très court terme, l'entreprise joue gros. En lançant, à l'automne, un nouveau modèle d'autocar grand tourisme haut de gamme, le F.R.1, qui tentera d'entamer la position dominante sur les marchés de la Serra ou de Mercedes. Pour réussir ce pari industriel, R.V.I. a besoin de toutes ses forces. M. Roger Brunatti, directeur du personnel et des relations sociales, raconte : « A l'occasion d'un conflit, j'ai entendu des syndicalistes qui souhaitaient qu'on en finisse, sinon on risquait de compromettre la sortie du F.R.1... »

Le renouveau annoncé s'appuie également sur de nouvelles industries, sur des créneaux porteurs : l'agro-alimentaire (Odouard) ou l'industrie pharmaceutique (Laboratoires Faure). Plus intéressant encore, le redressement du papier carton avec Canson et Mongolfier, qui pèse cinq cent trente-cinq emplois répartis en quatre usines, dont la plus importante se trouve à Vidalon-Ré-Amonay. Ici, M. Michel Roger, directeur général, est satisfait des « greffes programmées » au niveau de la direction [par la société mère Arjomani], qui a permis de renforcer ce secteur traditionnel.

Les premières moissons sont bonnes. Il explique : « Nous avons amélioré la productivité de l'entreprise et la capacité de réponse à une demande changeante et exigeante, ce que nous appelons la flexibilité. » M. Roger, qui annonce que « l'embauche est déjà ouverte », sait que son entreprise passera par un étage de cinq cents salariés. Un cap difficile compensé par « une revalorisation des tâches, une augmentation de la compétence du personnel », alors que, parallèlement, des ouvriers peu qualifiés partiront. C'est au prix social fort (pré-traité) que Canson et Mongolfier améliore ses coûts de production et conforte sa place à l'exportation, qui représente 27 % du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, la firme se trouve dans le peloton des cinq premiers producteurs mondiaux de papier calque et a une présence de choix sur les marchés pour les papiers à dessin et les papiers spéciaux.

Faute de filière cuir

Tout comme son confrère papeter n'a les dirigeants de R.V.I., M. Michel Lambin, président du directoire des Tanneeries d'Annonay, reconnaît que, dans cette région, le personnel n'a vraiment pas été concerné par la retraite à soixante ans. Dans son secteur, il y a bien longtemps que les départs s'opèrent

54 MILLIONS DE MINORITÉS



528 pages
89F.

EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2ème année
10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions

125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

POLITIQUE

LA PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Une tentative de règlement à l'amiable précédera l'intervention de la justice

M. Pierre Sadreau l'avait souhaité dans son rapport sur la réforme de l'entreprise. M. Raymond Barre, et M. Alain Peyrefitte l'avaient admis en déposant un projet de loi cherchant à prévoir les difficultés des entreprises et à les aider à en sortir sans recourir au règlement judiciaire. M. Robert Badinter n'a fait qu'exaucer ce souhait.

Mais croire possible un consensus sur un tel sujet était oublier la « guerre idéologique », bien que l'U.D.F. ait été moins virulente dans ses critiques que le R.P.R. Le gouvernement actuel ne pouvait que « gâcher » le projet de son prédécesseur, en associant les représentants des salariés à toutes les procédures de contrôle de la gestion des chefs d'entreprise, d'« alerte » en cas de difficultés et d'appel aux tribunaux. C'est beaucoup plus que n'en pouvait accepter les porte-parole de l'opposition, pour lesquels les comités d'entreprise ne peuvent être que des instruments de la lutte des classes aux mains de ceux qui veulent la mort de l'entreprise privée ! Toute

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 6 juillet, par 328 voix (P.S.-P.C.) contre 2 (M. Georges Benedetti, P.S., Gard, et M. Jean-Paul Chénier, R.P.R., Loiret) - le reste de l'opposition ne prenant pas part au vote - le projet de loi relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises. (Le Monde des 6 et 7 juillet). Avant ce vote final, elle a notamment décidé :

• Groupements de prévention agréés. - M. Jacques Roger-Machart (P.S., Haute-Garonne), rapporteur de la commission des lois, ayant fait remarquer que, du fait des seuils fixés, « l'immense majorité des entreprises ne seront pas touchées par ce projet alors que

attitude à la liberté du patron est, pour eux, difficilement acceptable même si elle est le fait de ses pairs, de magistrats ou d'experts indépendants ! Alors si elle vient des syndicats !

M. Badinter ne peut comprendre une telle attitude. Le grand avocat d'affaires qu'il fut est habitué aux discussions entre sociétés, où expertises, audits, conseils, garanties, s'accablent. Sa vision de l'entreprise ne peut être celle d'hommes ayant créé leurs propres affaires à la force du poignet ou dirigés de petites sociétés, tranquilles en province, jaloux surtout de leur indépendance. Pendant trois jours, ce sont deux conceptions de la vie des affaires qui se sont opposées à l'Assemblée nationale. Mais contrairement à certaines idées reçues, le défenseur d'entreprises dynamiques, s'armant de tout ce que nécessite la concurrence internationale, était au banc de gouvernement.

THIERRY BRÉHIER.

Les petites entreprises sont plus vulnérables à la crise économique car elles ne disposent pas de tous les services de gestion d'une grande entreprise», propose - et l'Assemblée le suit - la création de « groupements de prévention agréés ». Y adhérer ne sera pas obligatoire, mais, cela fait, ces groupements fourniront « de façon confidentielle » aux entreprises membres une analyse des informations comptables et financières que celles-ci s'engagent à lui transmettre régulièrement.

S'ils relèvent « des indices de difficulté », ils en informent le chef d'entreprise et peuvent lui proposer l'intervention d'un expert ». La Banque de France, les administrations de l'Etat et aussi les collectivités locales pourront leur accorder leur concours.

L'opposition ne rejette pas cette idée, mais elle pense qu'il aurait pu

Les projets de loi sur les coopératives et la sécurité des consommateurs sont définitivement adoptés

L'Assemblée nationale, le mercredi 6 juillet, et le Sénat, le jeudi 7, ont approuvé le texte du projet de loi « relatif au développement de certaines activités d'économie sociale », tel qu'il avait été préparé par la commission mixte paritaire. Les désaccords n'étaient pas très importants entre les deux Assemblées sur ce texte qui modernise le droit de la coopération et permet aux unions de coopératives de s'associer avec des mutuelles (le Monde des 9 avril et 21 mai). Sur le dernier point en discussion, le contrôle de la gestion des sociétés coopératives artisanales (le Monde du 7 juillet), il a été décidé de renvoyer à un débat en Conseil d'Etat les modalités de mise en œuvre de la procédure dite « de révision coopérative ».

Dans les mêmes conditions, l'Assemblée nationale et le Sénat ont définitivement adopté le projet de loi « relatif à la sécurité des consommateurs » (le Monde des

16 avril, 5 et 6 juin, 23 juin). Sur une proposition de la commission mixte paritaire, il a été décidé que les produits « doivent présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes ». Contrairement à ce qu'avaient souhaité les députés lors des précédentes lectures, les ministres intéressés ne pourront pas « réglementer » la fabrication, l'importation, l'exportation, la mise en vente de produits « en cas de danger grave ou imminent », mais simplement « suspendre » ces activités.

La commission de la sécurité des consommateurs sera composée, outre un président nommé en conseil des ministres, « de membres du Conseil d'Etat et des juridictions de l'ordre administratif et judiciaire » ainsi que « de personnes appartenant aux organisations professionnelles, aux associations nationales de consommateurs et des experts ».

CORRESPONDANCE

L'hommage à Jean Moulin

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Fernand Grenier, qui fut à Londres le représentant du P.C.F. auprès de la France combattante en 1943, avant de siéger, en 1944, au gouvernement provisoire :

Dans votre compte rendu du 17 juin sur le colloque organisé à la Sorbonne le 9 juin, M. Eric Roussel me met en cause dans les termes ci-après :

Au début de cette journée, personne ne s'attendait que M. Fernand Grenier reconnaisse pour la première fois publiquement (souligné par moi) que les communistes étaient prêts à un compromis consistant à faire du général Giraud le codirecteur de la résistance extérieure.

Présenté aussi incomplètement, le récit de mon entretien à Londres avec Jean Moulin, en février 1943, appelle les précisions ci-après :

Il n'est pas vrai, comme M. Roussel l'affirme, que c'était la première fois. Cette question avait été traitée dans mon livre de souvenirs. C'était ainsi, paru en 1959, reprise dans les rééditions qui ont suivi et récemment encore dans une interview parue dans l'Humanité le 18 novembre dernier.

Il était visible que les événements décisifs de la seconde guerre mondiale approchaient, comme les annonçaient la retraite de Rommel en Libye, le débarquement américain en Afrique du Nord, suivi de l'occupation de toute la France, et, à l'Est, la grande défaite allemande à Stalingrad.

L'union de la Résistance devenait une nécessité urgente. Ce qui motivait l'adhésion à la France combattante du P.C.F. et l'arrivée de son délégué à Londres en janvier 1943.

Sur le sol national, Jean Moulin consacrait toutes ses forces à la création du Conseil national de la Résistance : il nous apparaissait nécessaire qu'un effort parallèle soit entrepris à Londres et à Alger pour surmonter la dualité de Gaulle-Giraud, visiblement entretenue par les Américains. Pour y parvenir, il fallait tenir compte des réalités.

D'une part, la France combattante avec son passé, son présent, ses unités combattantes, ses groupements de résistance, l'écoute de Radio-Londres de plus en plus développée, l'essor de la Résistance sur le sol national.

D'autre part, l'armée d'Afrique où l'influence de Pétain et de Vichy demeurait très grande, après des années d'intoxication.

A cette époque où les divisions demeuraient aussi profondes, la seule solution valable était de constituer un gouvernement provisoire français comprenant les deux généraux.

Et de le constituer à Alger, ce qui était la meilleure réplique à la radio et à la presse vichystes présentant toujours de Gaulle et ses compagnons comme les « exilés de Londres », à la solde des Anglais, etc.

Au terme d'une discussion fraternelle - comme il était naturel entre résistants menant le même combat - Jean Moulin marqua son accord.

Il fallut encore beaucoup d'efforts de notre part à Londres et à Alger pour y parvenir. Le gouvernement provisoire se constitua enfin en juin 1943, le même mois qui marqua, hélas, l'arrestation et la mort de Jean Moulin, assassiné par Klaus Barbie pour ne pas avoir révélé ses secrets.

Ce règlement amiable ne liera pas tous les créanciers, mais simplement les plus importants (banques, gros fournisseurs, fisc, organismes de sécurité sociale...). Il ne pourra pas, toutefois, leur être imposé. Une fois qu'ils l'auront accepté, ceux-ci ne pourront plus, pendant le délai qu'il fixera, intervenir en justice pour obtenir le paiement de leurs dettes ou prendre de nouvelles « sûretés ». Ils retrouveront tous leurs droits une fois le délai expiré.

• Les comités d'entreprise. - Ils sont, comme les commissions aux comptes, dotés de pouvoirs d'« alerte ». Ils pourront donc, lorsqu'ils ont connaissance « de faits de nature à affecter, de manière préoccupante, la situation économique de l'entreprise », demander des explications à l'employeur. Si les réponses ne sont pas « suffisantes », ou si elles confirment « le caractère préoccupant de la situation », ils peuvent, soit directement, soit par l'intermédiaire de leur commission économique, en étant assistés de l'expert comptable de l'entreprise et de deux salariés qualifiés de celle-ci (ou de salariés ayant prévu deux cadres), établir un rapport qui peut demander la saisie du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

L'opposition essaie - sans succès - de limiter cette procédure et d'obtenir que les membres des comités d'entreprise soient soumis en « secret professionnel ». De même, un amendement communiste demandant que les comités d'entreprise disposent d'un droit de recours suspensif, pendant trois mois, les licenciements collectifs, est repoussé ; M. Roger-Machart explique que cela n'aurait pas sa place dans le texte traitant de la prévention des difficultés des entreprises.

Les sociétés auront un délai de cinq ans pour se mettre en conformité avec ce nouveau texte qui sera applicable dans les territoires d'outre-mer.

Dans les explications de vote, M. Jean-Marie Bockel (P.S., Haut-Rhin) regrette « la tournure trop idéologique que certains membres de l'opposition ont voulu donner à ce débat ». M. Jean-Jacques Barthe (P.C., Pas-de-Calais) estime que ce texte « s'est heurté à la hargne de l'opposition, d'un acharnement, d'un entêtement, d'un rien vouloir changer quand il s'agit de démocratiser l'entreprise ».

M. Georges Tranchesi (R.P.R., Hauts-de-Seine) estime qu'il est « imprégné d'un esprit de lutte des classes » et que cette loi « aura un effet contraire à celui qu'on recherche ses auteurs ». M. Claude Wolff (U.D.F., Puy-de-Dôme) explique qu'il contient « de bonnes dispositions, mais suscite aussi quelques craintes ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 6 juillet au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres le projet de loi relatif à l'activité et au contrôle des établissements de crédit. Ce texte, qui s'inscrit dans la ligne de l'ensemble des actions menées pour adapter notre système bancaire aux besoins actuels de l'économie, poursuit quatre objectifs :

1) Moderniser le cadre juridique applicable aux établissements de crédit.

Ce cadre est resté pratiquement inchangé depuis trente-cinq ans alors que les conditions d'exercice de la profession ont beaucoup évolué. Les dispositions nouvelles ont pour but d'actualiser la définition des métiers financiers et des catégories d'établissements. Elles visent à mieux préciser les responsabilités en matière de réglementation et de contrôle et à supprimer les écueils menaçant à une saine concurrence.

2) Renover et démocratiser le dispositif institutionnel.

Le Conseil national du crédit deviendra le lieu d'une concertation réelle opérée à un niveau élevé avec la profession et l'ensemble des partenaires sociaux.

Les responsabilités en matière de politique monétaire et de crédit seront clairement réparties : le gouvernement définit les grandes orientations ; un comité de la réglementation, présidé par le ministre de l'économie et des finances, élabore les règles applicables aux établissements de crédit et aux instruments de la politique du crédit ; un comité des établissements de crédit, chargé de prendre les décisions individuelles.

Une commission bancaire, présidée par le gouverneur de la Banque de France et composée de personnalités indépendantes, exerce la fonction de contrôle, de surveillance et, si nécessaire, de sanction.

Ces dispositions sont en harmonie avec les règles édictées par la loi du 3 janvier 1973 sur les missions de la Banque de France et ne modifient pas l'équilibre hérité de l'histoire sur lequel repose la préparation et la conduite de la politique monétaire.

3) Unifier la réglementation applicable.

Quel que soit leur statut, l'ensemble des établissements de crédit seront soumis à une réglementation et à un contrôle communs, mais leur spécificité sera préservée à travers, notamment, la confirmation du rôle particulier confié par la loi aux organes centraux des réseaux mutualistes.

4) Améliorer les relations des établissements de crédit avec leur clientèle.

La protection des dépôts sera renforcée par l'obligation faite aux établissements de crédit de respecter des ratios de liquidité et de solvabilité. Sous l'autorité de la Banque de France, les établissements de crédit seront solidement responsables du renouveau de la place de Paris.

Les mesures en faveur des particuliers comporteront notamment :

- la reconnaissance d'un « droit au compte », qui pourrait inviter les personnes à qui l'ouverture d'un compte est refusée ;
- une réglementation du crédit gratuit préservant les intérêts des acheteurs au comptant ;
- l'admission en nantissement par les établissements de crédit des titres d'indemnisation des rapatriés, afin de faciliter l'octroi de prêts.

Les mesures en faveur des entreprises permettront d'améliorer les conditions de leur financement à court terme :

- un délai de préavis raisonnable, négocié lors de la mise en place du crédit, devra être observé par la banque avant de mettre fin à un concours ou de le réduire ;
- la procédure de cession, ou de nantissement de créances sera élargie et simplifiée ;
- les obstacles juridiques et pratiques à la mise en place d'un crédit d'exploitation modernisé conforme aux vœux fréquemment exprimés par les chefs d'entreprise seront levés.

Ces mesures constituent une première étape dans le sens d'une amélioration des relations quotidiennes entre les établissements de crédit et la clientèle. Le projet de loi crée un comité consultatif qui aura la mission d'étudier de nouvelles propositions de réforme et de les présenter aux pouvoirs publics.

EMPLOI

Le ministre délégué chargé de l'emploi a présenté une communication

sur la politique de l'emploi. Pour maintenir la stabilisation du chômage enregistré depuis un an, le gouvernement a décidé de renforcer son action dans quatre directions :

1) Favoriser la création ou le maintien d'emplois durables.

L'objectif emploi est à la base de l'action menée par le gouvernement en matière de modernisation industrielle, d'investissement des entreprises nationales et de renforcement des entreprises industrielles, commerciales et de service.

Un congé pour création d'entreprise sera institué.

2) Accentuer l'effort de réduction de la durée du travail sur une base contractuelle.

Pour assurer la progression vers les trente-cinq heures, le gouvernement encouragera le développement des négociations sur la réduction et sur l'aménagement de la durée du travail, ainsi que la conclusion de contrats de solidarité.

La préretraite à temps partiel sera développée. Le congé sabbatique sera institué. La réforme du régime du chômage partiel tiendra compte de ces orientations.

3) Améliorer l'efficacité du service public de l'emploi.

Les services rendus aux chômeurs, aux salariés et aux entreprises seront accrus grâce à l'informatisation, à une meilleure coordination régionale des institutions concernées et à une mobilisation active de tous les personnels.

Cent mille entretiens approfondis menés avec les chômeurs seront réalisés afin de faciliter leur placement ou leur orientation.

L'effort de prospection devra s'accompagner d'un dépôt effectif des offres d'emplois à l'ANPE.

Le reclassement des chômeurs dans les entreprises sera favorisé, notamment par l'octroi d'indemnités différentielles et par la possibilité de recourir, dans certaines conditions, à des contrats de travail à durée déterminée.

4) Amplifier les actions pour l'insertion et la formation des jeunes.

Dans le cadre du programme de formation et d'insertion professionnelle des jeunes de seize ans à vingt-cinq ans, la campagne pour la conclusion de deux cent mille contrats emploi-formation sera amplifiée.

Le gouvernement encouragera une négociation entre les partenaires sociaux en vue de définir un nouveau type de contrat de travail destiné à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes.

Les conditions de l'apprentissage seront améliorées. Il sera proposé aux partenaires sociaux d'élargir l'accès des chômeurs à la formation par une révision du statut correspondant.

De nouvelles mesures en faveur de l'emploi feront l'objet d'une prochaine délibération gouvernementale.

(M. François Mitterrand a notamment déclaré : « Il faut aller vite dans ce domaine (...) Il faut mobiliser autour de l'emploi et pour l'emploi ».)

TRANSPORT AÉRIEN

Le ministre des transports a présenté une communication sur la politique du transport aérien. Celle-ci s'ordonne autour de quatre orientations :

1) Maintenir et améliorer la réglementation internationale du transport aérien.

Le ministre a rappelé la ferme opposition de la France à toute « déréglementation » du transport aérien international. Il a souligné la nécessité de promouvoir une organisation cohérente qui permette une concurrence maîtrisée.

2) Consolider la position d'Air France et son rôle de service public.

Air France prépare un plan d'entreprise 1984-1986, inspiré de la volonté de consolider ses positions et qui doit conduire au rétablissement de l'équilibre, permettre le développement des capacités de financement et de la productivité, et qui prolongera les efforts faits pour la préservation de l'outil de travail et de l'emploi. Ces objectifs trouveront leur traduction dans le contrat de plan qui liera la compagnie à l'Etat.

La mission de service public d'Air France dans la desserte des départements d'outre-mer est confirmée. C'est en complémentarité avec son action et en fonction des besoins que d'autres compagnies peuvent éventuellement y participer, notamment pour développer les flux touristiques nouveaux.

Air Charter International, filiale commune d'Air France et d'Air Inter, constitue le pôle principal du développement du transport aérien français à la demande. L'objectif

recherché est la conquête d'un moins la moitié du marché par le pavillon national.

3) Réguler le transport aérien intérieur.

La convention que l'Etat signera avec Air Inter confirmera le rôle central de la compagnie dans le transport intérieur et les responsabilités qui en découlent.

La recherche d'une meilleure complémentarité entre les compagnies et avec les autres modes de transport, dans le respect des objectifs de l'aménagement du territoire, doit permettre au transport aérien régional de trouver son équilibre. L'Etat assurera la cohérence de ce réseau en concertation avec les autorités locales. Sans exclure des interventions ponctuelles, en particulier au titre de l'aménagement du territoire, il ne s'engage pas dans les choix relevant de la responsabilité des acteurs locaux.

Ces orientations doivent permettre aux compagnies françaises d'acquiescer les appareils modernes dont elles ont besoin, en particulier l'A-320 et l'ATR-42.

La politique d'équipement aéroporuaire sera fondée sur des prévisions de trafic réalistes et sur la nécessité de limiter les équipements aux besoins précisément évalués. Les systèmes de navigation aérienne seront modernisés. Ils contribueront, par les recettes encaissées en devises et par leur soutien à l'industrie électronique exportatrice, au rééquilibre de la balance des paiements, comme l'ensemble du transport aérien et de la construction aéronautique.

4) Promouvoir une politique sociale active.

La politique sociale engagée depuis deux ans sera poursuivie : ajustement des formations et des compétences à l'évolution des techniques, aménagement des régimes de retraite, élaboration de nouvelles conventions collectives, mesures d'aide à la recherche d'un emploi.

NORMES

Le 16 mars dernier, le gouvernement, sur la base d'un rapport de M. Gernon, parlementaire en mission, a décidé les principales orientations d'une politique en matière de normes.

Le ministre de l'industrie et de la recherche a présenté une communication sur les mesures concrètes d'application de cette réforme.

Les dispositions réglementaires antérieures seront renouvées dans un souci de décentralisation des responsabilités, de cohérence assurée par l'Association française de normalisation (Afnor), de promotion de la qualité des produits et de concertation avec les usagers, notamment les consommateurs. De nouveaux partenaires seront associés au conseil d'administration de l'Afnor et la présence de l'Etat sera allégée.

Un conseil supérieur de la normalisation sera institué. Il comprendra des représentants de tous les partenaires socio-économiques intéressés. Il définira les orientations générales de la politique des normes.

La certification de qualité des produits prévoira désormais des seuils minimaux de qualité. Les représentants des consommateurs seront associés à la mise au point de l'étiquetage accompagnant les certificats.

Cet ensemble de mesures vise à renforcer la qualité de nos produits dans un contexte d'ouverture et de développement des marchés.

(Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a souligné qu'il ne s'agit pas « d'introduire en contrebande un quelconque protectionnisme ».)

RELATIONS FRANCO-ESPAGNOLES

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a rendu compte de la réunion ministérielle semestrielle franco-espagnole qui s'est déroulée les 2 et 3 juillet au palais de la Granja, près de Ségovie.

Les ministres des relations extérieures, de l'économie, des finances et du budget, de l'agriculture, du commerce extérieur, ainsi que les ministres délégués à la culture et aux affaires européennes, ont pu, à cette occasion, avoir des entretiens informels approfondis sur l'ensemble des sujets d'intérêt commun avec leurs collègues espagnols.

Y ont été plus particulièrement évoqués, outre la situation internationale, les affaires communautaires, et notamment la question de l'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne, ainsi que les relations franco-espagnoles dans les domaines industriels, commerciaux et culturels. Des dispositions ont été arrêtées, afin, d'une part, de stimuler la coopération industrielle et technique entre les deux pays et leurs entreprises, et, d'autre part, de poursuivre activement les concertations bilatérales dans les matières internationales, tant politiques qu'économiques et financières.

محضان الأسفل

DÉFENSE

LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS DANS L'ARMÉE DE L'AIR

Des bases aériennes vont être fermées

Certaines bases aériennes françaises seront fermées en raison des réductions d'effectifs dans les trois armées, imposées par la loi de programmation militaire (5 500 emplois militaires et 175 emplois civils supprimés en cinq ans dans l'armée de l'air). La fermeture des bases aériennes de Chambéry-Bourget-du-Lac et de Clermont-Ferrand-Aulnat vient d'être annoncée. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a adressé, mardi 5 juillet, à M. François Richard, maire du Bourget-du-Lac (Savoie), et à M. Maurice Stanislas, maire d'Aulnat (Puy-de-Dôme), des lettres dans ce sens.

Aucune date n'est fixée pour la fermeture de la base d'Aulnat ; il est en revanche prévu de fermer, avant la fin de 1984, la base aérienne 725 de Chambéry-Bourget-du-Lac. Cette dernière mesure, qualifiée de « consensuelle » et de « désolante » par les élus locaux, serait justifiée,

selon le ministre de la défense, par la nécessité « d'obtenir une diminution importante des frais généraux ».

Le cas de ces deux bases aériennes ne serait pas isolé. Interrogé, mardi 5 juillet, sur ce thème, à l'occasion d'une rencontre avec les journalistes de la presse aéronautique, le général d'armée aérienne Bernard Capillon, chef d'état-major de l'armée de l'air, avait reconnu que les réductions d'effectifs prévues ne pouvaient être sans répercussion. Il n'avait pas caché, « qu'au-delà du resserrage des boulons », des « opérations ponctuelles » étaient à l'étude et il est possible que la base aérienne de Rocamadour connaisse le même sort.

Le général Capillon a aussi évoqué les problèmes posés par l'acquisition éventuelle d'avions destinés à la détection radar aéroportée (type AWACS et autres) et le remplace-

ment, dans les années 90, des avions de transport qui sont notamment les Transall. Sur le premier point, le chef d'état-major de l'armée de l'air a précisé que si le ministre de la défense disposait de l'ensemble des éléments techniques des solutions envisagées, il n'avait pas à ce jour toutes les indications sur les coûts d'un tel programme et les éventuelles contreparties — pas nécessairement aéronautiques — que son engagement pourrait entraîner. Toutefois, a ajouté le général Capillon, il convient de « ne pas prendre de retard » dans les décisions.

Quant au futur avion de transport, le général Capillon a déclaré que, compte tenu des besoins — il s'agit d'un appareil notablement plus gros qu'un Transall — il lui semblait difficile que la France seule envisage de réaliser un appareil de cette catégorie en raison des contraintes budgétaires et de calendrier.

La restructuration de l'armée de terre à partir de 1984 devrait profiter à la région Nord. Malgré les réductions importantes d'effectifs prévues par la loi de programmation militaire, les moyens en hommes de la région Nord ne devraient guère varier si l'on en croit les déclarations faites, mardi 5 juillet, par le général Alain Bizard, commandant de la II^e région militaire. Elle pourrait même selon lui, « en gagner ». Le commandant du 3^e corps d'armée, installé à Saint-Germain-en-Laye, près de Paris, devrait s'implanter à Lille où l'armée envisage de réaliser, entre 1983 et 1987, quelque 132 millions de travaux.

Une délégation du Haut comité français pour la défense civile, reçue à l'Élysée le 6 juillet, a proposé au président de la République d'engager une mission d'information auprès des Français sur les dispositions à prendre en cas d'alerte atomique. Le général Billotte, président de ce Haut comité, a souhaité que des abris lourds anti-atomiques puissent être mis à la disposition du public. Il existe en effet, actuellement, qu'un seul abri de ce type à Paris, sous le marché Saint-Hippolyte, et un certain nombre d'autres dans quelques villes de France.

Nominations militaires

Sur la proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du 6 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes dans l'armée de terre :

- sont nommés généraux de corps d'armée, à compter du 1^{er} août 1983, les généraux de division Arsène Woissard, Jean Gilard et François Magne ;
- sont nommés généraux de division, à compter du 1^{er} septembre 1983, les généraux de brigade Norbert Molinier, André Fayette, Hervé Naveau et Guy Lewin ;
- est nommé général de brigade, à compter du 1^{er} août 1983, le colonel des transmissions Roger Gaydon ;
- sont nommés au rang de général de brigade, à compter du 1^{er} septembre 1983, le colonel d'infanterie René Paravy, nommé adjoint au commandant de la brigade logistique du 2^e corps d'armée ; le colonel des troupes de marine Pierre Lero-main, nommé adjoint au général commandant la 3^e région militaire ; le colonel du matériel Michel Benoist ; le colonel d'infanterie Paul

Roubaud, nommé adjoint au directeur de l'E.H.D.N., de l'E.M.S. et du CEM ; le colonel d'artillerie Pierre Calleja et le colonel de génie Guy Chaumet, nommé commissaire adjoint aux entreprises de travaux publics et de bâtiment ;

- est nommé contrôleur général des armées en mission extraordinaire, à compter du 1^{er} septembre 1983, le général de corps d'armée Jean Combette ;
- est nommé adjoint au général commandant le 2^e corps d'armée et commandant en chef des forces en Allemagne, à compter du 1^{er} octobre 1983, le général de brigade Pierre Champin ;
- est nommé adjoint au général au gouverneur militaire de Paris, commandant le 3^e corps d'armée et la 1^{re} région militaire, à compter du 1^{er} septembre 1983, le général de brigade Guy Bonduelle ;
- est nommé adjoint au commandant de la 12^e division d'infanterie de la 23^e division militaire territoriale, à compter du 1^{er} septembre 1983, le général de brigade Jean Grenouilleau.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

DIPLOME ARCHITECTE DPLG
A L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE
PARIS - CONFLANS (94-CHARENTON)
ÉTABLISSEMENT PUBLIC UPA IV
INSCRIPTION DES BACHELIERS
JUSQU'AU 13 JUILLET
11, RUE DU SEMINAIRE-DE-CONFLANS
94220 CHARENTON-LE-PONT. M^{re} LIBERTÉ 368.00.55

Pour 20 francs, faites-vous bronzer le cerveau!

LITTÉRAIRES
les nouvelles
numéro spécial
« l'été mode d'emploi »

Jour par jour tous les rendez-vous de l'été. TV, cinéma, théâtre, musique, danse, livres, variétés, sports, fêtes.
les spectacles à ne pas manquer dans toutes les villes de France pour bronzer intelligemment !
En vente dans tous les kiosques.
20 francs seulement.

Téléétel.

La puissance de l'informatique. La simplicité du téléphone.

Voici Téléétel : tout un monde de services en direct.

Téléétel va donner une nouvelle dimension à votre vie professionnelle, à votre entreprise, quelles que soient sa taille et son activité, et vous ouvrir l'accès à des ressources informatiques de toutes natures et de toutes puissances.

Téléétel, informez-vous en direct. Chacun peut, de son poste de travail, interroger des banques de données professionnelles ou des services d'information pratique.

Sans intermédiaire, sans connaissances spéciales, sans contrainte d'horaire.

Téléétel, communiquez en direct. En concevant des services internes (boîtes à lettres électroniques, journal d'entreprise...) vous optimisez les circuits de communication dans votre entreprise, sans modifier vos structures, sans bousculer vos habitudes.

Téléétel, agissez en direct. Vous dynamisez votre force de vente, vous resserez vos liens avec vos distributeurs, vos clients, vos fournisseurs, grâce à des services de

consultation (catalogues, stocks, tarifs) et de commande en direct.

Bientôt vous pourrez même proposer directement vos services ou vos produits au grand public (3 millions de terminaux seront installés par les PTT d'ici 1986).

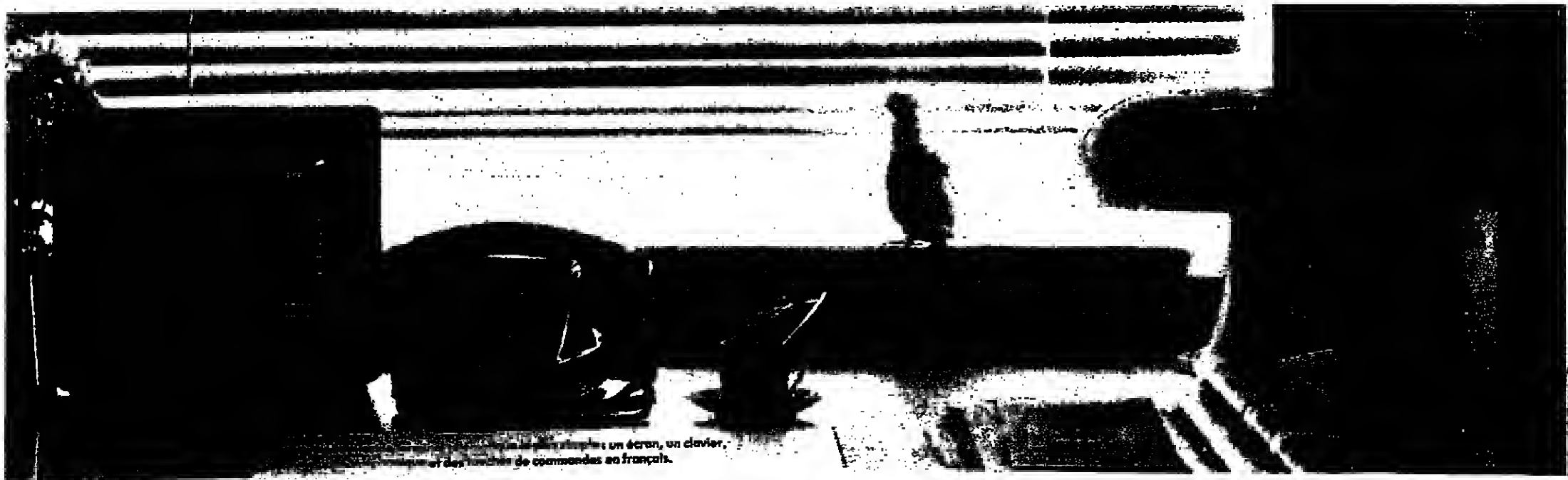
Voici Téléétel, un nouvel outil de compétitivité, une nouvelle liberté pour travailler et entreprendre.

Simple, pratique, économique : le terminal MINITEL 1 coûte 70F par mois en location entretien, la communication coûte 0,30F la minute, indépendamment de la distance.

Téléétel est maintenant disponible pour toutes les professions, partout en France. Pour recevoir un dossier "Spécial Entreprises", écrivez à DGT/Téléétel - BP 111 - 75722 Paris Cedex 15 ou téléphonez au

NUMÉRO VERT 16.08.30.20.10

teletel
UNE NOUVELLE LIBERTÉ
PTT
Télécommunications



Le Monde

société

L'installation du Conseil national de la prévention est retardée

Improvisation

La mise en place du Conseil national de la prévention vient d'être reportée, par l'Hôtel Matignon sans plus de précisions, à la fin de ce mois. C'est de la part du dispositif proposé par la Commission des maires sur la sécurité, présidée par M. Gilbert Bonnefaison, maire d'Episy-sur-Seine et député (P.S.) de Seine-Saint-Denis, ce Conseil national avait été créé par un décret paru au Journal officiel du 9 juin.

D'abord annoncée pour le 30 juin, son installation avait été reportée au vendredi 8 juillet à 16 heures, avant d'être brusquement reportée, mercredi 6, à une date non précisée. Ce deuxième report a pour motif officiel les « contraintes de calendrier » du premier ministre, président en titre du Conseil national de la prévention.

En fait, ces retards s'expliquent par des difficultés dans la constitution de la liste des 68 membres nommés par arrêté, qui, avec les représentants de douze ministères ou secrétariats d'Etat, membres de droit, constituent le Conseil. Navettes entre l'Hôtel Matignon et l'Élysée, arbitrages de dernière minute, afflux de personnalités « candidates » : pour des raisons qui tiennent autant à des savants dosages politiques qu'à des bricolages tardifs, la liste des 3 députés, 2 sénateurs, 35 maires et 28 personnalités qualifiées n'était toujours pas défini-

tivement arrêtée à deux jours de l'installation officielle du Conseil.

A cette improvisation surprenante puisque le rapport de la commission des maires sur la sécurité a été remis au premier ministre... en décembre 1982 se serait ajoutée une discussion délicate sur le cas de la mairie de Paris : était-il opportun que M. Jacques Chirac soit membre du Conseil national ? Celui-ci allait-il jouer le jeu de la prévention ? Devait-on maintenir cette offre après la « guérilla » autour de l'exposition universelle de 1989 ? ... De l'Élysée à l'Hôtel Matignon, les avis étaient partagés, il semble bien qu'en fin de compte, M. Chirac ne sera pas membre du Conseil national.

Au-delà de ces calculs tactiques, reste une impression d'ensemble plutôt décevante. Dans l'entourage de la Commission Bonnefaison où, dans l'attente d'une installation officielle, on gère les affaires courantes depuis six mois, il est des maires pour regretter que l'on ne se mette pas au travail dès maintenant. Le Conseil sera une lourde machine qui, si elle est installée à la fin du mois de juillet, ne pourra pas fonctionner avant septembre ou même octobre. Autant de temps perdu dans la course avec le sentiment d'insécurité. Sans compter l'effet négatif, en termes de volonté politique, de ces reports répétés.

EDWY PLENEL

JUSTICE

AUX ASSISES DE PARIS

Les violences de M. Rigondeau, ancien juré

Qui aurait pu imaginer M. Roger Rigondeau dans le box des accusés de la cour d'assises de Paris ? Cette cour d'assises, il l'avait certes déjà connue dans les années 1978, 1979 et 1980, mais c'était, s'il vous plaît, en qualité de juré. Car il présentait assurément toutes les vertus exigées pour la fonction, M. Rigondeau. Sans avoir jamais été un notable, il avait pour lui toute une vie de labeur et d'épreuves. Aux approches de la soixantaine, il avait surmonté bien des handicaps : un infarctus, un cancer du larynx. Cela ne l'empêchait pas de se montrer un adepte du bénévolat, un secrétaire exemplaire de l'association sportive de la mairie du dix-septième arrondissement, un président non moins exemplaire de la Fédération nationale des laryngectomisés. Pour ses amis, et au-delà pour la cité, n'était-ce pas en tous points un honnête homme d'aujourd'hui - et cette rigidité, ce caractère entier qu'expriment son visage solide et son fier maintien ne pouvaient que renforcer dans l'esprit de tous un tel sentiment.

Tout cela devait-il donc se trouver soudainement aboli à cause de cette « fatale bêtise » du 28 février 1981 ? Fatale assurément, mais en même temps stupide, d'être sorti comme le plus souvent sont celles qui constituent bêtement l'ordinaire d'une vie. Marié à trente ans, M. Rigondeau avait ensuite divorcé avant de rencontrer en 1960

M^{me} Gisèle Filliat, divorcée comme lui. Cette fois, il n'y eut point d'épousailles. Mais durant dix-huit ans on avait vécu comme mari et femme dans l'appartement confortable du 182, rue Legendre à Paris. Et l'on s'était aimé.

La présence au foyer depuis dix ans de la mère de Gisèle, M^{me} Louise Schneider, une vieille dame octogénaire, n'avait pas entraîné de frictions. On vieillissait ensemble sans trop s'en rendre compte, jusqu'au jour où Gisèle perdit son emploi. Roger Rigondeau avait, lui, ses activités de bénévolat, ses chères associations et ses vieux copains à la mairie du dix-septième. Gisèle, elle, ne connaissait que les journées ennues à la maison auprès de sa mère. Elle les supporta mal et malgré lui Roger Rigondeau se trouva mêlé à ces petits conflits d'une vie commune.

Le 28 février 1981, les deux « époux » sont invités chez des amis. A leur retour la vieille dame, qui a eu la charge de promener le chien, exhale son amertume. Roger Rigondeau réplique. Débat classique commencé dans l'après-midi. Le genre promet à la belle-mère la maison de retraite. Elle lui répond vertement : « Je suis chez ma fille, vous n'êtes qu'un étranger ». Elle aurait même dit : un maigre. Dans cette bataille encore vocale, le blessé du dîner ne peut guère avoir le dessus. Il

lance un verre d'eau au visage de l'aïeule. « Pour le calmer », dit-il. Peine perdue. Alors il la prend aux épaules et la projette sur le lit. Des témoins diront que ce fut tout simplement par terre. Mais dans cette violence M. Rigondeau reste quand même M. Rigondeau. Il appelle le commissariat. Il dit qu'il va tuer sa belle-mère. En fait, il n'en fera rien. S'il a sorti le fusil, ce fut seulement pour lui dire : « La prochaine fois, ce sera une balle à coq ». »

Il n'y aura pas de prochaine fois. Dans sa chute, la vieille dame s'est fracturée le col du fémur et le bras. Elle mourra le 20 avril dans une clinique des suites d'une opération et les médecins légistes diront qu'il y a bien relation de cause à effet entre les violences de M. Rigondeau et ce décès. Pour la justice, c'est donc le crime de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Pour le couple, c'est la rupture. Gisèle le montre en se consultant partie civile.

Devant la cour d'assises, M. Xavier Versini, président expéditif qui ne prise guère le superflu, a mené son débat rondement. C'est ainsi que le 6 juillet, après trois heures trente d'audience et une délibération d'une demi-heure, M. Rigondeau a été condamné à deux ans de prison avec sursis. Gisèle, forte et poudrée comme une figure de Fellini, s'en est allée avec 10 000 francs de dommages et intérêts pour son préjudice matériel. M. Rigondeau, lui, n'aura plus qu'à retrouver ses amis de la mairie du dix-septième. Ils l'attendent, ils l'ont dit.

JEAN-MARC THEOLLEIRE

FAITS ET JUGEMENTS

Barbie : une délégation du P.C. au parquet de Lyon

Une délégation d'élus du parti communiste, conduite par M^{me} Mi-reille Berthod, membre du bureau politique, a été reçue mercredi 6 juillet par M. Claude Bailly-Maître, procureur adjoint à Lyon, auprès duquel elle voulait s'informer de l'état d'avancement du dossier de l'affaire Klaus Barbie. Les membres de cette délégation, qu'accompagnaient trois avocats d'associations parties civiles, ont exprimé le souhait que le procès puisse s'ouvrir « le plus rapidement possible devant les assises du Rhône ».

Comme il leur fut expliqué que M. Christian Riss, juge d'instruction chargé de l'affaire, avait en charge d'autres dossiers, ils ont annoncé leur intention d'écrire au garde des sceaux pour qu'une priorité soit donnée au cas Barbie. La délégation a exprimé aussi son regret de la limitation des faits retenus contre l'ancien chef de service du S.D. de Lyon.

Pour M. Jacques Vergès, avocat de Klaus Barbie, « la démarche d'un parti représentatif du gouvernement à propos d'une procédure en instance (...) ne peut que jeter un doute, non pas sur l'intégrité personnelle des magistrats, mais sur les conditions dans lesquelles ils doivent rendre justice ».

M^{re} Vergès s'étonne encore que la démarche ait été effectuée au moment où la chambre d'accusation de Lyon délibère sur la demande de mise en liberté de Barbie, avant de se prononcer le 8 juillet.

Deux militants du Mouvement pour la Guadeloupe indépendante (M.G.P.I.), accusés d'avoir participé à des attentats à l'explosif commis en Guadeloupe en août 1982 et revendiqués à l'époque par le G.L.A. (Groupe de libération armée de la Guadeloupe), Max Safrano et Virginie Tom, ont été condamnés, mercredi 6 juillet, à trois ans de prison par le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre. Les deux militants ont été relaxés au bénéfice du doute des attentats dont ils étaient accusés, mais le tribunal a retenu contre eux le délit de détention et de transport d'explosif, d'engins meurtriers ou incendiaires. Le procès s'est déroulé dans une ambiance tendue. Les forces de l'ordre ont encerclé le tribunal, dans la salle d'audience, le public était contenu par un cordon de policiers et une barrière. Après l'annonce du jugement, le départ des juges a été ponctué de menaces et d'injures.

Le procès de Gabriel Matzneff contre Jean-Claude Krief. — La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{re} Jacqueline Clavery, a décidé, le 6 juillet, de surseoir à l'examen du procès en dénonciation calomnieuse intenté par Gabriel Matzneff à Jean-Claude Krief, qui avait mis en cause l'écrivain dans l'affaire du Coral (le Monde du 1^{er} juillet).

Les magistrats ont estimé que, en l'état actuel du dossier, ils n'avaient pas la preuve de la fausseté des accusations portées par M. Krief, dans la mesure où ce dernier avait refusé de dire à l'audience du 29 juin s'il était bien l'auteur de la dénonciation, comme il avait refusé de dire s'il était bien aussi l'auteur d'une lettre à « Libération » dans laquelle il rétractait ses accusations.

Dans ces conditions, le tribunal a jugé qu'il lui fallait attendre la clôture de l'information en cours sur l'affaire du Coral, cette information étant actuellement couverte par le secret de l'instruction. Le débat a été renvoyé au 5 octobre, date à laquelle on avisera.

Quatre mises en liberté dans l'affaire des fausses factures de Nice

M. Louis Gondre, président de la chambre d'accusation de Paris, chargé par la chambre criminelle de la Cour de cassation d'instruire l'affaire des fausses factures de Nice, en raison de la qualité de conseiller général des Alpes-Maritimes et de maire-adjoint de Nice de l'une des personnes en cause, M. René Pietruski, a inculpé, mercredi 7 juillet, ce dernier de recel de biens sociaux et complicité de faux en écritures privées. Ces délits sont reprochés à M. Pietruski dans l'exercice de ses fonctions de membre du conseil d'administration du centre hospitalier régional de Nice.

La même juridiction a décidé la mise en liberté de M. Michel Laurent, P.D.G. de la société Laurent à Crétail (Val-de-Marne), spécialisée dans la fourniture de blanchisseries « clés en main » écroué depuis le 18 février, et de M. Jean Douriez, directeur général de la même entreprise, détenu depuis le 11 février. La libération de ces deux personnes, inculpées d'abus de biens sociaux et de faux en écritures privées, est toutefois subordonnée au paiement de cautions de 150 000 et de 100 000 francs respectivement.

Deux autres mises en liberté avaient été accordées le 4 juillet par la chambre d'accusation à MM. Robert Godard, directeur de la blanchisserie hospitalière de Nice, et Francis Scassau, directeur des services économiques du C.H.R. de Nice. Mais ces deux inculpés, détenus respectivement depuis le 4 février et le 11 mars, le demeurent encore faute d'avoir versé les cautions de 120 000 francs imposées par la cour.

Nominations de conseillers d'Etat. — Cinq maires de requête, au Conseil d'Etat, ont été nommés conseillers d'Etat lors du conseil des ministres du 6 juillet. Il s'agit de M^{me} Colette Méme et de MM. Pierre Rivière, Miel Gernot, Jean Fourré et Hassan Aherkane.

Un syndicat de faillite arrêté à l'audience. — Poursuivi pour malversations, un syndicat de faillite de Perpignan, M. Miel Barrière, cinquante-cinq ans, qui avait comparu libre à l'audience du tribunal correctionnel de cette ville, a été condamné, mercredi 6 juillet, à deux ans de prison avec délivrance d'un mandat de dépôt en exécution duquel il a été aussitôt écroué.

RELIGION

FRA ANGELICO BEATIFIÉ

Le peintre religieux italien du quinzième siècle Fra Angelico, qui appartenait à l'Ordre des dominicains, vient d'être béatifié par le pape Jean-Paul II.

La fête de ce peintre, qui figura désormais dans le calendrier liturgique dominicain, a été fixée au 18 février. La réputation de bienheureux de ce peintre des XX^e siècles est une tradition très ancienne, établie à partir de l'opinion de l'historiographe de l'art italien Giorgio Vasari.

L'archevêque de Lusaka, Mgr Emmanuel Milingo, a été autorisé, mercredi 6 juillet, par le pape Jean-Paul II à retourner dans son archidiocèse, en Zambie. Après de nombreux ennuis avec le Vatican, cet archevêque-guérisseur (le Monde daté 3-4 mars) avait été rappelé à Rome, en avril 1982.



"LIGNE BRONZE"

Une nouvelle ligne exclusive de...

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Vienne

61, rue Froidevaux Paris 14^e

Magasin ouvert le lundi de 14h à 19h et du mardi au samedi de 10h à 19h sans interruption.
Métro : Denfert Rochereau - Galvée - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-68.

La conception même de chaque modèle de la "Ligne Bronze" vous permet par simple juxtaposition de composer de magnifiques ensembles pratiquement à vos mesures, où tous vos livres, vos disques, cassettes et même vos appareils audiovisuels trouveront leur place idéale.

Pour tout découvrir sur la "Ligne Bronze" et les quelque 400 meubles des 10 autres lignes de La Maison des Bibliothèques, visitez nos magasins où vous serez remis gratuitement nos catalogues ou demandez-les directement par correspondance ou par téléphone (1) 320.73.33.

CATALOGUES GRATUITS

(Catalogue général - Catalogue "Nouveautés 83") en envoyant ce bon à :

La Maison des Bibliothèques - 75008 PARIS CEDEX 14

Nom _____

Prénom _____

N° Rue _____

APL _____

Code postal _____ Ville _____

Catalogue par téléphone : 24 h sur 24 (1) 320.73.33

Répondeur automatique

VISITEZ NOS MAGASINS EN FRANCE ET EN EUROPE

PARIS 61, rue Froidevaux 75014 Métro : Denfert Rochereau - Galvée - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-68. Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi de 10 h à 19 h sans interruption.

FRANCE

BORDEAUX 10, rue Buffard, tel. (05) 44 34 32

CLERMONT-FERRAND 22, G. Clemenceau, tel. (03) 43 57 06

DIJON 100, rue Monge, tel. (03) 45 02 45

GRENOBLE 19, rue St-Laurent, tel. (03) 42 55 71

LILLE 88, rue Esquermesse, tel. (03) 55 09 39

LIMOGES 57, rue Jules-Naudin, tel. (03) 79 15 42

LYON 1, rue de la République, Métro Hôtel-de-Ville-Lyon-Francis, tel. (07) 928 38 34

MARSEILLE 109, rue Paradis-Mestre (à l'angle de la rue de la République), tel. (03) 47 40 54

MONTPELLIER 11, rue Sémur (près Gare), tel. (03) 78 19 32

EUROPE

BRUXELLES 11, rue des Bouchers, tel. (02) 34 34 34

GENÈVE 11, rue des Bouchers, tel. (02) 34 34 34

ROMA La Nuova O.I.E.D. - Piazza dei Re di Roma 1, tel. (06) 779 62 23

STUTTGART 11, rue des Bouchers, tel. (071) 30 14 34

VIENNE 11, rue des Bouchers, tel. (01) 31 71 96 22

STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tel. (03) 36 71 78

TOLOUSE 11, rue des Trinitaires (près St-Serni), tel. (05) 32 92 36

TURIN 11, rue 11 Barbare (près des Halles), tel. (011) 03 35

USA - NEW YORK

11, rue des Bouchers, tel. (02) 34 34 34

EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE - REPRISE EN CAS DE NON CONSENTEMENT

محضان الأصيل

Le Monde

LIVRES

Kafka ou le malentendu

Richesse de la pénurie

KAFKA accueilli à « la Pléiade », les premiers volumes de l'édition critique allemande en cours de publication. Kafka, il n'en faut pas douter, est l'un de nos classiques. Si les pays de l'Est, après une trompeuse éclaircie, continuent de le tenir à l'écart, le jeune homme sans doute subversif ou dissolvant, l'Occident unanime communie dans la mémoire de ce centenaire. Qui se souvient encore que, il y a moins de quarante ans, une revue parisienne ouvrait une enquête pour savoir s'il fallait, ou non, brûler Kafka ?

On ne se demande pas pourquoi on lit Balzac, pourquoi on admire Shakespeare. Et les gloires les mieux fondées sont sans doute celles dont on ne saurait donner les raisons. Peut-être est-il bon cependant de s'interroger sur cette renommée si soudaine et si peu prévisible. Qui est Franz Kafka ? Qu'est-il pour nous ? Pourquoi en avons-nous fait si unanimement l'un des nôtres ?

Avant de tenter de répondre à ces questions, il faut sans doute écarter quelques mauvaises raisons. Kafka n'est pas — nous en sommes sûrs — celui que ses rares lecteurs des années 30, pour la plupart voisins du surréalisme, avaient cru reconnaître. Il n'ouvre pas un monde de rêve ou de cauchemar. Il est vrai qu'il note volontiers dans son *Journal* et dans ses lettres ses divagations de la nuit — sans lui prêter d'ailleurs de vertu prémonitrice ni mégique. Mais tout ce qu'il écrit ses récits, il en exclut tout ce qui pourrait faire penser à une évasion dans l'imaginaire.

Si Kafka n'est pas un poète du rêve, c'est sans doute, pensa-t-on, qu'il décrivait, peut-être mieux qu'un autre, la réalité de son temps. Certains ont dit qu'il décrivait les derniers soubresauts d'une société mourante, la « phase ultime du capitalisme ». Il fallait cependant beaucoup d'ingéniosité ou de myopie pour supposer qu'il suffirait d'un changement de régime pour guérir les maux qu'il dénonçait ; les interprétations « sociales » de Kafka tournent vite court. Il faut en prendre son parti : il s'inquiète peu de la société et des mœurs ; son souci se porte ailleurs, vers d'autres équilibres, vers des contradictions plus essentielles. On s'est dit alors — et cette interprétation reste enracinée au fond des esprits — que Kafka était l'interprète privilégié du désespoir qui régnait un peu partout dans les esprits. Albert Camus a été un des premiers à faire de lui le prophète de l'« absurde » : notion confuse, dont Camus lui-même ne devait pas tarder à s'affranchir et qui allait masquer pour longtemps l'essentiel de Kafka.

«... écrivait-il, aucune contradiction dans ce monde, qui exclut la croyance, mais non la recherche d'une croyance, qui exclut l'espoir, mais non l'attente de l'espoir... » Il est erroné, disait-il encore, d'affirmer du monde de Kafka qu'il ignore la transcendance, car la transcendance n'est rien d'autre que cette affirmation qui ne peut s'affirmer que la négation. Quand on la nie, c'est la preuve qu'elle existe ; c'est parce qu'elle n'existe pas qu'elle est présente. C'était dire l'essentiel : depuis quarante ans on n'a jamais dit mieux.

On dirait au contraire que l'im-

Marthe Robert : « Méfiez-vous des exégètes »

Marthe Robert, comment l'œuvre de Kafka a-t-elle été connue en France ?

« L'œuvre n'a été traduite un peu au hasard, mais tout de même assez rapidement. La *Métamorphose* a paru en 1928, c'est-à-dire quatre ans seulement après la mort de Kafka, et cela grâce à Bernard Groethuyzen, qui, à cette époque justement, a tant fait pour introduire en France des écrivains allemands relativement inconnus.

En 1928, le surréalisme était encore un mouvement dominant. Dès

par une certaine renommée, Kafka arrivait chez nous sans ce passeport que représente une notoriété déjà acquise, et le soutien d'une littérature nationale. Il avait publié si peu de choses de son vivant que son œuvre n'était connue et admirée que de quelques initiés, à Prague, à Vienne et à Berlin. Et comme, en tant que juif et tchèque, il était resté en quelque sorte sur les confins de la littérature allemande, aucune littérature nationale ne le revendiquait pour sien. Il entra donc chez nous, non pas normalement comme un écrivain étranger, mais comme un exilé absolu, qui n'aurait eu à lui ni terre natale, ni langue maternelle. En cela encore tombé du ciel, il n'offrait aucune résistance au curieux processus d'adoption par lequel nous l'avons en quelque sorte « naturalisé ».

Cette adoption eut un regain de succès au lendemain de la guerre, lorsque l'existentialisme faisait la loi dans les milieux intellectuels. Sartre lui-même n'a pas beaucoup écrit sur Kafka ; il aurait dit dans un entretien que l'auteur du *Procès* était de ceux qui l'avaient le plus influencé, et puis aussi « qu'il croyait à la transcendance », ce qui était peu, ou beaucoup trop. Mais sa tendance à chercher des implications philosophiques dans les œuvres littéraires déterminera tout un courant critique, dont Kafka fut la première victime : on l'interprète selon les affinités qu'on lui trouve avec Kierkegaard, Hegel, Heidegger, etc. qui fit bien peu, on s'en doute, pour rendre son œuvre plus accessible. Enfin il y eut « l'homme absurde » de Camus, qui eut dans le monde entier la fortune que l'on sait, bien que cette absurdité-là n'eût pas grand-chose à voir avec celle dont Kafka souffrait dans sa vie. Mais elle allait avec l'air du temps, et le Kafka réinventé par Camus est encore l'un de ceux dont on continue de parler.

« Tout ce qui n'est pas littérature m'ennuie »

Cette appropriation de Kafka par la France n'a-t-elle pas faussé la manière dont on l'a connue ?

« Il faut tout de même préciser qu'elle partait d'une admiration sincère, non seulement des cercles intellectuels, mais d'un large public cultivé qui sentait bien que Kafka s'adressait effectivement à lui. L'homme seul et singulier, par-delà toutes les frontières. Le *Journal* publié chez Grasset a été le plus fort tirage du monde entier, si je me souviens bien 30 000 exemplaires (contre 500, par exemple, en Angleterre). Non, la sincérité des grands écrivains, des critiques et du public attachés à Kafka n'est nullement en cause. Qui l'est, c'est, je revancherai, c'est la façon dont on a détourné de la littérature, son unique raison d'être et son unique passion, pour l'installer dans les hautes sphères de la philosophie, de la théologie et de la métaphysique, où il n'avait absolument rien à faire. Lui qui s'écriait : « Je ne suis et ne veux être que littérature », et encore : « Tout ce qui n'est pas littérature m'ennuie et je le hais ». On imagine son effroi s'il avait connu la masse d'intentions, les plus souvent contradictoires, par lesquelles on s'est cru longtemps pouvoir l'expliquer. A cet égard, il est vrai, Max Brod est le premier coupable. En tant qu'ami intime de Kafka et premier défenseur de son œuvre, on lui faisait naturellement confiance, on le suivait au moins sur un point, même quand on ne partageait pas ses vues : on se mit à chercher dans les textes de Kafka autre chose que ce qui était écrit.

En France, ce détournement de sens eut des répercussions encore plus fâcheuses. En sa qualité d'exilé absolu, Kafka ne pouvait pas non plus avoir de vraies racines littéraires, là encore il était sans antécédents. On ne chercha donc pas à savoir ce qu'il lisait, quels auteurs il admirait, quels écrivains et quelles œuvres l'avaient durablement influencé. Obsédé par la référence obligée à de hautes disciplines extralittéraires, on ignora que Kafka s'était nourri de Goethe pendant toute sa jeunesse et que ses véritables frères en littérature et en esprit n'étaient ni des philosophes ni des théologiens, mais bien Kleist, J.-P. Hebel et les frères Grimm.

Comment se fait-il que ce Kafka français dont vous parlez n'ait jamais été rapproché de Flaubert à cette époque ?

« A cause du préjugé philosophique justement. Tout le monde dans les milieux intellectuels avait lu le *Journal*, et cependant — j'ai déjà raconté l'anecdote — un jour que je disais à Murleau-Ponty combien Kafka réinventait Flaubert, il se refusa tout bonnement à le croire.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 18.)

L'habitant de la cave



Dessin de F. Kafka

A Felice, sa fiancée, Franz Kafka, dans une lettre, décrit ce que sera leur vie conjugale :

« J'ai souvent pensé que la meilleure façon de vivre pour moi serait de m'installer avec une lampe et ce qu'il faut pour écrire au cœur d'une vaste cave isolée. On m'apporterait mes repas et la plus délicate des boissons, on m'apporterait des livres, on m'apporterait des lettres de ceux que j'aime, on m'apporterait des lettres de ceux que j'aime, on m'apporterait des lettres de ceux que j'aime... »

(Lettres à Felice, 14 au 15 janvier 1913.)

l'œuvre littéraire qui, depuis longtemps, a été déformée sur Kafka a cherché surtout à dissimuler derrière l'anecdote ces vérités premières. De même que Kafka raconte, dans les *Armes de la ville*, que c'est à force de construire des logements ouvriers et d'ouvrir des voies de communication que les architectes de la tour de Babel ont pu à peu près oublier leur projet ou qu'il leur est apparu dénué de sens.

CLAUDE DAVID.

(Lire la suite page 20.)

lors, quoi de plus facile, devant cette *Métamorphose* qui décrivait par son fantastique, son onirisme, un homme noir poussé à la limite du tolérable, que de voir en Kafka un sorte de pionnier du surréalisme qui en aurait confirmé par avance les principales théories ? Cette première appropriation de Kafka par une école typiquement française — il y en eut d'autres — paraissait d'autant plus normale qu'on ne savait pas grand-chose de sa vie : dans l'*Anthologie de l'humour noir*, où il cite naturellement un passage de la *Métamorphose*, André Breton le présente comme un employé des eaux et se plaint qu'il lui appartenait de lancer et de diriger les eaux à travers la forêt des conduites de la ville. Breton avait pourtant des amis tchécoslovaques, mais, apparemment, il ne s'en est trouvé aucun pour le détromper.

La publication du *Procès*, quelques années plus tard, aurait pu fournir un peu plus de précisions. Il n'en fut rien : la préface de Groethuyzen ne comportait ni dates, ni indications de lieu, ni rien qui permit au lecteur de replacer l'écrivain dans son véritable milieu. Et la postface de Brod n'arrangeait pas les choses : au lieu d'informer le lecteur, elle lui proposait d'embrasser une interprétation théologique du roman où Kafka achevait de perdre son visage humain. On l'accueillait donc chez nous comme s'il était tombé du ciel, et on lui accorda un statut spécial d'extraterritorialité.

N'y avait-il pas à cela d'autres raisons plus profondes ?

« Si. D'abord, Kafka pratiquait un art impersonnel qui ne laissait rien transparaître de ses habitudes, de ses opinions, de ses idées. L'action de ses récits n'était ni stricte, ni datée, les tenants et les aboutissants des personnages n'étaient pas donnés, on tendait donc à l'assimiler lui-même à cet individu sans attaches, totalement indéterminé, dont il décrivait les débordements. A cela s'ajoutait cette circonstance que, à la différence des étrangers dont l'œuvre se répand dans le monde précédée

L'espoir de l'espoir

Il est bien vrai que Joseph K. ne parviendra jamais à forcer les portes du Château ; il est vrai aussi que le monde paraît voué à un hasard ou — pis encore — soumis à une raison délirante. Il semble fermé sur lui-même, sans horizon et sans espoir. Mais seul le lecteur trop pressé s'en tiendra là. Il y a quarante ans, Maurice Blanchot avait déjà démonté ces sophismes de courte vue : « Il ne ré-

billet

Vie privée et bien public

« I l y a deux tragédies dans la vie. L'une est de ne pas obtenir ce que le cœur désire. L'autre est de l'obtenir. » Cette pensée mélancolique de Bernard Shaw sert de support à la réflexion du sociologue américain Albert Hirschmann, qui cherche, dans son livre *Bonheur privé*, action publique, à trouver une explication à la déviante alternance de « politisation-dépolitisation » qui caractérise les sociétés modernes.

Il était de bon ton, dans les années de croissance de l'après-guerre, de répéter que l'homme était désormais trop occupé à produire et à consommer pour perdre son temps à faire de la politique. La crise — mondiale — de 1968 a montré le contraire : on a vu les jeunes générations tourner le dos à la société de consommation — dont elles étaient pourtant le pur produit — et se jeter à corps perdu dans l'action politique. Puis ce fut le retour du balancier : les militants sont rentrés à la maison et de nouveau la re-

cherche du bonheur individuel a supplanté la ferveur des engagements collectifs. Pourquoi ce mouvement d'aller et retour entre l'égoïsme et la ferveur, l'indifférence et la révolte ?

Albert Hirschmann tente une explication à partir d'une théorie de la déception. Pour lui, l'homme est sans cesse partagé entre l'ambition et le désenchantement. Il a besoin, pour vivre, de mobiliser son énergie vers un but. Mais une fois celui-ci atteint — ou seulement entrevu — il en perçoit aussitôt les limites, le caractère illusoire, et l'amertume qu'il conçoit d'avoir été ainsi abusé le pousse à lui tourner le dos et à chercher de nouvelles satisfactions dans une direction opposée.

Ainsi la société de consommation ne cesse de vanter les mérites des biens et des services qu'elle met à la disposition des individus.

FREDERIC GAUSSEL.

(Lire la suite page 20.)

le feuilletton

« BECKETT », d'Alfred Simon

Job clergyman

C E n'est pas que Job manque de tout, c'est que tout, sous lui, se dérobe. La mort ne nous saisi pas, un beau jour ; elle a commencé sa sape au premier vagissement. Penser la vie, cette gangrène au travail, cela revient à dévider nos bandelettes, à soulever nos panserments en disant, très neutre : tiens ? Encore ? D'ailleurs, cela n'est pas une découverte ; mais l'est en manière de redire. Job, à la mi-temps du siècle, s'est réincarné avec une tête de chouette, une dégaîne de clergyman, et il a repris posément l'inventaire de ce qui n'en finit pas de finir. Il s'appelle Beckett, un Irlandais de Vaugirard. C'est sûrement après l'avoir aperçu en rêve que Hugo a dit du hibou : le « regard formidable du puits ». Faute de dévisager la mort, ce qui ne se peut, Beckett plante son oeil d'oiseau de nuit dans les plaies, oubliés et autres recolis spoliés où le néant poursuit en nous sa besogne blanchâtre d'estoc.

Mai vu, mai dit. Plus une œuvre fouaille l'essentiel, plus le commentateur se pavane en pure perte. Il faudrait juste poser des jalons sympathiques, passer le parole, et maintenant, mesdames et messieurs, je passe la parole à... qui, tellement mieux que nous ne saurions le faire, va... Roulements de tambour, coups de fouet, pourpre de cirque, noir mordoré des anciennes plumes d'écoliers et des antiques redingotes, chapeaux melons d'épouvantails, et maintenant...

LES manuels scolaires ont fait que les grands auteurs s'entrent deux sortes d'ouvrages distincts : biographies d'un côté, essais critiques de l'autre. La vie, l'œuvre. Tantôt, on fouille les existences, de plus en plus policairement, à la recherche du

par Bertrand Poirot-Delpech

secret qui livrera, enfin, l'énigme irritante de l'invention. Tantôt, on scrute les écrits, à l'affût du détail qui complètera le puzzle du vécu, et qui vérifiera telle ou telle théorie prétable de la création, fraudienne, manienne, structuralienne.

La vie de Beckett offre peu de prise : des collages à gazon, sport et alcool, un coup de couteau bizarre, des farces, pas de quoi dire : « Parbleu, mais bien sûr ! ». M^{me} B. Deirdre est revenue bradoulle de son enquête sur l'homme, c'est bien fait (Fayard, 1979). L'œuvre, en revanche, constitue une mine à exéger, comme chaque fois que la condition humaine affleure en métaphores. Les essais sur Beckett occupent plus de place dans les bibliographies et les bibliothèques que les œuvres elles-mêmes. Mauvais signe ? Pour l'époque, oui. Preuve, pour le moins, que les professeurs aiment les allégories ; pour se sentir des intermédiaires utiles, et qu'ils se battent un peu les flancs. La meilleure glose à ce jour, de loin, est celle de Ludovic Janvier (Minuit, 1966 ; Seuil, 1969).

L'essai que propose aujourd'hui Belfond e l'avantage de concilier biographie et critique ; avec le recul dont ne disposaient pas les études des années 60, venues trop tôt. Pour prendre une telle vue d'ensemble, à l'usage du grand public comme des connaisseurs, il fallait quelqu'un qui ait vécu de près le quart de siècle 1950-1975, décédé dans l'histoire du théâtre. C'est le cas d'Alfred Simon, universitaire nourri de la grande tradition — son *Molière du Seuil* (1957), souvent réédité, est un classique, témoin à chaud, comme critique, des courants qui se sont partagés la période, et, ce qui ne gêne rien, présteur de charme, pétillant d'intelligence et de sensibilité, alliant la présence sincère à son temps, l'aveu d'homme-fière, et un sens étincelant de la formule. C'est un bonhomme constamment enrichissant de la suivre dans sa promenade, sans esprit d'érudition, simplement parce qu'il nous initie à une œuvre capitale du vingtième siècle.

La naissance de Beckett comme écrivain de première importance ne date pas du Nobel (1969), qui consacrait plutôt un malentendu, selon lequel désespérer de l'homme relèverait encore de l'humanisme. La date-clé, c'est 1953, quand le metteur en scène Roger Blin décide de monter *En attendant Godot*, refusé partout.

Jusque-là, les romans — *Murphy* (1947), *Molloy* et *Malone meurt* (1951) — n'ont été repérés que par une poignée de critiques, les meilleurs, certes, mais confidentiels : Barthes, Barthes, Blanchot, Nadeau et certains autres (Watt, Merleau et Cornier) attendront vingt ans pour être traduits en français. En 1953, on sait seulement de Beckett qu'il est né en Irlande en 1906, qu'il est venu avant-guerre à l'Ecole normale supérieure comme lecteur, qu'il a bien connu Joyce, qu'il a vécu en Provence, qu'il a résisté.

La critique des « sources » et la « psychanalyse » s'enrichissent de cet écrivain de l'agonie et entrent dans des rapports touchés avec la maladie et l'impotence. Qu'il ait souffert du thorax, qu'il ait poussé une tante en petite voiture, et qu'il préfère, dans le *Journal* de Jules Renard, les pages finales sur la gangrène, voilà qui dépasse le simple pittoresque. Mais il y a plus captivant : le partage de Beckett entre deux langues, ce métissage culturel qui a présidé à la naissance du théâtre dit de l'absurde, vers 1950 (Ionesco, Adamov).

(Lire la suite page 15.)

philippe curval

AN! QUE C'EST BEAU
NEW YORK

«... un roman-poème festonné d'un néon d'images...»
JACQUES CHAMBRON / LE MAGAZINE LITTÉRAIRE

roman/denoël

Demain à Apostrophes JAMES DE COQUET

Une vie pas comme les autres

"Un ton surprenant de liberté."
BERNARD FRANK "LE MATIN DE PARIS"

"James de Coquet a l'élégance de nous épargner ses états d'âme. Il porte sa vie comme les Japonais le deuil : en souriant."
FRANÇOIS NOURISSIER de l'Académie Goncourt "LE FIGARO MAGAZINE"

"Ce voyageur et ce vivant infatigable a tout vu. Une vie pas comme les autres" nous restitue son existence aventureuse et fabuleuse et son style est celui des meilleurs écrivains."
GENEVIEVE DORMANN "LE QUOTIDIEN DE PARIS"

"Un livre qui satellise le lecteur."
JOSÉ ARTUR "FRANCE-INTER"

"Il nous montre la genèse d'événements qui font aujourd'hui la une des journaux."
CHRISTIAN BARBIER "EUROPE N°1"

"Un récit des Mille et une Nuits avec en plus un humour inimitable."
JEAN-PIERRE TISON "R.T.L."

Presses de la Cité

Centenaire de Franz KAFKA



1883-1924

Le Procès
Le Château
La Métamorphose
L'Amérique
La Colonie pénitentiaire
et autres récits
La Muraille de Chine
et autres récits
Préparatifs de nocé à la campagne
Lettres à Miléna
Lettres à Felice
Lettres à Ottila
Correspondance (1902-1924)
GALLIMARD *urf*

Pierre Louys et les jeunes filles de la société future

Pierre Louys, parfait stylistique, fut un incomparable amateur de l'univers féminin. Des documents publiés dans le plus récent numéro de la revue *Fascination* (n° 20), et demeurés inédits jusqu'ici, le montrent précurseur des recherches et enquêtes de Masters et Johnson (entre autres). Photographie, il fit de la femme un objet inquiétant, sans pour autant perdre l'extraordinaire sens du plaisir dont témoignait tant la fameuse *Aphrodite* que la non moins célèbre *Roi Peuple*. Les éditions Slatkine promettent un « reprint » de ses poèmes, ce qui serait heureux.

Il rencontre à l'Amazonie « chère à Remy de Gourmont, c'est-à-dire Natalie Clifford-Barney, qui avait de la richesse, de l'esprit, un bon brin de plume et des amies superbes. Colette a raconté, avec humour, comment se déroulaient les fêtes très grecques qu'organisait Natalie. Or Natalie Clifford-Barney séduisit d'abord Liang de Pougy, ce qui nous procura *Idylle saharienne*, un roman réédité chez Lattès. Il y a quelques mois ; et, ensuite, Remy Vivien. Pierre Louys eut avec Natalie des liens de complicité ; avec Remy, des écarts de méfiance. L'auteur de *Bliss* disait des lesbiennes, qui le fascinaient, qu'elles étaient « les jeunes filles de la société future ». Le jour où l'on entreprendra sérieusement d'écrire la vie de ce personnage hors du commun, il faudra souligner les motifs de son entourage féminin. A l'évidence, il était « lesbien » lui-même !

Jean-Paul Goujon, auquel nous devons des travaux de premier ordre sur le milieu où évoluait Pierre Louys, propose l'ensemble des lettres et certains documents échangés par et entre Natalie Clifford-Barney, Remy Vivien et Pierre Louys. La littérature préoccupe tout ce monde. Les crises sentimentales (et physiques) sont soigneusement — grâce au ton de l'époque — reléguées dans l'arrière-plan. Mais il y a là comme un frisson de la chair, qui trouble. Comme une griffe fine et aléatoire du tact : la même griffe des lesbiennes, des érudites, des métamorphoses ; la même façon de piocher dans le bric-à-brac de la réalité des objets insolites, de tirer parti de la futilité, de l'accablant, du rebut, pour tisser un art de la métaphore. « Les personnages de Steinberg ressemblent tous à quelqu'un que je connais (en suis sûr), mais dont je ne trouve pas le nom », écrit Barthes.

★ Pierre Louys, Natalie Clifford-Barney, Remy Vivien : *Correspondances croisées*, 120 pages, A l'Ecart, rue de la Gare, 51140 Muzon.

Steinberg vu par Barthes

Il y a, entre l'écriture de Roland Barthes et le dessin de Saul Steinberg, des affinités évidentes : la même finesse allusive du trait ; la même goût des labyrinthes, des énigmes, des métamorphoses ; la même façon de piocher dans le bric-à-brac de la réalité des objets insolites, de tirer parti de la futilité, de l'accablant, du rebut, pour tisser un art de la métaphore. « Les personnages de Steinberg ressemblent tous à quelqu'un que je connais (en suis sûr), mais dont je ne trouve pas le nom », écrit Barthes.

viens de paraître

Roman
JEAN DUMUR : *Pour tout l'or du monde*. — La confession d'un journaliste ruiné, à la veille de son procès et de son suicide, par un journaliste ruiné, puisque l'auteur est le directeur de la « télévision suisse romande ». (L'Age d'homme, 173 pages, 65 F.)

Poésie
ANNE PERRIER : *Poésie*. — Des poèmes composés entre 1960 et 1979, avec une préface de Philippe Jaccoux. (L'Age d'homme, 198 p.)

Essai
PIERRE FOUCEYROLAS : *L'Occidentisme contemporain*. — Professeur à Paris-VII, Pierre Fouceyrolas s'en prend avec une verve dévastatrice, dans cet essai réédité, aux travaux de Lévi-Strauss, de Lacan et d'Althusser, auxquels il reproche leur logomachie spéculative. (Ed. Spag-Papyrus, 230 p., 86 F.)

Histoire
CLAUDE-HENRI FRÉCHES : *Antônio José da Silva et l'Inquisition*. — Le procès et la mort d'un dramaturge portugais, juif converti jugé par l'Inquisition entre 1737 et 1739. Un document sur l'intolérance (Fondation Gulbenkian, Centre culturel portugais, Paris, 51, avenue d'Iéna, 75016 Paris, 720-85-83).

FRANÇOIS JULIEN-LABUYÈRE : *Paysans charentais*. — Une histoire des campagnes d'Annis, Saintonge, et des Angoumois, préfacée par Jacques Le Goff, tome I : « Économie rurale », 524 pages, tome II : « Sociologie rurale », 429 pages. Éditions Rupella, 17000 Le Rochelle.

en bref

● LE MALHEUR DE LA CONSCIENCE dans la philosophie de Hegel, de Jean Wahl, dont la première édition date de 1929, et qui était épuisée aux PUF, fait l'objet d'un « reprint » chez l'éditeur Gérard Montfort (Saint-Pierre-de-Salerne, 27800 Brionne), qui publie en même temps, dans sa collection « Imago Mundi », les *Signes de la sainteté*, de Nicolas Bérubet (1971) et *Palestine*, de Michel Brenet (1966).

● DANS LA COLLECTION « CONFLUENTS PSYCHANALYTIQUES », dirigée par A. de Mijolla aux éditions Les Belles-Lettres, vient de paraître : *Souffrance, plaisir et pensée* (252 pages, 90 F.) Diverses communications présentées aux premières Rencontres psychanalytiques d'Alsace-Provence en 1982 y figurent. Signatures notamment celle de Maurice Ollender sur « L'Amant Prince et son plaisir », ainsi qu'une étude de Sophie Meller-Picaut sur Robert Musil.

● LA SOCIÉTÉ DES POÈTES FRANÇAIS vient de procéder au renouvellement de son bureau qui est ainsi constitué pour 1983-1984 : présidente d'honneur : Marie-Claire Fleury-Bessani ; président : Étienne de la Roche-Beaucourt ; vice-présidents : Jean Bancel, Louis Forestier, Hervé Roy ; secrétaire générale : Thérèse Mercier ; trésorier : Jean-Jacques Nauge.

● LA REVUE ROMANDE RE-PÈRES publie dans son numéro 5, un entretien de Damián T. Anslis avec

l'écrivain grec Odyssée Elytis, prix Nobel 1979. (Vente en France : Librairie l'Age d'homme, 5, rue Fécus, 75006 Paris.)

● UNE ASSOCIATION S'EST CONSTITUÉE POUR HONORER L'A. M. M. DE GEORGES RIBEMONT-DESSAIGNES, l'un des fondateurs du Mouvement Dada. Celui-ci a longtemps vécu à Saint-Jeannet, petit village proche de Nice, où il mourut le 9 juillet 1974. Il avait vu le jour à Montreuil, le 19 juin 1884, et d'importantes manifestations sont prévues pour marquer ce centenaire, en même temps que le dixième anniversaire de sa disparition. (Renseignements : Jacques E.-Moreau, Boîte postale n° 11, 66701 Sals-le-Lanet-de-Vaz, Cerdagne.)

● L'ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS DE L'OUEST vient de redonner son bulletin : *L'Ouest Littéraire*. Son but : unir les auteurs, informer les professionnels, aider à la diffusion des livres, faire connaître ce qu'il y a de nouveau à l'Ouest sur le plan littéraire. — *L'Ouest Littéraire*. Rédaction : 21, quai Garibaldi-Ferrand — 85800 Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

● LE SEPTIÈME FESTIVAL NATIONAL DU LIVRE VIVANT aura lieu du 25 août au 4 septembre à Fougères. (Renseignements : 228, rue de Courcelles, 75017 Paris, tél. : 737-53-31, ou 27, rue de l'Yser, 35 300 Fougères, tél. : (99) 99-41-39.)

la vie littéraire

Conscients de ces ressemblances, Barthes et Steinberg avaient eu l'intention de faire un livre ensemble. Barthes est mort avant que le projet ait pu être entièrement réalisé. Mais il avait eu le temps d'écrire un texte qui est maintenant édité et pour lequel Steinberg a réalisé neuf dessins.

Cet ouvrage est une remarquable réflexion sur les figures de style qui font l'art de Steinberg et sur son univers à la fois dense et insaisissable. Un univers rempli de lignes, de signes, de graffiti, de clin d'œil, de fuites. Un univers de la répétition, plein comme un œuf, qui se déroule sous nos yeux comme une parade de funambules, d'où la sujet est exclu. « Tel est bien, remarque Barthes, la malice inlassablement exprimée par Steinberg : le monde se suffit à lui-même », la monde n'a pas besoin de moi : « All except you ». — F. G.

★ ALL EXCEPT YOU, de Roland Barthes. Dessins de Saul Steinberg. Repères. Édité par la Galerie Maeght (13, rue de Téhéran, 75006 Paris), 71 p., 290 F.

L'esprit des autres

La plus honnête et sans doute la meilleure façon de rendre compte d'un dictionnaire de citations, c'est encore de... le citer. Ainsi du Dictionnaire de l'humour et du Berlingue, de Maurice Maloux (391 p., relié, Albin Michel, 85 F.).

Il est abondant, drôle, gentiment florissant comme la vouture de titre, et se termine avec plaisir et profit, puisqu'il donne le moyen d'avoir en toute circonstance l'esprit des autres (de ceux qui en eurent beaucoup), en le faisant passer pour sien. — JACQUES CELLARD.

« Son sommeil était de beaucoup ce qu'elle avait de plus profond » (Sacha Guitry).

« Je m'ennuyais, voilà comment ça a commencé. Il m'ennuyait, voilà comment ça a fini » (Duras fil).

« Plus l'amour est nu, moins il a froid » (John Owen).

« Ce sont là de ces petites bêtises qu'on pardonne à une femme, à condition qu'elle les dise toute nue » (Jules Renard).

« Si je rougis parfois de ce que je fais, c'est de plaisir » (Natalie Clifford-Barney).

« Il faut s'amuser à mentir aux femmes. On a l'impression qu'on se rembourse ». (Sacha Guitry).

« C'est un péché de penser du mal des autres, mais c'est rarement une erreur » (Henry Menckin).

« La jeunesse est une acquisition de l'âge mûr » (Jean Cocteau).

« La société serait une chose charmante si on s'ennuyait les uns aux autres » (Chamfort).

Succès des « Bouquins »

La collection « Bouquins » de Robert Lafont, créée en 1979, vient de publier son cinquième titre. A cette occasion, Lafont annonce un nouveau développement des « Bouquins » dès la rentrée d'automne.

en poche

Un grand roman d'aventures

Il y a presque un demi-siècle qu'on a oublié Maurice Constantin-Weyer, un écrivain français que Valéry Larbaud et Léon-Paul Fargue plaçaient très haut. Or Constantin-Weyer, c'est un peu notre Jack London. *Un homme se penche sur son passé*, heureusement réédité aujourd'hui en « 10/19 », avec une préface d'Yves Berger, est un livre étonnant. Il vaut à son auteur le prix Goncourt en 1928.

C'est un ouvrage fabuleux dans la mesure où il fait revivre le Grand Nord canadien, donne à sentir l'imminence de l'espace, la blancheur mortelle de l'hiver, mais — également — célèbre à la fois la rudesse de la Prairie et les conquêtes de la civilisation marchande. Tout est vie dans l'œuvre de Maurice Constantin-Weyer : le combat contre les éléments naturels l'effraye et ses pièges, la nature et ses crimes, l'audace et ses risques.

Dans cette histoire où la neige, la mort et la lutte tiennent la première place, ce qui domine est le sentiment que Constantin-Weyer a de l'homme et de sa grandeur. Ce livre est une sorte d'hymne au courage et à l'effort. Mais le plus curieux tient sans doute en ceci : que le héros, dormeur de chevaux, trafiquant en fourrures, traverse les circonstances les plus brutales en lisant *Suétone*, *Shakespeare* et *Descartes* dans le texte. La culture tient assurément dans l'univers de Maurice Constantin-Weyer une place aussi importante que les hordes de loups, les trahisons de la femme, et l'échecement aux affaires. Une réédition bienvenue. — HUBERT JUIN.

★ UN HOMME SE PENCHE SUR SON PASSÉ, de Maurice Constantin-Weyer. Préface d'Yves Berger. « 10/19 », 254 pages.

● Dans ces *Enfants de la violence*, l'auteur du *Carnet d'or*, Doris Lessing, décrit l'univers à la fois violent et fébrile de l'Afrique australe à la veille de la seconde guerre mondiale, où Martha, adolescente, partagée entre le désir d'absolu et un besoin de conformisme, se cherche une voie. Un récit fascinant, où les femmes comprennent mieux ce dont elles sont redevenues à Doris Lessing dans l'analyse de leur condition et de leur développement. Il est désormais disponible dans le Livre de poche : deux volumes, 5781 et 5762. (Traduit de l'anglais par Marianne Varon.)

● Lorsque le père d'Agostino, avec laquelle il passe de merveilleuses vacances, raconte un jeune homme auquel elle n'est pas indifférente, tout se déchire pour cet enfant de treize ans, dont le prénom donne le titre au livre de Moravia, publié en 1944 en Italie et en 1962 en France (Flammarion), avant d'être repris, aujourd'hui, dans la collection de poche « GF Flammarion ». (Traduit de l'italien par Marie Canavaggio.)

● *Alexandre le Grand ou le rêve déçu* (356-323 avant Jésus-Christ), de Benoît-Méchin, fait partie d'un ensemble de sept volumes intitulé *Le Rêve le plus long de l'histoire*. Le rêve le plus long de l'histoire est né avec Alexandre le Grand. Il s'est poursuivi avec César et Cléopâtre. Puis il a ressuscité avec Julien, l'adorateur du soleil, avec Frédéric II de Hohenstaufen, avec Bonaparte en Égypte, avec Lyauté l'Africain, avec Lawrence d'Arabie. (Presses Pocket, n° 2 155.)

● « Le mémoire du siècle », collection de poche des éditions Complexe, qui ne propose que des textes inédits, vient de publier deux nouveaux titres : *Le Wategate* (1972-1974), par André Kaspel, spécialiste d'histoire des États-Unis, enseignant à Paris-III, et *Le Retour de de Gaulle* (1968), par René Rémont, spécialiste des questions politiques françaises, président de la Fondation nationale des sciences politiques.

كتاب النحل

Le roman du bonheur



Marcel Schneider
Mère Merveille
roman

"Le roman des mères heureuses et libres, fantasques et romanesques. Mères fortes, mères rayonnantes, allégres." Patrick Grainville/V.S.D.

GRASSET

Prix littéraire France Culture 1983



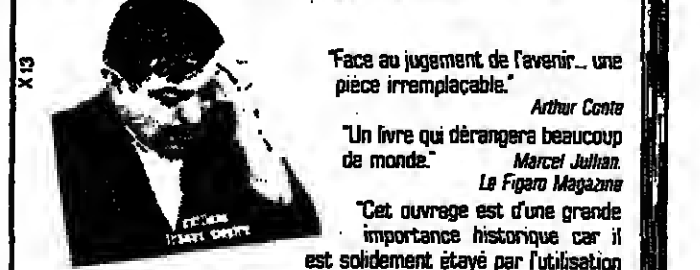
Catherine Weinzaepflen
portrait et un rêve

"Superbe livre, à la fois riche et dénué, l'un des plus beaux parus depuis la rentrée." Michel Nuridsany - Le Figaro.

Flammarion

PIERRE LAVAL

DEVANT L'HISTOIRE
René de CHAMBRUN



"Face au jugement de l'avenir... une pièce irremplaçable." Arthur Conte
"Un livre qui dérange beaucoup de monde." Marcel Julien
"Cet ouvrage est d'une grande importance historique car il est solidement étayé par l'utilisation d'archives inédites en partie américaines." Duc de Castries Le Quotidien de Paris
"La parole à la défense." Eric Roussel Le Monde
"Le cheminement d'un homme auquel allait incomber l'impossible mission de se trouver face à face avec le diable." La Montagne
"Grâce à son noble témoignage René de Chambrun s'inscrit dans la lignée des grands avocats de l'équité: Voltaire dans l'affaire Calas, Zola dans l'affaire Dreyfus." Paul Guth Le Midi Libre

éditions france-empire

histoire

Grandes figures du socialisme

Proudhon, l'ancêtre du fédéralisme et Vaillant, l'artisan de l'unité

Deux militants trop méconnus

ANCÊTRE du fédéralisme, Pierre Joseph Proudhon est, comme Péguy, un auteur défiguré pour avoir été tiré à bue et à dia, revendiqué simultanément par les anarchistes et certains conservateurs, calomnié en outre par les marxistes, qui ne lui ont jamais pardonné son maoïsme petit-bourgeois. Depuis sa mort, en 1865, beaucoup de bons esprits, tel Daniel Halévy, se sont certes employés à nous révéler son vrai visage, mais, en dépit de leurs efforts, ce penseur original, complexe - dénotant aussi il faut bien le dire - est resté au purgatoire. Va-t-il aujourd'hui en sortir ? On ne saurait l'affirmer, mais il faut du moins espérer qu'ultérieurement une large audience le Proudhon, que Pierre Hauptmann nous a laissé avant de disparaître dans des circonstances tragiques en 1971. Riche d'innombrables inédits et, par surcroît, d'une lecture fort agréable, ce maître-livre apporte en effet de véritables révélations et nous permet de mieux saisir l'actualité d'un message longtemps déformé.

Longtemps amoncelé national de l'Action catholique ouvrière, faisant partie de ces prêtres qui, bien avant Vatican II, ne pouvaient se résoudre à voir l'Eglise coupée du monde du travail, l'auteur était évidemment bien placé pour comprendre une œuvre exaltant « un socialisme de la dignité humaine » et un homme qui, en dépit de ses virulentes attaques contre l'Eglise, fut toujours hanté par la question religieuse. De fait, d'emblée, l'analyse s'avère juste : à ce jour nul mieux que Pierre Hauptmann n'a su montrer (en s'appuyant sur des passages inédits des *Cahiers*) à quel point le système proudhonien est une anthropologie, le fruit d'un amour déçu, la réaction d'un être hanté par l'Eglise de son temps et les idées développées par Chateaubriand dans *le Génie du christianisme*. L'alliance du trône et de l'autel, la religion au service de l'ordre, bref toutes les thèses de Bonald, reprises plus tard par Charles Maurras, voilà bien ce que ne put jamais accepter Proudhon, et son biographe est dans le vrai lorsqu'il écrit : « Rapidement, dans ses efforts pour l'établissement d'un ordre différent, fondé sur les valeurs de

liberté, d'égalité, de réciprocité, de dignité égale et réciproque, il lutte contre l'Eglise. En sorte qu'on assistera au curieux spectacle d'un homme de tempérament plutôt religieux, accessible aux valeurs sociales, luttant ouvertement et farouchement contre la religion, et qu'on aboutira à cette énigme d'un mystique antireligieux ».

Compréhensif à l'égard de son biceps, en sympathie avec certaines de ses idées, Pierre Hauptmann se garde cependant avec raison de voir en lui une sorte de chrétien des catacombes, un catholique progressiste avorté la lettre. Car à ses yeux l'auteur de la célèbre formule « la propriété est le vol » commet la même erreur que ses adversaires en identifiant l'Eglise à la défense d'un ordre humain, et par là même contestable, et en refusant de prêter attention aux efforts courageux de Lacordaire. « Trompé par les traditionnalistes, dont il s'est imprégné, écrit-il encore très bien, ce qu'il considère surtout dans la religion ce sont ses prolongements sociaux. Concrètement, ce qu'il cherche dans la religion, c'est la loi d'égalité, une morale sociale, un ferment révolutionnaire, plus encore que l'expression d'une réalité mystérieuse et sacrée à laquelle il n'est pourtant pas insensible ».

Pierre Hauptmann, on le voit, n'est pas de ces hagiographes qui s'acharnent à tout justifier, et c'est avec la même lucidité qu'il apprécie les faiblesses de la pensée de Proudhon, l'insuffisance de sa réflexion économique, limitée au seul cadre de l'entreprise, son superbe dédain vis-à-vis de la politique, qui l'amena à prendre des positions parfois étonnantes : dans les années 1848-1849 ne le vit-on pas successivement défendre Louis-Philippe, appuyer Guizot, puis le général Cavaignac, scandaliser ensuite la Chambre des conservateurs en attaquant la propriété, créer enfin une banque du peuple, qui, comme toutes les banques, ne prêtait en définitive qu'aux riches ? Sensible à l'authenticité de la démarche de son modèle, l'auteur prend, en réalité, souvent de la distance vis-à-vis de ses théories et, surtout, nous fait clairement voir combien Proudhon était désordonné dans ses recherches, velléitaire, sensible à l'opinion d'autrui. De ce point de vue, l'ouvrage est du reste passionnant, puisqu'on y découvre

ce que personne n'avait encore réussi à établir : à savoir que la fameuse loi des trois États exposée dans *De la création de l'ordre dans l'humanité* doit beaucoup à Auguste Comte, ou encore que l'emprise de Marx sur le philosophe s'annonce véritablement dès que ce dernier quitte Paris et s'éloigne du petit cercle d'émigrés allemands. Livré à lui-même, ce fils de paysan franc-comtois redevenait vite ce qu'il n'a jamais cessé d'être : un esprit tout à la fois généreux et profondément attaché à certaines traditions, un utraliste impatient, un citoyen dressé contre les pouvoirs, toujours prêt à pourfendre les théoriciens glacés de la révolution, qu'ils se nomment Robespierre ou Louis Blanc.

L'homme du juste milieu

Paradoxalement il se pourrait bien que cet idéalisme, qui fut jadis tant reproché à Proudhon, constitue aujourd'hui sa vraie richesse. En un temps où l'Europe sort des limbes, où la décentralisation devient une réalité, où les risques de totalitarisme inhérents à toute doctrine globalisante sont mieux perçus, bico des idées chères à cet autodidacte apparaissent non dépourvues d'actualité. Par-delà les contradictions, restent en tout cas un itinéraire d'une sincérité rare, un désintéressement total, un courage qui apparaîtra mieux lorsque sera publié le tome II de cette biographie, quand nous verrons Proudhon en lutte contre le Second Empire.

Encore plus méconnu à présent, Edouard Vaillant mérite, lui aussi, attention dans la mesure où, de 1890 environ à sa mort en 1915, il joua un grand rôle de conciliateur au sein du mouvement ouvrier français. Manquant de charisme, plus à l'aise devant sa table de travail qu'à la tribune des congrès et, pour cette raison, éclipsé par Jean Jaurès, voilà qu'il revit à travers une rigoureuse étude de Jolyon Howorth, professeur à l'université d'Aston.

Au vrai, ce livre n'est pas le premier publié en France sur Edouard Vaillant, puisqu'en 1956 Maurice Dommanget a consacré à cet oublié de l'histoire une biographie (1) pleine d'intérêt. Utilisant ce travail, reprenant à son compte certaines thèses, en particulier celle selon laquelle Vaillant ne fut pas (blanciste), J. Howorth réussit pourtant à faire œuvre utile et originale en replaçant les conceptions de l'auteur d'Assurance sociale, dans le cadre de l'évolution des idées, en mettant bico surtout en évidence l'importance de la synthèse qu'il fit triompher.

Synthèse, tel est bien le mot qui résume la pensée de ce disciple de Marx, dont l'originalité fut de rester constamment inflexible sur les principes, tout en sachant exploiter les possibilités d'action offertes par le cadre démocratique de la Troisième République. Se situant à mi-chemin entre l'intransigeance de Jules Guesde et l'idéalisme de Jaurès, Edouard Vaillant apparaît à l'intérieur du socialisme du début du siècle comme l'homme du juste milieu, encore que l'expression corresponde bien mal à l'apreté de son caractère. Marxiste de stricte obédience, athée militant, partisan convaincu de la lutte des classes, adversaire déclaré de Millerand et des « ministériels », il croira toujours que la société bourgeoise ne peut se transformer d'elle-même et ne dissimulera jamais que son démantèlement doit être l'objectif de tout socialiste conséquent. Pragmatique, il acceptera toutefois les réformes tendant, à

ses yeux, à une amélioration du sort des ouvriers.

Adopte de lo thèse de l'indépendance syndicale, véritable grand-père de la C.G.T., principal orfèvre de l'unité socialiste de 1905, à tous ces titres Edouard Vaillant doit retrouver sa place dans l'histoire et, en ce sens, l'ouvrage de Jolyon Howorth est pleinement justifié. En revanche, il apparaît difficile de voir en lui le père spirituel du socialisme français d'aujourd'hui, et l'auteur, à bon droit, ne le prétend pas. A l'heure où le P.S. se veut défenseur des droits de l'homme et affirme son souci de pluralisme, on voit mal en effet comment il pourrait se reconnaître entièrement dans un homme qui, sous la Commune, proclamait que les théâtres devaient être de « grands établissements d'instruction » et qui, au moment de l'affaire Dreyfus, ne cachait nullement que le sort du détenu ne l'intéressait que dans la perspective d'une attaque contre les forces réactionnaires.

On peut penser ce que l'on veut de Clemenceau, mais il avait tout de même plus d'allure lorsqu'il déclarait à la même époque : « La cause du droit humain ne se divise pas ».

ERIC ROUSSEL

* PIERRE JOSEPH PROUDHON, SA VIE ET SA PENSÉE (1809-1849), de Pierre Hauptmann. Editions Beauchesne, 72, rue des Saints-Pères, 75006 Paris, 1140 p., 228 F.

* EDOUARD VAILLANT, LA CRÉATION DE L'UNITÉ SOCIALISTE EN FRANCE, de Jolyon Howorth. Préface de Madeleine Rebérioux. Editions et Documentations Internationales/Syros 382 p., 98 F.

(1) Edouard Vaillant un grand socialiste, La Table ronde, 1956.

Les combats de Daniel Mayer

NOMME méconnu, président du Conseil constitutionnel, Daniel Mayer est, pour le grand public, militant socialiste dès l'âge de dix-huit ans, longtemps journaliste au *Populaire*, secrétaire général de la S.F.I.O. durant la clandestinité, ministre du travail de 1947 à 1949, ce proche de Léon Blum n'a, il est vrai, jamais sacrifié ses convictions à sa carrière. De même qu'il n'accepta pas la défaite de 1940, de même il n'admit par le suite aucun relâchement de sa formation politique. Éliminé contre toute attente de la direction du parti en 1947 par Guy Mollet, il s'opposa souvent à la ligne imposée par ce dernier, et lorsque, en 1958, il jugea inopportune la position de son groupe sur le problème algérien, il préféra se démettre de son mandat de député.

Dès lors, président de la Ligue des droits de l'homme, il déploie une activité incessante qui l'amène en particulier à intervenir, de concert avec sa femme Clotilde, en faveur de la sortie des juifs d'Union soviétique.

C'est cette vie remplie de service d'un idéal que retracer Claude Juin dans un livre, peu dense mais chaleureux et riche de témoignages inédits.

E. R.

* LIBERTÉ, JUSTICE, LE COMBAT DE DANIEL MAYER, de Claude Juin, préface de Vercoors, éditions Athénaïs, 456 pages, 180 F.

Des textes significatifs

EDTÉS avant la guerre par Cestlin Bougüé et Henri Moyasot, les œuvres complètes de Proudhon (1) sont aujourd'hui difficilement accessibles au grand public et ses *Cahiers* - dont la publication est en cours - demeurent encore plus confidentiels. Il faut donc savoir gré à Bernard Voyenne d'avoir eu la bonne idée de réunir quelques-uns des textes les plus significatifs de l'auteur de *Philosophie de la misère*.

Comme le suggère son titre, ce livre n'est pas un simple recueil de morceaux choisis. Soigneusement ordonnés, les extraits qui y sont rassemblés constituent une sorte d'itinéraire spirituel à travers lequel le lecteur pourra se faire une idée précise de l'homme, de l'écrivain et de l'actualité d'une pensée opposée à tous les totalitarismes.

Enrichi d'une excellente introduction (où Bernard Voyenne observe justement que Proudhon condamnerait davantage le pro-

priété dans ses abus que dans son principe), ce volume complète ainsi utilement les précédentes *Œuvres choisies* publiées par Jean Bancaud dans la collection « Idées » des Editions Gallimard.

Signala aussi la réédition en trois volumes (groupes) Fresnes-Antony de la *Fédération Anarchiste*, 34, rue de Fregnes - 92160 Antony) de *Philosophie de la misère* de Proudhon et de la réplique de Karl Marx à ce livre : *Misère de la philosophie*. Le texte de l'auteur du *Capital* est ici enrichi des notes figurant sur l'exemplaire personnel de Proudhon.

E. R.

* PIERRE-JOSEPH PROUDHON - MÉMOIRES SUR MARX. Textes choisis et présentés par Bernard Voyenne. Le Décaparte, Maspéro ; 224 p., 82 F.

(1) Editions Marcel Rivière (comme les Cahiers).

Les communards vus par les scribes du temps

Une anthologie de l'horreur

LES 73 jours de la Commune de Paris, du 18 mars au 19 mai 1871, exercent une onde de choc sur la société française et la marquent jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Les écrivains n'échappèrent pas aux passions que suscitèrent ces journées qui ébranlèrent la chape de plomb de l'ennui et du fatalisme social.

Paul Lidsky (1) avait déjà démontré à quel point les écrivains français furent plus choqués qu'inspirés par cette révolution sociale. Arthur Rimbaud, Paul Verlaine et, surtout, Jules Vallès qui, selon Jean Richepin, avait fait « de son intelligence, le bâton de sa haine » furent à peu près les seuls à se souvenir de la sentence de Charles Nodier : « Il n'est point de pouvoir qu'on ne puisse accuser, il n'est point de révolte qu'on ne puisse défendre ».

Nicole Priollaud a pris le parti de ne retenir, pour son ouvrage, que les écrits à chaud des auteurs qu'elle a sélectionnés. Son dossier, composé

en majeure partie d'articles de journaux, de lettres et d'extraits de carnets intimes, constitue une remarquable anthologie de l'horreur. Les scribes apparaissent comme une élite arc-boutée à ses privilèges qui n'accepte pas cette interruption de dignité et refuse même, après la fin des massacres, d'admettre certaines évidences. Pour ces distingués gens de lettres, tous les morts n'ont pas la même valeur. Ils s'indignent des 66 otages fusillés par les Versaillais. Les écrivains, opposés eux « enrégés » parisiens, manifestent un égal effroi envers ces hommes et ces femmes qui refusaient de plier et de se soumettre à l'ordre social de Thiers et de Bismarck.

L'élegant Alexandre Dumas fils leur reproche principalement un manque de sens et de tact français. Plus direct, Edmond de Goncourt ne voit que « faces stupides et abjectes » où triomphent « l'ivresse et la crapulerie ». L'ironie prémonitrice des communards excite particulièrement la verve d'Emile Zola qui, dans ses *Laures de Paris* que pu-

blait *Le Sémaphore de Marseille*, fait montre d'une impatience impudente. Il co appelle à « l'horrible nécessité d'un bain de sang » et trouve la répression trop lente. Même mortis, les communards le répugnent et il reproche aux dévoués de ses ennemis de propager le choléra : « Jusque dans leur pourriture, ces misérables nous feront mal ».

La Commune de Paris n'est, pour Gustave Flaubert, qu'une des versions de l'insurrection primaire. Il pousse la confusion jusqu'à écrire : « Tout le rêve de la démocratie est d'élever le prolétaire au niveau de bête du bourgeois ».

L'égoïsme, la servilité envers les puissants et la haine des révoltes balignent les textes de George Sand, Théophile Gautier, Charles Maurras, René Leconte de Lisle et d'Emmet Feydeau. L'insulte fait office d'argument et ils n'ont de cesse de voir écarter ceux qu'ils surnomment : « les chevaliers de la débâche » et les apôtres de l'abstinence.

Jean Richepin, qui ne supportait plus ce bain de boue et d'encens, lança, en 1872, dans les *Empes d'un réfractaire*, un avertissement aux 26

lateurs de Thiers : « O riches et heureux de ce monde, vous tous qui vivez joyeusement votre vie, et qui ne sortez de votre paresse que pour engouffrer de cadavres le fumier où pousse l'arbre de vos prospérités, ô vous les repus, vous les gais, vous les satisfaits, en vérité je tremble pour vous... Mais vous n'entendez rien, n'est-ce pas ? Vous avez l'oreille encore plus dure que le cœur. Eh bien ! Alors, jetez-vous à plat ventre pour écouter, et collez votre oreille aux fissures du pont. Vous êtes à plat ventre ! Restez-y ! Vous n'aurez pas besoin de vous déran-

ger pour demander pardon ; vous n'aurez qu'à vous retourner sur le flanc pour mourir... »

PIERRE DRACHLINE.

* 1871 : LA COMMUNE DE PARIS, textes réunis et présentés par Nicole Priollaud, illustrations de Gustave Doré, Editions Liens Levi-Strauss/Maspéro (31, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris), 280 p., 96 F.

(1) Les écrivains contre la Commune, réédité dans la collection « Fondations » aux Editions Maspéro.

du socialisme

isme
te

des livres pour l'été...

Aujourd'hui, Pierre Belfond vous propose:

Guy de Rothschild Contre bonne fortune...



"...A l'heure où les Rothschild sont appelés à changer de vie, je comprends mieux ce qui a constitué leur gloire et leur mythe. Ce n'est pas simplement d'avoir su faire et garder fortune, c'est d'avoir osé le plus difficile: rester eux-mêmes à travers les temps et les modes. Pas plus qu'ils n'ont jamais renoncé à assumer leur condition et leurs responsabilités de Juifs, ils n'ont jamais songé à avoir honte de leur richesse et à travestir leur style de vie."

G.R.

"...La féerie existait cependant. A intervalles réguliers, le château dormant dans sa forêt sombre s'éveillait. Et, dans ma mémoire de vieil enfant, j'ai envie d'en retrouver quelques images, d'en revivre quelques épisodes. Ceux qui en furent les acteurs ont disparu, plus personne ne vivra cette manière de vivre, fureur et douceur d'une époque où tout était possible. Puisque j'en fus le témoin, je crois qu'il me faut essayer d'en ranimer au moins le souvenir."

G.R.

belfond

*Son nom provoque à la fois nos rêves et notre envie,
il symbolise la tradition et la réussite. Cet homme, Juif et capitaliste,
assume les contradictions et les ambiguïtés de notre époque.
Il parle. Il dit son enfance dans la splendeur du château de Ferrières;
sa jeunesse au temps des années folles. Il dit la guerre et l'humiliation de la défaite;
l'aventure d'être torpillé dans l'Atlantique; l'honneur d'être Français à Londres...
Homme d'affaires, il découvre, avant d'autres, Georges Pompidou qui,
à ses côtés, préside pendant sept ans aux destinées de sa banque.
Il affirme sa solidarité active envers sa Communauté,
mais il pose sur Israël un regard personnel et lucide.
Dans sa vie privée, une femme. Elle lui donne le goût du fabuleux, des fêtes, de la poésie...
Deux fois chassé de la rue Laffitte, il accuse:
c'est une vie de travail, une dynastie, une légende que l'on veut abattre.
Il relève le défi. Cet homme, c'est Guy de Rothschild.*

belfond

Publicis

étude

Une nouvelle traduction du « Procès »

CINQUANTE ans après celle d'Alexandre Vialatte, qui révéla le Procès chez nous en 1933, une nouvelle traduction de ce livre est annoncée chez Flammarion (1). Au-delà d'une mise à jour, devenue indispensable, son auteur, Bernard Lortholary, qui a déjà traduit les Conversations avec Janouch (Lettres nouvelles), a voulu retrouver le véritable humour kafkaïen, trahi, selon lui, par Vialatte.

« Service », déclare Lortholary, « lorsque Kafka lisait à ses amis le premier chapitre du Procès, ceux-ci étaient piliés en deux et que lui-même mourait de rire ? Lorsque je raconte cette anecdote, mes interlocuteurs sont presque toujours surpris. C'est une illustration typique du contresens que commet le lecteur français à propos de Kafka. On évoque toujours le mot « absurde », mais on ignore la dimension comique qui caractérise son œuvre. Il est vrai que la critique n'a cessé d'ensevelir Kafka sous des tonnes de métaphysique. Mais je suis persuadé que la traduction de Vialatte a contribué, elle aussi, au malentendu.

Ce que Lortholary reproche à Vialatte, ce n'est pas tant d'avoir commis des contresens. « Son texte, dit-il, journalier d'insouciance, mais, compte tenu du travail de découverte auquel doit se livrer tout traducteur lorsqu'il s'attaque à un auteur encore inconnu, c'est là quelque chose d'inévitable » — ni de paraître aujourd'hui terriblement daté — « Il y a dans tout traducteur un bricoleur qui doit se débrouiller avec les moyens du bord, c'est-à-dire avec le vocabulaire de son temps. Voilà pourquoi les traductions vieillissent plus vite que les textes originaux », mais surtout d'avoir, en quelque sorte, tiré Kafka à lui pour en faire du Vialatte.

« L'humour de Kafka est brutal, visuel, scénique. Il comporte une sorte de cocasserie incongrue qui fait penser à un certain cinéma américain, fait, au demeurant, par des gens qui venaient du même pays que lui. Vialatte était, lui, un humoriste, très fin, farfelu, un peu lunaire. Il s'efforce d'arrondir les angles, d'envelopper les difficultés. Il est, en somme, très français.

Lortholary n'hésite pas à comparer son propre travail à celui d'un restaurateur appliqué à retrouver une peinture authentique sous les repeints. Ce qui caractérise un bon traducteur, explique-t-il, ce n'est pas le fait d'être instructif mais critique. Il faut s'immerger dans le texte en le lisant et en le relisant avant de penser au français. Ce n'est que lorsqu'il a commencé à écrire à la machine qu'il a comparé page par page les deux versions.

« J'ai essayé, avant tout, d'être concis, quitte à être parfois raboteux, voire inconfortable. Il se peut que ma traduction ait, un jour, un côté années 1980. J'ai réussi, en tout cas, à faire plus court que Vialatte. Lorsqu'on sait que les traductions ont une tendance à résister à la fois, ce n'est tout de même pas si mal.

J.-L. de RAMBURES.

UN EXEMPLE

Joseph K., en pleine nuit, raconte à sa voisine de pension comment il a été « arrêté » le matin même. Il lui joue la scène :

« Il faut bien vous représenter la disposition des personnes, c'est très intéressant. Je suis l'inspecteur ; là, sur la droite, sont assis deux gardiens ; et devant les photographes, il y a trois jeunes gens debout. A la poignée de la fenêtre est pendu, je le dis en passant, un corsage blanc. Et maintenant, on commence. Ah aul, j'oublie que je suis là. Le personnage le plus important (moi) est debout devant cette petite table.

L'inspecteur est très confortablement installé, les jambes croisées, le bras négligemment passé derrière le dossier, comme ceci : un bûcher comme on en fait peu. Et maintenant, on commence à parler de bon. L'inspecteur m'appelle comme s'il fallait me réveiller, il pousse un vrai cri, et pour bien vous faire comprendre les choses il fait que j'en fasse autant, il n'a d'ailleurs juste crié mon nom.

(Trad. B. Lortholary.)

(Trad. A. Vialatte. « Pléiade », Kafka I, p. 284.)

LA FONDATION ROYAUMONT
recherche pour son
CENTRE D'ETUDES ET D'ANIMATION LITTÉRAIRES
UN RESPONSABLE

La fonction consistera à assurer la mise en place de ce centre en cours de création, à concevoir et organiser des actions en faveur de la création littéraire, des stages de formation professionnelle, des programmes de sensibilisation à la littérature, en particulier dans les milieux universitaires, des manifestations publiques, et à engager une collaboration interdisciplinaire.

Une expérience dans ces différents domaines est indispensable.

Il s'agit d'un poste à temps plein.

Adresser dossier de candidature avant le 19 juillet 1983 à :
FONDATION ROYAUMONT, Direction Culturelle
95270 ANTIÈRES-SUR-OISE

MARTHE ROBERT
Seul, comme Franz Kafka

« Ce superbe livre nous restitue un Kafka encore ignoré, loin de toute lecture métaphysique, et proche de notre histoire. »
CATHERINE CLEMENT / LE MATIN

"DIASPORA" dirigée par Roger Errera

CALMANN-LEVY

(Suite de la page 13.)

C'est que les existentialistes avaient pour Kafka un immense respect, alors que Flaubert, objet des attaques de Sartre, était devenu leur bête noire. L'admiration de l'écrivain pragoise pour le Normand ne cadrait pas avec les idées reçues du moment, il fallait donc l'ignorer, ou, mieux encore, le nier.

Il connaissait bien Flaubert ? C'est peu dire que l'Éducation sentimentale était son livre de chevet, il ne la quittait pas, l'emportait en voyage, la gardait près de lui quand il était en train de travailler. Un jour qu'il écrit à Felice Bauer, il s'interrompt pour faire une longue parenthèse : « Je n'avais justement pas de bavard sous le main, en attendant que la feuille sèche, j'ai lu l'Éducation, qui est posée près de moi, de la page 600 à la page 602. Bon, divine ! Lis cela, chérie ! Lis donc cela. » Elle avoua qu'elle voulait faire un tour à son bras dans les rues... « Quelle phrase ! Quelle image !... » La phrase citée est certes admirable, mais seulement pour quiconque à une connaissance approfondie de toutes les subtilités, de toutes les ressources poétiques que la prose française peut offrir. Cette connaissance, Kafka l'a, et le montre assez par l'enthousiasme avec lequel il transcrit une phrase apparemment banale, que bien des flaubertiens n'eussent pas songé à relever.

Vous pensez qu'il est temps de faire rentrer Kafka dans la littérature ?

Mais il n'en est jamais sorti, dans quelque sens qu'on ait voulu le tirer. L'étonnant, voyez-vous, c'est qu'on lui ait prêt des idées sur tout, sur la transcendance, sur la grâce, la justice divine, la révélation finale, la « théologie négative » et j'en passe, — alors qu'il a écrit de ses récits tout ce qui est passé pour l'expression personnelle d'une opinion et d'un jugement. C'est étonnant, mais non point inexplicable.

car cette abstention, jointe à l'indétermination de l'espace et du temps, est justement ce qui, en apparence du moins, laisse le champ libre à l'interprétation. Seulement, le texte, qui se livre sans peine au vrai lecteur attentif, fausse compagnie à l'écrit impatient : il ne confirme pas ses « clés » qu'il ne lui oppose de démenti.

L'ambiguïté du testament

Le roman ou le récit de Kafka se construit toujours à partir d'une situation dont les prémisses sont clairement données, mais où rien d'étranger, rien d'extérieur au schéma initial n'a accès. On annonce à un homme qu'il a un procès, on l'arrête et, au même temps, on le laisse libre de vaquer à ses occupations. Après avoir protesté de son innocence, l'accusé — Joseph K. — s'aperçoit que ce que tout le monde appelle « justice » autour de lui, et auquel lui-même donnait ce nom jusque-là, n'a rien à voir avec l'idée qui y est communément associée. Dès cet instant, il va s'efforcer de savoir, en confrontant les dires de prétendus initiés, ce que les mots de « justice », de « tribunal » recouvrent en réalité. S'il en meurt à la fin, « comme un chien », on peut légitimement supposer que c'est parce qu'il n'a pas le courage de mener son enquête jusqu'au bout.

Le Procès a été commencé en 1914. Mais on y cherchait en vain des échos de la crise européenne qui va jeter le monde dans le chaos : on n'y trouve même pas la vie d'une ville normale avec ses scènes de rue, sa foule, ses cafés. Et surtout pas une phrase, pas un mot dont Kafka laisserait penser qu'il pût être personnellement attribué. D'aucuns — Brocht, par exemple, ou Lukacs — ont sévèrement condamné cette abstraction déshumanisée, mais, quoi qu'on puisse penser de la technique qui

consiste à se retirer du monde pour saisir le monde dans sa réalité la plus nue, le fait est que, grâce à elle, Kafka est sans doute le seul romancier qui n'ait jamais proféré d'ineptie.

Quel a été le rôle de Max Brod et de sa petite valise ?

Ce devait plutôt être une malle, puisque tous les manuscrits et papiers posthumes de Kafka y étaient contenus. Max Brod l'a trafiquée avec lui, lorsque, chassé de Prague par l'invasion nazie, il s'est embarqué pour la Palestine. Nous lui devons la première édition des Œuvres complètes de son ami, une entreprise décidée après un long débat intérieur, malgré le testament de Kafka, qui stipulait que tout ce qu'il laissait de papiers devait être détruit sans être lu ni même montré. Ce testament toutefois n'était pas sans ambiguïté, car si sa volonté de tout détruire ne peut pas être mise en doute, il a détruit lui-même plus de textes, qu'il n'en a composé. — Il en a confié l'exécution au seul homme dont il devait savoir qu'il ne pourrait pas lui obéir.

L'édition de Brod, menée à bien dans des conditions précaires, sans l'aide de ses appareils qui donnaient à l'édition moderne une garantie de précision, a été souvent contestée. Mais, maintenant que nous avons les deux premiers volumes de l'édition critique de Wuppertal, nous pouvons dire qu'après tout elle était bien plus qu'honorable.

Étranger dans son propre pays

Kafka avait-il lu Freud ?

Oui, il en avait d'ailleurs une peur bleue, ce qui prouvait justement qu'il l'avait bien compris. Il s'en est expliqué un jour dans une lettre à Franz Werfel : « Ce n'est pas un plaisir que de s'occuper de psychanalyse et je m'en tiens aussi éloigné que possible, mais elle est

ou moins aussi existante que cette génération. — Une phrase que les générations venues depuis auraient tout lieu de se redire.

La Tchécoslovaquie aujourd'hui le revendique. Qu'en pensez-vous ? Peut-on toujours dire : « Seul comme Franz Kafka (1) ? »

Il a toujours été assez mal connu en Tchécoslovaquie. N'oubliez pas qu'une des premières traductions de ses œuvres a été faite par Milena, en 1920, quatre ans avant sa mort. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il n'a pas été prophète en son pays, et, quand son nom est devenu célèbre, c'est ailleurs qu'il l'a été, jamais dans sa ville natale, sauf momentanément peut-être où il attire à Prague une foule de touristes étrangers et où la jeune génération recherche ses livres, pour des raisons du reste où la littérature n'a sans doute pas la plus grande part. Il faut dire aussi que la jeune Tchécoslovaquie, elle avait à peine six ans lorsque Kafka est mort — ne joue aucun rôle dans son œuvre, fût-ce sous la forme allusive qui lui est coutumière. Comme, d'autre part, Kafka parlait le tchèque, mais a composé toute son œuvre en allemand, un communiste a pu me dire, voici quelque vingt ans, pour justifier qu'on ne publiait pas Kafka dans son pays : « Il ne s'est pas intéressé au peuple tchèque, et le peuple tchèque n'a aucune raison de s'intéresser à lui ! » Quant à sa situation dans la Prague de l'ancien Autriche-Hongrie, je rappellerai seulement que dans cette ville absurdement éloignée où Tchèques, juifs et Allemands se côtoyaient dans une hostilité latente, tantôt prête à exploser, Kafka s'est toujours senti étranger. Ce n'est certes pas par hasard qu'il passe son nom sous silence, et que, au lieu de faire voir les merveilles de la « Ville dorée », il montre la banlieue lépreuse où loge le tribunal. Tout cela est d'ailleurs très clair dans le Château, où il n'est plus question d'une ville,

Les « kaffailleries » moscovites

noyer à y voir une prémonition de cette réalité ?

Tout cela ne vise pas à diminuer l'importance de Kafka, mais à échapper, même dans une faible mesure, aux exagérations et aux déformations propres aux commémorations. Prenons, par exemple, un thème aussi éternel à première vue que celui du rapport entre l'individu et la société (ou la collectivité, l'environnement social, le milieu). Le problème de la solitude morale, de l'isolement de l'individu parmi ses semblables, celui de la rupture entre l'homme et le monde, jouent un grand rôle dans l'œuvre de Kafka.

Une forme impropre au masochisme soviétique ?

Ignorez ce qu'il en est, de ce point de vue, en Occident. Peut-être les interprètes de Kafka ont-ils raison en attribuant à son œuvre un sens prophétique pour cette partie du monde. Mais, pour la société soviétique, qui est un modèle classique des sociétés de type communiste, il est parfaitement vain d'interpréter les œuvres de Kafka comme une prémonition ou une prophétie. La société soviétique n'est guère meilleure que les visions kafkaïennes. Elle n'est pas pire non plus. Elle est autre. C'est justement parce que les idées et les images de Kafka sont étrangères à la réalité soviétique que son influence est faible dans la Russie actuelle, et non parce que les autorités l'auraient frappé d'interdit.

Toute multitude humaine peut présenter des destins individuels qui puissent être interprétés comme la « confirmation » de n'importe quelle « prédiction ».

Il en va de même pour les milieux intellectuels et en particulier celui des intellectuels moscovites, parmi lesquels on peut encore trouver de nos jours des « kaffailleries » habitant volontiers un masochisme purement soviétique d'une forme littéraire occidentale qui lui est impropre. Mais, si l'on prend le Soviétique comme un phénomène de masse, si l'on considère les Soviétiques dans leur vie ordinaire, on découvre la chose suivante : la société communiste résout au mieux le problème de la solitude et de l'isolement de l'individu, c'est-à-dire le problème du rapport entre l'individu et la collectivité.

Mais les Soviétiques doivent payer cette solution optimale d'un prix très élevé, peut-être le prix maximal du point de vue historique. Ce prix, c'est que, dans la société

communiste, l'individu est si fermement enchaîné à la collectivité de ses semblables que seuls de rares isolés prennent des risques et parviennent à obtenir une certaine indépendance à l'égard de la collectivité. L'isolement des individus n'est ici qu'un moyen extrême pour échapper à ceux qui refusent de se soumettre aux normes de la vie collectiviste. Or de tels individus constituent des exceptions. Les citoyens de la société communiste ne se sentent individuellement à part entière que s'ils sont membres de collectivités et non s'ils en sont isolés ; autrement dit, ils deviennent des individualités parcellaires. La psychologie, la conscience et l'idéologie collectivistes font partie de leur chair et de leur sang, comme des attributs inaliénables de leur personnalité.

Les moyens réels par lesquels la société communiste exerce son influence et son contrôle sur l'individu ne rappellent que partiellement et superficiellement l'image que l'Occident s'est forgée de la société soviétique. La contrainte par en haut, la bureaucratie et la propagande sont loin d'épuiser ces moyens dont elles ne sont pas même des formes fondamentales. Même la machine de répression stalinienne s'appuyait sur l'activité spontanée de la population qu'elle incarnait.

Les horreurs du monde communiste telles que se les imaginent les Occidentaux ne sont en réalité que des contes d'enfants au regard de la tragédie historique du communisme.

L'horreur d'une absence d'avenir

Tragédie qui est d'une simplicité primitive dans ses détails, extrêmement rationnelle dans son essence et grossièrement prosaïque pour ses acteurs. Tragédie qui, fondamentalement, n'a rien de littéraire, et qui est même antilittéraire. Elle prétend résoudre idéalement les problèmes les plus profonds du passé, mais elle place l'homme devant de nouveaux problèmes qui, lorsqu'il en prend conscience, insufflent dans son âme l'horreur d'être irrémédiablement condamné par l'histoire, l'horreur d'une absence d'avenir. Quiconque a goûté à ce poison ne peut être sensible aux « kaffailleries ».

ALEXANDRE ZINOVIEV.
Traduit du russe,
par Wladimir Bérédjowitch.

PRIX MARCEL PROUST
Jean DELAY
de l'Académie française

Avant Mémoire III
La Fauconnier

GALLIMARD

ou le male des exégètes

L'HISTOIRE COMPLETE
LES PLUS GRANDS

Les Rois France

كتاب الأمل

ou le malentendu des exégètes

mais d'un village que l'on peut croire situé en Bohême. Les villageois traitent l'arpenteur avec une malveillance hargneuse, ils ne supportent pas son intrusion chez eux, sans toutefois être en état de le chasser. Lui, de son côté, se conduit à leur égard comme l'ethnologue sur le terrain qui, précisément parce que les mœurs des indigènes lui paraissent incompréhensibles, notent scrupuleusement leurs faits et gestes quotidiens, en prenant au sérieux ce qui pour eux va de soi et ne mérite pas la moindre attention. C'est bien ainsi, n'en doutons pas, que Kafka se voyait lui-même dans son propre pays : en intrus, en étranger parmi des autochtones hostiles dont il ne pouvait se plaindre, mais qu'il avait le droit et même le devoir d'observer.

Un grand conteur classique

Comment avez-vous découvert Kafka ?
- J'ai dû déjà souvent le raconter. Je suis tombé un jour sur un texte d'une page, traduit par Jean Carrière sans indication de provenance et intitulé *l'Épée*. En réalité, le titre n'est pas de Kafka, le texte fait partie des nombreuses histoires qu'il notait dans son Journal, les unes étant seulement esquissées, les autres achevées, ce qui est justement le cas de *l'Épée*. Cette page ne pèse évidemment pas lourd dans les œuvres complètes de Kafka ; pour moi, cependant, elle a été décisive. Un homme se réveille dans son lit un dimanche matin - comme toujours chez Kafka, le réveil est un moment scabreux - et, entendant frapper à sa porte, il se rappelle qu'il doit faire une excursion avec des amis et qu'il a laissé passer l'heure du rendez-vous. Il s'habille en hâte, fait entrer ses amis, qui reculent effrayés en s'écriant : « Qu'est-ce derrière la tête ? » Les amis déshabillent l'homme jusqu'à mi-corps, le mè-

nent devant une glace et lui montrent l'objet : « Une grande et ancienne épée de chevalerie en forme de croix était fichée dans mon dos jusqu'à la garde ». Montés sur des chaises, les amis retirent lentement l'épée et la tendent au narrateur : « C'était une arme précieuse, il se pouvait fort bien que des croisés s'en fussent servis ». Je n'avais jamais rien lu de tel dans la littérature dite onirique, et, de fait, tout l'art de Kafka est là, dans cette magie qui fait jaillir soudain l'insolite de l'événement le plus banal, conté sur le ton le plus prosaïque.

Que diriez-vous maintenant de l'avenir de Kafka en France ?

- Je ne me lancerai pas dans la prophétie. Il me semble seulement que, pour la première fois depuis longtemps, la « rentrée » de Kafka en France pourrait se faire dans des conditions plus propices. Pour l'instant, en tout cas, nous n'avons plus d'avant-garde militante, plus d'écoles littéraires et, surtout, plus de mouvement philosophique visant à établir sa tyrannie sur les lettres ; en principe, donc, rien ne s'oppose plus à ce que Kafka soit lu pour lui-même, sans le secours redoutable d'une exégèse extérieure au texte. Une fois abattues les constructions qui obscurcissent son œuvre et qui le cachent derrière un mur savant, effrayant pour le public, il devient enfin possible de voir ce qu'il est en réalité : un grand artiste qui sait allier le tragique, au comique, l'angoisse à l'humour, la profondeur de la vision à la simplicité d'une prose juste ; un grand conteur classique en dépit de sa singularité, le plus vrai et le plus proche de nous et peut-être de tous ceux dont la modernité peut se glorifier.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

(1) Sur la position de Kafka à Prague, voir l'ouvrage de Marthe Robert : *Seul comme Franz Kafka*, Calmann-Lévy, coll. Diaspora, 1979.

Richesse de la pénurie

(Suite de la page 13.)

On trouve, dissimulée dans des endroits peu fréquentés de l'œuvre de Kafka, tous les éléments d'une méditation mystique. Même si le lecteur ordinaire n'en prend pas entièrement conscience, il n'est pas interdit de penser que, sevré lui-même d'une véritable réflexion religieuse, il est retenu surtout par cette grande interrogation qui parcourt l'œuvre de Kafka, plutôt que par les images d'échec et de frustration, plutôt aussi que par les reflets de la vie pathétique ou lamentable de l'écrivain. On a, bien sûr, le droit de suivre, dans les *Lettres à Felice*, le cours de ces amours d'autant plus cruelles que Kafka les éprouvait, chaque jour davantage, comme plus vides de contenu et plus illusoirs ; on n'oublie pas toutefois que cette correspondance n'était pas destinée à être lue par le public et que le « message » de Kafka est ailleurs.

Mais « message » ? Kafka aurait sans doute haussé les épaules si on lui avait parlé de son « message ». Il espérait seulement, en racontant ses histoires, écrire quelques phrases « vraies », ce qui voulait dire pour lui croquer sur le vif, exemptes de littérature, d'ornement, de maniérisme. Et ce « message », que nous lisons et qui n'est pas imaginaire, aurait-il même été perçu si Kafka ne s'était imposé d'abord par ses vertus d'écrivain ? On a peine à penser aujourd'hui qu'une dizaine d'années séparent le *Procès* des *Buddenbrooks* de Thomas Mann - pour ne citer qu'un exemple parmi beaucoup d'un côté, un récit anecdotique et fleuri, du pittoresque, du piquant ; de l'autre, des images nues, un style avare d'adjectifs, une réalité décapée de ses agréments et de ses prestiges, réduite à l'essentiel, des personnages non seulement sans visage, mais sans histoire et sans « qualités » ; la « psychologie » semble abandonnée en même temps que sont reniés tous les préceptes du réalisme. Une littérature nouvelle est née tout à coup ; qui repose sur une simplification radicale, une réduction à l'essentiel. Tout ce qui avait été écrit auparavant semble soudain bavard et frivole. On serait tenté de parler de « littérature abstraite » comme on parle de peinture abstraite ; si l'on ne risquait d'être traité par le langage, car, dans ces récits sans concessions, il n'y a pas place davantage pour les idées : tout est images, des images sobres jusqu'à dénuement, mais à cause de cela même éloquentes et pathétiques ; une littérature ascétique, qui se veut rigoureuse et qui dédaigne de plaire. Kafka, qui n'eût jamais pensé être un chef d'école, qui n'était même pas conscient de la nouveauté de son mode d'écriture, allait interdire bientôt les facilités, ces artifices décoratifs que Brecht dénomme « utilitaires ». Une page d'histoire littéraire était tournée, non certes pour toujours, mais pour une génération au moins. On n'écrit plus après Kafka comme on écrivait avant lui.

sonnier d'une famille qu'il déteste, et il ne trouvera jamais l'amour, qu'il appelle sans d'ailleurs beaucoup y croire. C'est en vide même qui le jette dans la littérature, seule compensation possible ; mais la littérature ne fait qu'engendrer des tourments nouveaux, un sentiment intolérable d'impuissance, et elle contribue à son tour à le couper de la vie, cette fois de façon irrémédiable.

Kafka n'est nulle part ; il n'exprime que lui-même et écrit dans le vide. Il ne professe aucun credo, pas même les convictions anarchisantes qu'on a voulu lui prêter ; il n'enseigne aucune morale, car il ne croit lui-même à aucune, et moins encore à une révolte immoraliste. Il s'est plaint, dans une lettre à Max Brod qu'on ne se lasse pas de citer, de la langue allemande qu'il était condamné à utiliser, cet allemand de Prague peu idiomatique et sans racines vivantes. Mais c'est de ce dialecte exsangue qu'il a tiré sa langue littéraire, non une langue limitée de celle de l'administration austro-hongroise, comme on l'a souvent écrit, mais un des allemands les plus purs qu'on ait écrits. Son vocabulaire n'est pas abondant, il se risque peu dans les néologismes. Mais de cet instrument malhabile il a fait une langue transparente, précise, apte à suivre tous les détours d'une pensée subtile.

Kafka, végétarien, naturaliste, paralyse dans sa vie sexuelle, peu amoureux de la chair (qui, bien entendu, ne l'en tourmente pas moins), n'est pas un sensuel. Il était, comme il l'avait avoué souvent, tout à fait étranger à la musique. Les notations de couleur ou de toucher sont rares dans son œuvre. Il n'est vraiment sensible qu'à la mimique et au mouvement, qu'il saisis et décrit comme peu d'écrivains ont su le faire. Mais de cette relative pauvreté encore il va faire vertu : c'est ce puritanisme naturel qui, en littérature, se métamorphose en rigueur et en dépouillement.

Prisonnier de sa névrose, Kafka projette ses grandes figures de solitaires : le malheureux héros de la *Métamorphose*, l'habitant du *Terrier*, le narrateur de *Recherches d'un chien*, l'artiste de la *Faim*, et tant d'autres. L'expression littéraire ne le guérit pas de son mal, mais la névrose devient féconde, c'est d'elle que surgit le sens.

CLAUDE DAVID.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

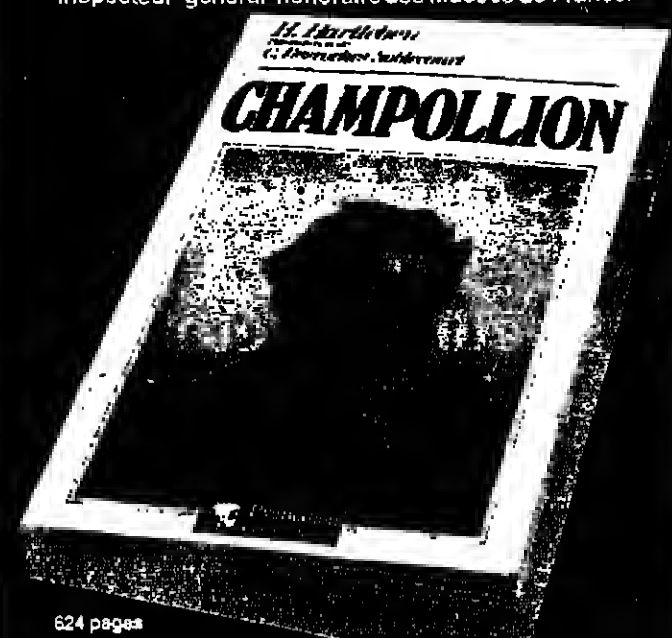
Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

LA PREMIÈRE BIOGRAPHIE CONSACRÉE AU PÈRE DE L'ÉGYPTOLOGIE

Une entreprise que nous souhaitons tous sans trop oser y croire !

Ch. Desroches Noblecourt Inspecteur général honoraire des Musées de France.



Une incomparable initiation au grand savant et au grand honnête homme que fut Champollion. Jean Lacouture.

624 pages

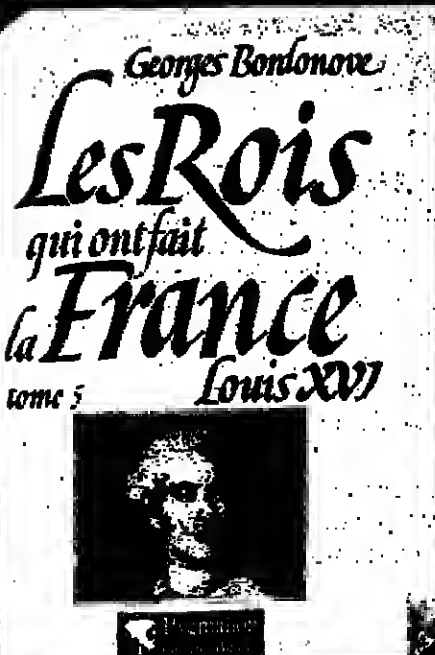
En français

1928. - LA MÉTAMORPHOSE, trad. A. Vialatte, Nouvelle Revue Française (para en recueil dans la collection « Du monde entier » chez Gallimard, 1938).
1930. - LE VERDICT, trad. Pierre Klossowski et Pierre Leyris, Belfrage.
1933. - LE PROCÈS, trad. A. Vialatte, « Du monde entier », Gallimard.
1937. - ODRADEK, avec une illustration de Max Ernst, Minotaure, n° 10.
1938. - LE CHATEAU, trad. A. Vialatte, Gallimard.
1938. - AU RAGNE, trad. Jean Carrière, Cahiers du Sud, numéro de décembre.
1944. - LA MURAILLE DE CHINE, trad. Jean Carrière, Pierre Seghers.
1946. - L'AMÉRIQUE, trad. A. Vialatte, Gallimard.

1946. - DESCRIPTION D'UN COMBAT, trad. Clara Malraux, Minotaure.
1948. - LA COLONIE PÉNITENTIAIRE, trad. A. Vialatte, Gallimard.
1954. - JOURNAL (texte inédit), trad. Marthe Robert, Grasset.
1956. - LETTRES A MILENA, trad. A. Vialatte, Gallimard.
1957. - PRÉPARATIFS DE NOÛVEAU A LA CAMPAGNE, trad. M. Robert, Gallimard.
1965. - CORRESPONDANCE 1902-1924, trad. et préface de M. Robert, Gallimard.
1972. - LETTRES A FELICE, trad. M. Robert, Gallimard.
1976-1980. - Tome I et II de « la Faim », sous la direction de Claude David.

L'HISTOIRE COMPLÈTE

DE NOS PLUS GRANDS ROIS
Déjà parus : Henri IV - Louis XIII - Louis XIV - Louis XV



C'est magnifique... Bernard George (Jours de France).
Remarquable... Jacques de Riccaumont (Le Figaro).
Le sens de l'histoire trouve ici un sens vivant.
Gilles Pudlowski (Paris-Match).
... bien écrit, abondamment documenté, d'une haute tenue.
Tamaré Thorogevsky (Le Matin).

624 pages

Prisonnier de sa névrose

Rien ne semblait cependant destiner Kafka à cette renommée et à ce rôle historique : un obscur employé d'une compagnie d'assurances, un homme de santé fragile, mécontent de lui-même et de la mauvaise figure qu'il faisait dans le monde, honteux de son corps, entièrement enfermé dans une étroite société d'écrivains juifs à l'intérieur de cette ville de Prague que d'ailleurs il détestait et qui paraissait alors si lointaine, si éloignée du mouvement des idées et des lettres. Si l'écrivain était le produit de son milieu et de son temps, ce ne pouvait être que selon une formule diamétralement opposée à celle que Taine avait imaginée : par un retournement des probabilités qui de l'extrême pénurie allait faire surgir une imprévisible richesse.

Deleuze et Guattari, dans leur livre sur Kafka, ont forgé l'expression de « dé-territorialité » : le mot n'est pas gracieux, mais l'idée est juste. Kafka n'est nulle part : dans une ville tchèque il appartient à la minorité germanophone ; il est juif, mais juif infidèle (et il mourut peu qu'il soit à son inné port de pensée juive, comme on le croit volontiers en Israël, ou qu'il soit secrètement torturé d'avoir trahi la foi de ses pères, comme on l'a prétendu sans preuves : l'essentiel est précisément qu'il soit dans l'entre-deux). Sa vie est atrocement vide : il se sent pri-

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine

spécialités des

1^{re} et 2^e guerres

mondiales

ACHATS et VENTES

Catalogue sur demande

891-33-18

27, rue de la Butte-aux-Cailles

75013 PARIS

... du succès

... de l'amitié

Montand la vie continue

320 p. - 72 F

... de la passion

Sidney Sheldon Maîtresse du Jeu

304 p. - 74 F

vivez vos vacances au rythme...

... de la vie

Baby Love

288 p. - 78 F

... du suspense

Trevanian l'été de Kathia

240 p. - 69 F

... de l'évasion

Le paradis d'été

192 p. - 52 F

denoël

12 Kafka

Méfiez-vous

ites

l'histoire d'une

aventure d'avant

RIX L PROUST

DELAY

de mise transposée

Mémoire

III

ukymnier

MARD 20F

La librairie « Les Arcades »
A. GRANDMAISON
 8, rue de Castiglione — 75001 PARIS
 Achète tout bon livre publié et envoie gracieusement son nouveau catalogue : « Choix de livres anciens ou modernes ».
 (16-1) 260.62.96

des femmes du M.L.E. éditent...

CLARICE LISPECTOR



La passion selon G. H. Agua Viva
Près du cœur sauvage

à paraître

L'heure de l'étoile

«...des pages sauvagement crispées autour d'un secret essentiel; quelque chose comme le secret qui fait d'une femme une femme justement».
 Hubert Juin. Le Monde.

Des livres écrits pour «des personnes à l'âme formée».
 Hector Bianciotti. Le Nouvel Observateur.

des femmes

8, rue de Castiglione — 75001 Paris

ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE - VILLE DE PARIS
FERDINAND HODLER
 1873-1918
MUSÉE DU PETIT PALAIS
 tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 17 h 40
 11 MAI - 24 JUILLET 1983

histoire littéraire

« Le Nouveau Commerce » et le devoir de découverte

● **Le vingtième anniversaire de la revue.**

L'APPARTEMENT de Marcelle Fonteyne et d'André Dalmas reflète l'histoire de vingt années de publications. L'emploi du temps devenu du passé, remarquent-ils. Sous un très beau tableau de Forrester, il y a les livres, piles et rangées, et, sur la table, des jonchées de papiers à trier, classer, renvoyer. C'est un lieu calme où l'on sent le travail au jour le jour, indissociable de la revue, le Nouveau Commerce, qui fête aujourd'hui son vingtième anniversaire.

Au début des années 60, dit Marcelle Fonteyne, il n'y avait guère de revues littéraires, sinon attachées à des maisons d'édition. Nous avons eu envie d'en faire une, simplement pour nous faire plaisir, sans la moindre idée de ce qui allait nous arriver. Sans Jean Paulhan, le Nouveau Commerce n'aurait pu exister, c'est à lui que nous devons d'être aujourd'hui de véritables drogués, incapables de s'arrêter, qui

travaillons douze heures par jour pour publier nos deux numéros par an — celui d'avril et celui d'octobre — et toutes les autres choses qui s'y sont depuis ajoutées, en essayant d'être le plus près possible du zéro jaune, ce qui est infiniment difficile.

Au sommaire du premier numéro (printemps 1963), on trouvait les noms d'André Dalmas, de Jean Paulhan, de Louis Massignon, de John Clare, Georges Perros, Henri Thomas, Mandiargues, François Michel. Une compagnie qui permettait déjà de définir « les lois et observations qui font le statut du Nouveau Commerce ». Au fil des suivants sont apparus Julien Gracq, Cioran, Navel, Blanchot, Dhôtel, Réda, Lévinas et Celan, Kenneth White et Michel Deguy, Henri Meschonnic et les autres, tant d'autres !

« Nous voulions, nous voulions toujours », dit André Dalmas, nous situer en dehors des modes, sans autre souci que de publier avec soin et rigueur des textes qui s'inscrivent dans une durée; nous sommes fiers de nos auteurs connus, comme de ceux qui sont encore inconnus. L'important c'est qu'ils viennent à

nous parce qu'ils pensent que chez nous ils seront bien publiés. Qui lit-il y a dix ans Perros, ou Kenneth White ? Nous savons que demain ou plus tard on découvrirait Louise Herlin, Marthe Boidin, ou Heidi Pitlori.

Dans une revue, dit Marcelle Fonteyne, la confiance permet la découverte. Nous sommes là pour ouvrir de nouveaux espaces à la curiosité du lecteur, que cela soit dans le domaine étranger ou dans celui du passé. Sur une table de librairie, pourquoi choisir tel ouvrage dont jamais vous n'avez entendu parler ? Nous avons un devoir de découverte. Alors, André Dalmas et Marcelle Fonteyne ont d'incroyables audaces, ils publient en entier la Saire Métopée, ou le Manuel des inquisiteurs de Nicolas Eymouric, traduisent des poèmes celtiques ou des textes latins. Et lisent, bien sûr, d'innombrables manuscrits.

La facture du passé

Autour de la revue, le besoin s'est fait sentir, en 1976, de publier des suppléments. Certaines personnes ne parvenant pas à lire des textes dans une revue, constate Marcelle Fonteyne. Tant mieux. Car ces « suppléments » sont de vrais livres, à l'aspect précieux et artisanal, aux prix invraisemblablement bas : 29 F pour le *Carnet du jeune homme*, de Paulhan; 82 F pour le *Traité des Tropes*, de Du Marsais, un grammairien ami de Diderot. C'est un livre irremplaçable pour qui aime la rhétorique. Après avoir fondé l'Association des amis du Nouveau Commerce (1), André Dalmas et Marcelle Fonteyne ont ajouté une nouvelle pièce à leur édifice : des carnets trimestriels de critiques et de lectures, réservés aux abonnés de la revue, aux adhérents de l'association.

« La facture du passé augmente chaque jour », écrivent les deux complices en présentant leur cinquante-cinquième numéro. On trouve là une belle définition de leur travail d'un état d'esprit : « L'ambition est simple : restituer à la littérature une expression particulière dont l'intelligence du lecteur puisse tirer profit. »

GENEVIÈVE BRISAC.

(1) Association des amis du Nouveau Commerce (A.A.N.C.), 8, rue de la Cossonnerie, 75001 Paris, 161, 236-28-79; permanences le mercredi de 16 h à 19 h 30.

Une visite au musée de la parole

« C'E que j'écris d'ici n'est pas une histoire, ni celle d'une vie sous le texte imprudemment dissimulée — ou recouverte. Ce que j'écris a l'émotion d'être ce qui par moi se fait. »

Au « musée de la parole », d'André Dalmas, on croise Marie, et Marthe, Louise, Hélène, et Catherine B., Electre, et Claire Desrousseaux. Des silhouettes prises dans leurs paysages. Elles sont au centre, elles maîtrisent les silences, les blancs typographiques par où le texte se fait. Elles sont l'énigme, et semblent aussi intercaler en faveur du scintillement des choses, et des mots.

Etat des lieux : ils sont immobiles. Vitrines, une femme, des nœuds droits, un hôtel; broglards, étagers, lignes d'arbres et lignes d'eau, ni morts ni vivants, à la frontière. Les chambres ne sont pas différentes, ni certains palais minéraux « effacés, nœuds », sans mémoire ».

On visite un second « musée de la parole » où « chacun dans sa phrase a rangé ses mots », et où l'on entend des rires cruels. On tourne, tenu à distance, autour d'un mystère, sans se décider à choisir une piste, un indice; ils ne manquent pas. André Dalmas dit : « l'incertitude cette bonne manière d'être paisible ».

On l'a compris, on est ici en terre de langage. La loi semble en être cette proposition, trouvée en annexe : « Le sens de la mesure qui fait la grandeur de l'énigme. » Au musée de la parole, on réapprend le poids des mots. Cela suppose une franche décentration, les textes apparemment innocents, presque anodins, des images qui s'arrêtent, fabriquent progressivement leur temps, un temps blanc, celui de « mesurer à quel point nous sommes éphémères », comme l'écrivait Giorgio Agamben.

G.B.

* LE MUSÉE DE LA PAROLE, d'André Dalmas. Le Nouveau Commerce, 75 F.

billet

Vie privée et bien public

(Suite de la page 13.)

Mais elle oublie de dire que ces objets — si sophistiqués soient-ils, — ces institutions (d'éducation, de santé, d'assistance...) — si généreuses soient-elles — ne suffisent pas à faire le bonheur. Et les hommes qui ont trépidé dur pour les obtenir se sentent floués lorsqu'ils découvrent que ce n'est que cela. Aussi, ce sont les catégories sociales les plus récemment admises au mirage du bonheur matériel qui sont les premières à le rejeter, comme si elles se mettaient à haïr le système qui les a ainsi menées en bateau.

Les déçus de la consommation cherchent alors dans la révolte collective l'enthousiasme, la chaleur humaine, le sentiment d'accomplissement personnel qui leur font cruellement défaut. Mais, là encore, la déception est au bout du chemin, soit que les changements obtenus ne soient pas à la mesure des espérances, soit que le prix à payer soit vraiment trop lourd, l'engagement militant finissant par broyer la vie personnelle.

Ainsi, passant de chimères en chimères, l'homme moderne est voué à la déstabilisation. Triste constat, dira-t-on. Albert Hirschmann ne s'en désolait pas trop. Après tout, ces oscillations montrent la grandeur de l'homme : ce besoin de dépassement de soi, cette recherche d'authentiques raisons de vivre le poussent à toujours détruire et entreprendre. Faut-il-on trouver une forme de société qui fasse place à ces aspirations contradictoires au bonheur privé et à l'action politique, à l'amour de soi et au bien public ? Ou bien faut-il admettre que la vie de chacun est faite de l'alternance entre des périodes d'engagement et de repliement ? Gageons que cette interrogation n'est pas absente des préoccupations de nos dirigeants, qui se demandent maintenant comment faire pour que ceux qui ont voulu le socialisme soient encore là pour le faire fonctionner.

FREDERIC GAUSSEN.

* BONHEUR PRIVÉ, ACTION PUBLIQUE, d'Albert Hirschmann. Traduit de l'américain par Martine Leyris et Jean-Baptiste Gressat. Fayard, 256 p., 79 F.

40 romans de 3 pages pour les vacances

TOME II



Enfin le tome II ! Après le succès du premier recueil, le Monde publie, pour la deuxième année consécutive, une sélection de quarante nouvelles parues dans le Monde Dimanche depuis 1979.

A côté de quelques auteurs déjà familiers, Jean-Pierre Andreu, Mario Benedetti, Michel Grisolia, Roland Jaccard, André Laude, tous les autres sont de nouveaux venus, du mystérieux Agnès — ce Russe du début du siècle dont on ignore jusqu'au nom exact — au prestigieux Graham Greene : des jeunes débutants — comme Dominique Fran-

ceschi, Régis Jauffret ou Régis Pineau — aux spécialistes incontestés du genre que sont Christiana Baroche, Andrée Chedid, Jacques Chasseix, Roger Grenier, Maurice Pons ou Suzanne Prou ; et d'autres voix, venant d'horizons moins célébrés par les médias, se font entendre, comme celles du Yougoslave Zivko Cingo, du Hongrois Ervin Lazar, du Turc Bilge Karasu... ou de l'Occitan Bernard Manciet.

Quarante nouvelles : quarante romans de trois pages ! Une lecture intense et brève, idéale pour les vacances et les voyages.

En vente chez les marchands de journaux et au Monde.
 JUIN 83 - 100 pages - 25 F

Le Monde
 5, rue des Italiens — 75421 PARIS CEDEX 09

مكتبة النجوم

MÉDECINE

Les suites de la polémique autour du vaccin contre l'hépatite B

La polémique autour du vaccin contre l'hépatite B connaît de nouveaux développements. A la question technique initiale (y a-t-il un risque de dissémination du SIDA par un vaccin fabriqué avec des plasmas importés des Etats-Unis ?) suivie d'une autre question (l'Institut Pasteur-Production, qui fabrique le vaccin, a-t-il totalement respecté les contraintes réglementaires et éthiques qui lui sont imposées ?) vient aujourd'hui s'en ajouter une nouvelle visant le rôle joué par la presse dans cette affaire avec un communiqué de l'Institut Pasteur-Fondation.

L'Institut Pasteur-Fondation a rendu public le 6 juillet, lors d'une conférence de presse, le texte suivant :

« L'Institut Pasteur va avoir cent ans. Il a l'habitude des critiques. Mais il ne peut admettre les calomnies. »

« On ne peut traiter sur le même ton les problèmes touchant la santé ou au spectacle et ceux qui concernent la santé des êtres humains. »

« On ne peut, sur la base d'informations fragmentaires, susciter l'inquiétude et le désarroi dans l'opinion publique. »

« On ne peut, en questionnant leurs méthodes et leur intégrité, jeter le discrédit sur des instituts et sur la recherche biologique française. »

« On ne peut, en laissant planer un doute non fondé sur la qualité d'un vaccin, ruiner le succès d'une industrie française dont les revenus vont essentiellement à la recherche. »

« Derant la complexité croissante des problèmes soulevés par la santé publique, et la recherche scientifique, journalistes et chercheurs doivent coopérer. Les journalistes oublient quelquefois l'étendue du pouvoir qu'ils détiennent. Ils ne doivent pas respecter les hommes et les femmes de ce pays et de leur fournir, non pas des titres à scandale, mais une information sérieuse et mesurée. »

Le mauvais roman policier et ses auteurs

Ettonnante initiative, qui consiste à rassembler des journalistes pour... accuser un journal. Car, même si le communiqué ne le cite pas nommément, il s'agit bien d'une accusation en bonne et due forme d'un titre du quotidien *Libération* qui, dans son édition datée du 27 juin, annonçait à la une « L'Institut Pasteur malade du cancer Gay ».

« Il n'y a pas de tabous à Pasteur et rien de secret », a déclaré le professeur François Jacob, prix Nobel de médecine et président du conseil d'administration de l'Institut Pasteur-Fondation. « Mais il y a des choses que l'on ne peut pas laisser passer, que l'on ne peut pas laisser dire. Le sexe et la mort à propos de l'Institut Pasteur, cela ne se voit pas tous les jours. Il faut croire que cela paie pour manquer à un tel point de respect pour les malades et les personnes vaccinées pour provoquer une telle panique injustifiée. »

Accusations graves qui se doivent d'être replacées dans leur contexte économique et scientifique. Ainsi, le professeur Jacob a ajouté que cette « volonté de nuire nuisait en fait à la recherche biologique française », et que « ce n'était sans doute pas

par hasard » si la société américaine Merck Scharp and Dohme fabriquant du vaccin concurrent de celui de l'Institut Pasteur-Production (I.P.P.) « commençait à mettre son produit sur le marché européen » (le *Monde* daté 3-4 juillet).

L'intérêt national est donc en jeu ainsi que le soutien des scientifiques de l'Institut Pasteur-Fondation (I.P.F.) aux industriels de l'I.P.P. (1). Reste à bien faire la part entre le prétexte invoqué et le fond de l'affaire. Que le quotidien *Libération* ait accordé une place jugée excessive à une affaire qui par ailleurs n'avait rien d'un « scoop », que la formule choc d'un titre ait vivement irrité, voire profondément échoqué la communauté pastorière, d'une part, alarmé des malades ou des personnes vaccinées, d'autre part, voilà qui ne fait aucun doute. Mais on est là, oserait-on dire, en territoire connu, celui de la liberté de la presse. Et si l'I.P.P. estime avoir été diffamé, il peut toujours porter plainte, chose qui, assure-t-on, ne saurait tarder.

Pas de réponse

Pourtant, au-delà d'un titre, il y a les questions posées. A certaines, on ne peut pas répondre (comment évaluer le risque fort hypothétique de dissémination d'un SIDA par des lots de vaccin provenant de mélanges de plasmas américains et européens ?).

A d'autres, on a déjà répondu : ainsi l'I.P.P. vient de publier un communiqué dans lequel il dément formellement « les affirmations selon lesquelles les modalités administratives françaises et étrangères exigées lors des importations n'auraient pas été respectées ». D'autres encore sont en suspens.

En prenant, à leur tour, la parole après l'I.P.P. et les pouvoirs publics, les responsables de l'I.P.P. mettent dans la balance le grand prestige moral et scientifique de cet Institut. Mais, dans le même temps, ils n'apportent aucune réponse. Dans ce dossier déjà épais et complexe, ils risquent donc fort d'alimenter la polémique plus que de la calmer. A l'I.P.P. on ne fait guère mystère de la situation difficile dans laquelle on se trouve, les recherches étant financées en partie par l'I.P.P., (pour 12 % à 15 %). Actionnaire minoritaire à l'I.P.P., l'I.P.P. ne peut contrôler les activités d'une industrie qui porte son nom. C'est ainsi, par exemple, qu'il critique aujourd'hui la politique de « rétention de l'information » de l'I.P.P.

ÉDUCATION

« Au ministère de l'éducation nationale. — Le conseil des ministres du 6 juillet a nommé M^{me} Colette Dutilleul directrice des personnels de l'enseignement supérieur (D.P.E.S.). En remplacement de M. Jean-Louis Moreau, devenu inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale. »

[Née le 27 mars 1933 à Paris, M^{me} Colette Dutilleul est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit public. Entrée à l'ENA en 1956, elle est affectée, en 1959, au ministère de l'éducation nationale. A partir de 1961, elle occupe diverses fonctions de responsabilité à la direction des enseignements supérieurs et de la recherche. Depuis 1980, M^{me} Dutilleul est chef de service administratif et financier des enseignements supérieurs et de la recherche.]

ADMISSIONS A L'AGREGATION

(par ordre alphabétique)

• EDUCATION MUSICALE ET CHANT CHORAL : Mmes et MM. Francis Albou (22) ; François Andrieux (16 ex.) ; Yves Andard (29) ; Pierre-Marie Barthélemy (14) ; Jean-Pierre Bartoli (16 ex.) ; Philippe Batin (10) ; Bernard Bernard (29 ex.) ; Laurent Boer (15) ; Sylvie Bouissou (18) ; Joël Cunin (13) ; Jacques Debar (24) ; Lucile Eschepasse (5) ; Françoise Estival (11) ; Christiane Guéry (29 ex.) ; Richard Guarnati (27) ; Dominique Honobert (3) ; Jean-Luc Idry (28) ; Yves Krier (19) ; Jean-François Larrouze (8 ex.) ; Daniel Lechin (21) ; Bernard Leuchter (8 ex.) ; Daniel Méner (20) ; Raymond Mésle (12) ; Béatrice Nguyen (29 ex.) ; Christine Prudhomme (26) ; Clotilde Renie (4) ; Marie-Line Reynaud (7) ; Laure Schoopier (23) ; Christiane Simon (19) ; Dominique Sobet (6) ; Philippe Spiller (29 ex.) ; Denis Walecki (25).

Forte diminution du nombre de fumeurs en Grande-Bretagne.

Selon des statistiques publiées le 5 juin par l'Office britannique de recensement de la population, la proportion de fumeurs de cigarettes est passée en Grande-Bretagne de 42 à 38 % de la population entre 1980 et 1982. Seul un Britannique sur trois est défini comme un fumeur régulier. De 1980 à 1982, le nombre moyen de cigarettes fumées par semaine est passé de 99 à 87 chez les fumeurs âgés de seize à dix-neuf ans. Selon ces statistiques, pour la première fois les fumeurs sont en minorité dans toutes les couches sociales.

JEAN-YVES NAU.

SPORTS

LA CINQUIÈME ÉTAPE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

La victoire de Dominique Gaigne

Enfin une victoire française dans le tour : Dominique Gaigne, âgé de vingt-deux ans, a gagné, mercredi 6 juillet, la cinquième étape Le Havre - Le Mans ; longue de 254 kilomètres, en se détachant

à proximité de l'arrivée, et il a conservé 9 secondes d'avance sur le peloton. Auparavant, Pirard, Gallopin et Dall'Armellina avaient animé une longue échappée. Le Danois Kim Andersen conserve le maillot jaune.

De notre envoyé spécial

« Une expérience passionnante dans la mesure où nous préparons l'avenir, note Guimard. Hinaut, présent, nous courions pour la victoire finale, et cela nous obligeait à contrôler la course de bout en bout au prix d'une stratégie rigoureuse. Sans lui, il n'est pas question de ramener le maillot jaune à Paris : cependant il n'est pas question non plus de jouer les figurants. Nous allons essayer de remporter des étapes en employant des tactiques moins conventionnelles, et en improvisant au besoin. »

Première improvisation réussie : Gaigne, qui n'est professionnel que depuis sept mois, a enlevé son étape avec l'autorité d'un routier d'expérience. Et cela au lendemain d'un marathon de 300 kilomètres qui s'écoulait à la traversée de l'enfer du Nord.

La performance prouve que nous avons affaire à un coureur de classe, robuste et inspiré. Il s'est détaché à six kilomètres du peloton et a tenu, juste au bon moment pour prendre de vitesse les rontiers-sprinters, ce qui constitue déjà un exploit, et il a résisté au peloton lancé à sa poursuite. Un peloton fort de cent vingt-six unités. Cela revient à dire qu'il s'est imposé dans les conditions les plus difficiles qui soient. Les plus probantes égale-

ment. Quand on s'échappe loin du but, on peut bénéficier de l'effet de surprise, mais lorsqu'on trompe la vigilance des favoris dans les derniers kilomètres, on gagne toujours à la force du jarret.

La démonstration est faite, une fois de plus, que l'équipe Gitanes ne veut pas seulement par Bernard Hinault. Cyrille Guimard possède quelques-uns des meilleurs espoirs du cyclisme français. Des hommes qu'il a su recruter, préparer et mettre en confiance.

JACQUES AUGENDRE.

CINQUIÈME ÉTAPE

Le Havre-Le Mans (257 km)

1. Dominique Gaigne, en 7 h 9 mn 53 (moy. 35,870 km/h) ; 2. G. Glauz ; 3. De Wilde ; 4. Kelly ; 5. Vendererden ; 6. Van Der Velde ; 7. Manders ; 8. Lammerts ; 9. Van Brabant ; 10. Pirard ; 11. Vandverschelde ; 12. Willemans ; 13. Linard ; 14. Van Houwelingen ; 15. Jules P., etc., même temps.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

1. Kim Andersen, 22 h 52 mn 13 s ; 2. Vendererden, à 1 mn 50 s ; 3. Zoetemelk, à 2 mn 5 s ; 4. Andersen, à 2 mn 6 s ; 5. Moreau, à 2 mn 7 s ; 6. Duclos-Lassalle, à 2 mn 44 s ; 7. Kelly, à 2 mn 59 s ; 8. Roche, à 3 mn ; 9. Bossis, à 3 mn 3 s ; 10. Simon P., à 3 mn 8 s ; 11. Bourreau, à 3 mn 15 s ; 12. Van der Poel, à 3 mn 11 s ; 13. Van der Velde J., à 3 mn 21 s ; 14. Mathys, à 3 mn 25 s ; 15. Nalen, à 3 mn 38 s, etc.

TF 1 met en cause la publicité sur le Tour

L'émission de TF 1 « Face au Tour », qui réunit habituellement journalistes, coureurs et directeur sportif après chaque étape du Tour de France, a été sabordée, mercredi 6 juillet, après l'arrivée au Mans. A la suite d'insinuations émanant de la direction de la chaîne lui demandant de ne pas avoir recours à la caravane où figurait la sigle S.N.C.F., le réalisateur de l'émission, Gérard Van Der Gucht, avait installé un studio de fortune sans mention de commanditaires.

Mis devant le fait accompli, M. Félix Lévitin, codirecteur de l'épreuve, demandait aux coureurs et aux directeurs sportifs de ne pas se rendre sur le plateau répondra aux questions de Jean-Michel Louillon, Raymond Poulidor et Daniel Fauriol. « Quand on voit le défilé auquel on donne la parole, les journalistes et le sport automobile, il serait indécent d'accuser la Tour de France de favoriser la publicité sauvage. Je suis au regret de constater que la télévision ne mentionne pas, ou mentionne très peu, les marques de cycles, alors qu'elle cite abondamment les firmes des automobiles et leurs sponsors, c'est intolérable. D'autant que l'avenir du sport cycliste est en jeu », faisait remarquer en substance M. Lévitin.

Dans les minutes qui suivirent, la possibilité d'une rupture entre la Tour et TF 1 était évoquée. Puis, en début de soirée, un communiqué commun était publié par MM. Goddard et Lévitin (Tour de France), et Landi et Janin (TF 1) : « Conscients de leurs intérêts respectifs et soucieux de ne pas priver le public des téléreportages concernant le Tour de France, les deux parties sont convenues d'appliquer des mesures nouvelles propres à les satisfaire l'une et l'autre. » L'émission « Face au Tour » devrait donc reprendre ce jeudi.

une régie spécialisée

Cet incident s'inscrit dans le cours des rapports, difficiles depuis toujours, du sport professionnel et de la télévision. A l'heure actuelle, aucune grande manifestation sportive ne peut avoir lieu sans le concours de commanditaires, qui attendent en retour de leur contribution un impact publicitaire. La loi interdit cette publicité indirecte à la télévision, mais cette règle souffre beaucoup d'exceptions. Etait-il urgent de faire un exemple ? Fallait-il attaquer en priorité le Tour de France ?

Le phénomène de la publicité indirecte sur les écrans de télé-

sion à l'occasion de retransmissions sportives fait l'objet d'une tentative de régulation. Une négociation s'est engagée depuis le mois d'octobre dernier, date à laquelle s'étaient réunis les représentants du ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports, du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), de la Régie française de publicité (R.F.P.) et de la Société française de production (S.F.P.).

Tous semblent d'accord pour mettre fin à une situation jugée unanimement malsaine : la télévision veut du sport, le sport a besoin d'argent, les annonceurs sont prêts à payer, mais les différents partenaires ne peuvent pas discuter directement dans la mesure où la publicité indirecte n'a pas d'existence légale. Il s'est donc créé une profession d'intermédiaires qui établissent les relations entre les annonceurs et les organisateurs de rencontres — fédérations, stades et municipalités. Des intermédiaires qui « assistent » également ces derniers dans leurs négociations avec les chaînes de télévision. Celles-ci sont ainsi au centre d'un jeu commercial où elles n'ont pas leur mot à dire. Supports involontaires, elles sont aussi parfois victimes de ces tractations pour prix des retransmissions.

Il n'y a que deux solutions pour assainir ce marécage parallèle : soit le supprimer, soit l'organiser. C'est cette dernière éventualité qui a les faveurs du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication. Les services de M. Georges Fillioud ont repris une proposition de M. Paul Florenson, responsable du service d'observation des programmes (organisme dépendant du premier ministre) en auteur d'un rapport remis en février 1981 au ministre de la culture et de la communication de l'époque. L'idée consiste à créer une régie spécialisée qui réunirait les chaînes et les professions du sport. Sa fonction serait de négocier les droits de retransmission tout en prenant en compte le dispositif publicitaire (bâches de stades, banderoles, inscriptions diverses, etc.). M. Georges Fillioud a écrit, au début de la semaine, aux présidents des chaînes, leur demandant d'arrêter leur position définitive sur cette question avant de reprendre le dialogue avec le ministère des sports.

E. R.

ADMISSIONS PARALLELES A L'INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE

22, boulevard du Fort-de-Vaux, 75017 PARIS
Téléphone : 270-34-80 et 270-90-95

Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

Vous désirez poursuivre vos études dans une grande école de commerce dynamique : l'ISC. vous propose

ENTRÉE EN 1^{re} ANNÉE : titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...), d'un DUT (gestion commerce...) ou d'un BTS

PRÉPARATION	CONCOURS	Enseignements de 1 ^{re} année	Stage de 2 mois	Enseignements de 2 ^e année	Stage de 6 mois	Enseignements de 3 ^e année	Préparation du mémoire.
-------------	----------	--	-----------------	---------------------------------------	-----------------	---------------------------------------	-------------------------

ENTRÉE EN 2^e ANNÉE : titulaires d'une licence ou d'une maîtrise

EPREUVES D'ADMISSION - Tests et épreuves orales avec la direction et le corps professoral de l'ISC.
En 1^{re} ou 2^e ANNÉE : 7 septembre 1983 - Date de clôture des inscriptions : 15 juillet 1983

PREPAS

SAINT BARBE

SCIENCES-PO - VETO - ÉCOLES COMMERCIALES

Enseignement privé laïque 4, rue Valette, 75005 Paris - Tél. 325-43-98

CINÉMA

LA VERSION INTÉGRALE DE «LUDWIG», DE VISCONTI

Le roi et ses chimères

Comparer une version intégrale, ou presque, à celles «retouchées» qui furent, d'abord, mises en circulation. Le critique ne peut pas s'y résigner. Pour Ludwig (titre original) il a des souvenirs assez récents du film de trois heures, repris plusieurs fois (par FR 3, en 1970). Il constate, donc, que le portrait de Louis II s'est enrichi de détails essentiels, sur le rôle politique du souverain en particulier, et que le film «original» a repris, dans la durée, un rythme dramatique accordé à la vision viscontienne d'une destinée posée à la légende et au mythe.

La plus passionnante aspect de la reconstruction est le rapport personnel de Visconti au personnage du roi de Bavière. Lorsque l'entrepreneur Ludwig en 1972 (1), à la place d'un projet d'adaptation d'A. la recherche du temps perdu de Proust (2), Visconti avait soixante-cinq ans. Sa santé était atteinte. Il avait subi une légère attaque, pendant la période de préparation. Une blessure plus grave — hémiplégie — le frappa à la fin du tournage. Les circonstances ont fait de Ludwig le troisième volet d'une sorte de trilogie étiologique, après les Dammés (1969), les débuts du nazisme et Mort à Venise (1970), d'après le roman de Thomas Mann), où apparaît en clair le thème de l'homosexualité ou de la tentation homosexuelle, passé inaperçu, jadis, dans le «néo-classicisme» d'Occasion, son premier film (1942).

Au lieu du baron de Charlus et de l'univers de Proust, Visconti trouve sur son chemin Louis II de Bavière pour un film historique ressemblant, par certains côtés (la création d'une époque), à Sers et au Guépard, mais qui engage plus profondément sa personnalité intime au moment où il ressent, avec la maladie, la poéie et les contraintes de la vieillesse.

Visconti s'est moins attaché à la névrose des Wittelsbach, cette noblesse et très ancienne famille de Bavière, épuisée par des mariages consanguins, qu'à la tragédie intérieure du roi, vivant difficilement son homosexualité, le transcendant par un rêve d'idéal esthétique, la fièvre de construction de ses fameux châteaux, décors extravagants, baroques, néo-romantiques, d'un opéra fantasmagorique pour la mise en scène de sa propre existence. Cela ne veut pas dire que Visconti se soit identifié à Louis II. L'idée qu'il s'en faisait, à partir de la vérité historique, s'est incarnée dans la prodigieuse interprétation d'Helmut Berger. Mais Ludwig pose douloureusement le problème de la création artistique poussée jusqu'à la folie et la mort, résumés au début.

Ludwig est un film flamboyant, lumineux et pathétique. Il commence dans les ors, les pourpres, l'apparat de la cour de Bavière, où un jeune souverain, beau comme un dieu, prend la couronne, à dix-neuf ans ; puis il glisse, lentement, implacablement, vers les ombres bleutées, lunaires, d'un monde chimérique. Louis II, monarque obsédé, aurait mené jusqu'au bout son métier de roi, aurait sauvegardé la grandeur de son royaume, face aux vaines unifications de Bismarck et de la Prusse, si la voie d'illusions (communication spirituelle dans la musique) posé sur

son amour pour Wagner n'avait été déchiré par la trahison de «l'ami» : La liaison du compositeur avec Cosima von Bulow, fille de Liszt et femme de son chef d'orchestre, est la première flèche dans l'âme de Louis II. On s'est servi de lui comme médecin, on l'a trompé, et Visconti ne ménage pas le couple du «génie», pètri d'orgueil, et de l'ingratitude (Trevor Howard et Silvana Mangano). L'impératrice Elisabeth d'Autriche, cousine du souverain (Romy Schneider), se fait donner des représentations théâtrales pour lui seul, se promène dans un traîneau doré en forme de gondole, surchargé d'ornements, éclairé par des lanternes ; il glisse sur l'eau de la gracieuse artificielle du Venedig, dans la barque de Lohengrin, sacrifiée à ses amours coupables, bâtit des châteaux, romantiques, néo-médiévaux inspirés des rois de France Louis XIV et Louis XV.

Toute la deuxième partie du film, jusqu'à la destruction et la noyade dans le lac de Starnberg, est une immense féerie, la plus souvent nocturne, un barrage d'art extravagant élevé contre le monde réel. La mise en scène de Visconti est sublime, sur les rives de Louis II, la solitude de l'homosexuel et le besoin de léguer à l'avenir une attitude esthétique, une œuvre assez originale pour échapper à l'oubli.

Lorsqu'Elisabeth, devenue «l'impératrice errante», toute vêtue de noir, cherche son cousin de château en château, elle passe par Herrnhut, les Versailles bavarois, qui ne fut jamais habité, et, petite silhouette tragique tout au bout de la monumentalité copie de la galerie des Glaces, elle s'écroule d'un rire de désolation et de douleur. Elle ne verra pas le roi. Bouffi de graisse jaune, les dents cariées, le regard triste et absent, il sort, au petit matin, d'une orgie avec des valets et des paysannes, ivres de bière et de luxure. Sans les hantises de Visconti, Ludwig ne serait pas ce chant admirable et désespéré, d'une conception artistique lancée comme un défi.

Cette version, montrée pour la première fois au festival de Venise en 1980, et présentée maintenant à Paris, est, en outre, découpée en cinq épisodes pour la télévision.

der a pris, il a une délicate revanche sur le mythe sacré de Sissi) parce son secret dans une réunion de famille à Bad-Ischl et refuse, à mots couverts, de lui servir de parrain. Une nuit, au bord d'un lac, le corps nu d'un palefrenier, sortant de l'eau où il se baignait, fascine Louis II. Foudroyé, il détourne les yeux, tend sa cape au jeune homme, mais la voile révélée à lui-même.

Et le roi homosexuel s'écarte du pouvoir, se réfugie dans ses

chambres, se fait donner des représentations théâtrales pour lui seul, se promène dans un traîneau doré en forme de gondole, surchargé d'ornements, éclairé par des lanternes ; il glisse sur l'eau de la gracieuse artificielle du Venedig, dans la barque de Lohengrin, sacrifiée à ses amours coupables, bâtit des châteaux, romantiques, néo-médiévaux inspirés des rois de France Louis XIV et Louis XV.

Toute la deuxième partie du film, jusqu'à la destruction et la noyade dans le lac de Starnberg, est une immense féerie, la plus souvent nocturne, un barrage d'art extravagant élevé contre le monde réel. La mise en scène de Visconti est sublime, sur les rives de Louis II, la solitude de l'homosexuel et le besoin de léguer à l'avenir une attitude esthétique, une œuvre assez originale pour échapper à l'oubli.

Lorsqu'Elisabeth, devenue «l'impératrice errante», toute vêtue de noir, cherche son cousin de château en château, elle passe par Herrnhut, les Versailles bavarois, qui ne fut jamais habité, et, petite silhouette tragique tout au bout de la monumentalité copie de la galerie des Glaces, elle s'écroule d'un rire de désolation et de douleur. Elle ne verra pas le roi. Bouffi de graisse jaune, les dents cariées, le regard triste et absent, il sort, au petit matin, d'une orgie avec des valets et des paysannes, ivres de bière et de luxure. Sans les hantises de Visconti, Ludwig ne serait pas ce chant admirable et désespéré, d'une conception artistique lancée comme un défi.

JACQUES SICLER.

(1) Cette année-là, Hans Jürgen Syberberg, encore inconnu en France, réalisait son Ludwig, requiem pour un roi vierge.

(2) et Visconti par Monica Stirling (éditions Pygmalion Gérard Watelet, 364 p., ill. 110 frs) livre chaleureux et important par tous les renseignements donnés sur les mises en scène théâtrales et les films.

* Voir les films nouveaux.

SCHLÖNDORFF ACHEVE «UN AMOUR DE SWANN»

Du côté de chez Proust

Mardi, en fin d'après-midi, dans un petit hôtel particulier, en haut de l'avenue Foch, à l'orée du bois de Boulogne. Au premier étage, un lustre à bougies et, coupées d'opaline bleue éclairée un salon caillouté de rideaux bleus. Des femmes à chignons, à demi dévêtues, maquillées, sont assises sur un canapé rond. Un bel homme blond, en redingote et pantalon gris clair, parle avec une «madame» en robe à toumure, rayures rouges et noires, monnaie pendant au corsage. Salon d'une maison close de lue des années 1880 où Swann (Jeremy Irons) est venu chercher des renseignements sur Odette de Crécy auprès de la «maîtresse» (Charlotte Kerr).

Calm, précis, Volker Schlöndorff donne des indications aux acteurs, fait recommencer, sans que personne s'émue, une des dernières scènes d'Un amour de Swann, d'après Marcel Proust. Après quelques semaines en extérieurs et décors réels à Paris et à Champs, le film doit être terminé ce jeudi. «Vous pourriez annoncer qu'il existe», dit, avec humour, Schlöndorff, au cours d'une pause. «Où, c'est allemand», comme on m'appelle dans les soirées parisiennes, en est venu à bout. Je ne voulais pas accorder d'entretien avant la sortie ; elle n'est pas pour demain, mais je suis content, tout s'est bien passé.

Il a choisi Jeremy Irons pour Swann et Ornella Muti pour Odette parce qu'il sentait, d'instinct, leur affinité avec les personnages et qu'ils peuvent jouer en français. Ce sont les vedettes, mais l'interprétation est entièrement française dans les rôles importants : Fanny Ardant (le duchesse de Guermantes), Marie-Christine Barrault (M^{me} Verdurin), Philippine Pascal (M^{me} de Gellardon), Jean-François Bakner

(M. Cottard), Jean-Louis Richard (M. Verdurin), Jacques Boudet (le duc de Guermantes), Jean Aurenche (M. Vinteuil), etc. Et Alain Delon en baron de Charlus. Visconti l'avait choisi, autrefois, pour Swann, mais le temps a passé...

«C'était un grand pari, dit encore Volker Schlöndorff. Or, Delon nous a tous impressionnés, surtout dans l'émotion. Sur le plan professionnel, je n'ai eu que de la joie à travailler avec lui. C'était formidable de voir, en face de Delon, Nicolas Baby que j'ai choisi pour le rôle du jeune homme», chez les comédiens de Patrice Chéreau. Ils ont plusieurs scènes ensemble, et elles sont très fortes, très réussies.

Un différend entre Alain Delon et son metteur en scène ? Certes, Alain Delon a posé en compagnie d'Ornella Muti, photographie qu'il a fait publier, mais cela n'entame pas la sérénité du cinéaste. «Ce n'est pas important ; un simple litige à propos d'usage publicitaire. Seul le film compte. Et le Monde ne publie pas de photos, n'est-ce pas ? Laissez courir les bruits.»

Venu en voisine, la productrice Nicola Stéphane, dans les yeux, la joie d'un rêve enfin réalisé. Elle n'y croyait plus, à la longue. En 1962, elle achète les droits d'A la recherche du temps perdu. Soutenu, pour la finance, par Robert Dorfmann, elle pense à Visconti. Il vient faire des repérages en France. Son approche de Proust devait porter, surtout, sur Sodome et Gomorrah. Le projet avance. Et Ludwig en 1972, Visconti ne peut le reprendre. Les coûts de production ont augmenté. Alain Resnais, Louis Malle, François Truffaut, ne tiennent pas à adapter Proust. Nicola Stéphane pense, alors, à Joseph Losey. Harold Pinter écrit pour lui un condensé de cinq heures. Le

film aurait demandé beaucoup d'argent, mais c'était encore possible. Il ne se fait pas. Le scénario de Pinter est publié dans les pays anglo-saxons.

Toujours soutenue par Robert Dorfmann, Nicola Stéphane s'obstine, envisage une adaptation pour la télévision puis, finalement, décide qu'il faut tourner, seulement, Un amour de Swann. Elle s'entend avec Peter Brook. Lui et Jean-Claude Carrière écrivent un scénario. Mais Brook, pris par des engagements théâtraux, ne peut réaliser le film. Nicola Stéphane est désespérée. Arrive Volker Schlöndorff, après un dîner avec Peter Brook. Et cette fois, l'entreprise démarre. Tout le monde est d'accord sur Un amour de Swann, épisode de la «Recherche», retour en arrière, dans les souvenirs du narrateur, aux années 1883-1885. Cela tombe bien. Schlöndorff détacha les trois-vingt-huit pages attachés à une certaine idée de Proust. Il ne veut pas une description de mœurs, mais un film sur les sentiments, sur la jeunesse.

Schlöndorff reprend le scénario : sept pages de Proust condensées en vingt-quatre heures, la passion de Swann pour Odette de Crécy, voilà son œuvre. Nicola Stéphane et Volker Schlöndorff touchent au but. Les techniciens s'efforcent pour l'ultime séquence dans l'hôtel de l'avenue Foch.

Sven Nykvist, le directeur de la photographie, parle de ses films avec Bergman et de son plaisir d'avoir travaillé aux images de Schlöndorff. «Vous verrez, dit de son côté la cinéaste, grâce à Nykvist, Paris n'aura jamais été aussi bien filmé. Je suis toujours heureux et décontracté quand je tourne. Maintenant, il faut préparer les différentes versions.»

J.S.

ARCHITECTURE

LA MORT DE BUCKMINSTER FULLER

Le bonheur par le progrès

Buckminster Fuller, qui vient de mourir à Los Angeles (le Monde du 5 juillet), est célèbre pour ses idées géométriques. Il se disait plus volontiers designer, inventeur, penseur, poète de la technologie moderne. C'est un maître du verbe inspiré qui a enflammé l'imagination de générations d'étudiants, architectes ou non. Ses conférences duraient des heures, parfois des jours entiers. Il a dans ses nombreux ouvrages, comme Nine Chains to the Moon, son allier la logique mathématique à l'inspiration idéaliste de la tradition romantique anglo-saxonne. Fuller n'avait pas son pareil pour conceptualiser ses procédés et systèmes constructifs en philosophie du progrès. Une philosophie invariablement optimiste selon laquelle le bonheur de l'humanité peut s'obtenir grâce à la technologie. Et que les richesses du globe — dont il a épuisé l'inventaire dans Earth Inc — sont suffisantes pour apporter aux hommes la félicité ; il suffit d'une urbanisation rationnelle et d'une bonne exploitation des ressources. Le paradis est ici bas ; il est possible de le gagner pour tous, et lui, Richard Buckminster Fuller, en est le prophète annonciateur.

Cette confiance sans faille ne lui a pas été donnée avec la vie. Il disait l'avoir gagnée sur le malheur. Né en 1895 dans le Massachusetts, il a fait relativement peu d'études, mais son enfance fut éclairée par l'ingéniosité de ses jeux. La petite entreprise qu'il fonda avec son beau-père, l'architecte Monroe Hewlett, pour exploiter un système de construction, souffrit dans les remous de la grande crise, le laissant, chargé de famille,

avec l'alcool pour oublier et la tentation du suicide pour en finir, devant le lac Michigan.

La légende lui prête un serment qu'il se serait fait : découvrir les secrets de l'univers pour les mettre au service des hommes, pas selon le fonctionnalisme linéaire des architectes, mais selon la logique des mécanismes physiques. Tout commence, chez ce grand pragmatique qui avait le génie des applications pratiques, par une intuition, un rêve. Il pense à une voiture à trois roues d'un aérodynamisme d'avion qui file à plus de 190 à l'heure, puis à la maison Dymaxion House (mot composé de dynamisme et de maximum), projet d'habitation industrialisée en forme de tente métallique autour d'un axe central et de films d'acier qui évoquent un passé d'officier ingénieur de marine. Les deux sont restés à l'état de prototypes.

L'automobile, le jour de son essai en ville, à Chicago, fut mystérieusement détruite à la suite d'un accident, et on n'entendit plus parler de la merveille qui faisait peur aux maîtres de Detroit. Quant à la maison qu'il espérait édifier industriellement au grand dam des architectes, elle fut simplement abandonnée, sa froide logique ne correspondant pas au goût «livré» de la maison américaine moyenne.

Exit donc l'architecte, qui ne se consacra plus qu'à sa nouvelle invention de 1947 : le dôme géométrique, structure tétraédrique de métal léger et de plastique transparent. Techniquement, la demi-sphère est la solution la plus économique (en coût et en matériaux) pour clore des espaces d'une absolue perfection formelle reposant sur des principes universels. Couvrir une maison ? Une ville ? Fuller poussait toujours ses intuitions à leur maximum. Il a rêvé d'un dôme kilométrique qui couvrirait Manhattan, pour en contrôler l'environnement et le soustraire aux aléas de la météorologie, afin d'en faire une fourmillière du bonheur.

Son dôme de l'exposition universelle de Montréal, en 1967, était l'application expérimentale de ce système qui entendait «faire le plus avec le moins» (more with less) pour l'architecture des villes. Fuller fut le roi de ce rendez-vous des arts

et des techniques humaines sur les bords du Saint-Laurent. Mais la démonstration fut un échec ; le dôme s'est révélé d'une exploitation difficile et onéreuse. Et finalement, il s'abîma à la suite d'un incendie. Il n'aurait guère sur d'autres possibilités que les abris militaires en région arctique, les entrepôts en désert ou bien pour les usages culturels où l'architecture technologique de ses amples espaces ouverts fait merveille. Fuller a réussi à en placer quelques dizaines de milliers à travers le monde (40 000 ? 50 000 ?) moyennant droits d'auteur.

C'est dans les années 60 que le poète du futur technologique trouva un regain instantané de célébrité parmi les papes écologistes qui utilisaient ses systèmes de dômes, version pauvre en feuille de contreplaqué, pour se bâtir à bon compte des maisons dans le désert ou aux abords lointains des villes du soleil. Finalement, les architectes patentés reconnurent ce génie inventif et lui ouvrirent leurs portes. Mais le charme de son monde avait disparu : sa flamboyance, lorsqu'il était admis, avec le relâchement industriel, que le bonheur par le progrès était loin d'être une fatalité.

JACQUES MICHEL.

ACTION CULTURELLE

Le parti socialiste accuse l'opposition de «démantèlement systématique»

MM. Didier Motchane et Georges Sarre, secrétaires nationaux du parti socialiste, le premier à l'action culturelle, le second aux collectivités locales, ont dénoncé le 6 juillet le «démantèlement systématique» de l'action culturelle municipale et les «chasses aux sorcières méthodiques» menées par la droite dans un certain nombre de villes qu'elle a gagnées en mars dernier.

Brest, Nantes, Saint-Etienne, Roubaix, Tourcoing, Poissy, Gagny, Villepreux... et des «menaces» planant à Chalon-sur-Saône, Arles, Aurillac, Chambéry... Dans ces villes, l'opposition s'attaque de front aux établissements ou associations à vocation culturelle : fermatures de maisons de la culture, licenciements de bénévoles, annulation de concours, annulation de manifestations, dénonciations des conventions.

«Démantèlement systématique des infrastructures», a déclaré M. Didier Motchane dans une conférence de presse, ajoutant à la liste des communes «sinistrées» : celle de la culture de Taverny et de Villemoulin avant d'annoncer que le P.S. organiserait une journée de travail à ce sujet au mois de septembre.

De son côté, M. Georges Sarre a dénoncé l'offensive des «municipalités de la revanche», «qui se double de pratiques politiques scandaleuses». Après avoir cité le cas d'une infirmière, d'un employé de cantine ou celui d'éducateurs licen-

ciés ici et là, et expliqué notamment qu'une rue Salvador-Allende avait été débaptisée à Courbevoie, M. Georges Sarre a conclu : «C'est le programme de la restauration nationale, le retour de la «réaction» ; Voilà ce qui guette les Français demain si la droite revient au pouvoir. Ce ne serait pas seulement le retour à l'avant-garde, ce serait un retour brutal à une politique cynique : la mise en œuvre par la droite du programme le plus à droite, qu'on ait connu depuis Pétain...»

M. Motchane a tenté de recentrer le débat, affirmant que : «La culture devrait être ce qui réunit, ce qui rassemble, comme le sport, par exemple, dans les villes où cohabitent des minorités.»

Il aura fallu néanmoins attendre les interventions de M. Jean Blaise, directeur (licencié) de la maison de la culture de Nantes, Jean-Jack Querry, représentant de la Fédération nationale des élus socialistes ainsi que les remarques d'un membre du conseil d'administration de la maison de la culture de Grenoble pour entendre parler d'éventuelles «nouvelles formes d'action à trouver», d'«occasions de se réadapter», ou encore d'un «respect nécessaire de l'autonomie des établissements culturels, face aux municipalités comme face à l'Etat», ou enfin du «problème de la création».

M. L. B.

BOURSES POUR LES ARTISTES

Depuis 1980, le ministère des relations extérieures (direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques) attribue, sous la présidence de M. Michel Guy, une quinzaine de bourses à des artistes français désireux de compléter leur formation à l'étranger. Chaque année, une personnalité différente est chargée de choisir, dans son domaine, les candidats.

Le jury, désigné par M. Michel Guy, est composé de Mme Françoise Adret (danse), MM. Christian Boltanski (arts plastiques), Pierre Boulez (musique), Peter Brook (théâtre), Jean-François Chevrer (photographie), Jean Nouvel (architecture), Serge Toubiana (audiovisuel, cinéma).

Les bourses ne sont pas seulement destinées à des séjours sur le continent américain, mais dans tous les pays du monde. Les dossiers doivent être déposés au plus tard le 29 juillet 1983.

* Renseignements : ministère des relations extérieures, formation des Français à l'étranger, 34, rue La Pérouse, 75116 Paris. Tél. : 302-14-23, poste 49-42.

«Christa Ludwig, qui a dû prendre un repos de deux mois, annule le récital qu'elle devait donner le 13 juillet à Orange. C'est Montserrat Caballé que l'on entendra ce jour-là.»

SOPHIA ANTIPOLIS

La Californie sans carnet de change.

(93) 33-10-10

Soirees Sophia Antipolis 06560 Valbonne

Sulka

COSTUMES, VESTES, PANTALONS IMPERMÉABLES VÊTEMENTS DE LOISIRS, PULLS CHEMISES, ACCESSOIRES

SOLDES

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08) angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

VENDREDI 8 JUILLET 1983

de 23 h à l'aube

Nuit Antillaise animée par la ravissante France-Lise, chanteuse et animatrice à FR3 (Musique Antillaise).

OPÉRA NIGHT

39, rue Gramont - 75002 PARIS

RADIO-TÉLÉVISION

CARNET

A VOIR

Séquence pompier

Vous êtes vous jamais demandé à quoi pensent les pompiers assis sur des strapontins au fond de nos salles de théâtre ? A Strasbourg, ils vous le diront vendredi sur FR 3 (1) : neuf fois sur dix, ils s'ennuient, ils s'ennuient, ils ne comprennent rien à ce qui se passe sur la scène. Ce qu'ils aiment, ce sont les tournées Karsenty, les pièces style « Au théâtre ce soir ». Et leurs interprètes. Des acteurs souvent très connus, très simples malgré tout, très polis. Ils ont toujours un mot gentil pour le sapeur de service.

Alors que dans les conventions, on se hausse du col, on a aucun égard pour les petites gens.

Autre remarque révélatrice : l'étonnement un peu triste d'un brigadier en constatant que jamais personne à qui il a sauvé la vie n'a pensé à l'en remercier !

Ce sont les seules choses qui m'aient frappé dans cette enquête malséante, terne, invraisemblable, sans ressort, sans impact. Surtout comparée au film fabuleux (fait divers) tourné par

Dapardon, la caméra sur l'épave, dans un commissariat de police du cinquième arrondissement. Décidément entre le cinéma et la télé, c'est le jour et la nuit. Même au rayon documentaire. A quoi ça tient ? En l'occurrence, à des questions d'argent et de temps, peut-être, de talent sûrement.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) - Y a-t-il un pompier dans la salle ? vendredi 8 juillet à 20 h 35 sur FR 3.

Jeudi 7 juillet

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 20 h 35 Téléfilm : Lettre du bagne, de Jean L'Hôte. La rencontre étonnante d'une jeune femme avec son père bagnard qu'elle croyait mort. Une fiction-reportage sur la condition de détenu à Cayenne.
 - 22 h 15 Caméra Festival. Robert Oppenheimer, le père de la bombe atomique, à travers des interviews et des films d'époque.
 - 23 h 20 Journal.
 - 23 h 35 Un soir, une étoile.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A2**
- 20 h 35 Clés des télévisions du monde. Soirées australiennes : Un train dans la nuit. Réal. L. Auzias. Un homme retrouvé mort dans un jardin, mystérieusement écrasé par un train qui roule sur une ligne de chemin de fer fantôme. Etrange !
 - 22 h 10 Document : la grande barrière de corail.
 - 22 h 50 Variétés : show Julie Anthony.
 - 23 h 20 Journal.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 20 h 35 Cinéma 16 : le Grand Braquet, d'A. Bondard, réal. R. Fasquel (à l'occasion du Tour de France). Un grand-père, image d'un Français moyen, rêve de faire de son petit-fils un émule de Fausto Coppi, mais n'y

Vendredi 8 juillet

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 11 h 35 Vision plus.
 - 12 h 30 La Bar de l'été.
 - 13 h Journal.
 - 14 h 50 Tennis : Coupe Davis France-Paraguay, en direct de Marseille (et à 18 h 30).
 - 15 h 15 Tour de France (et à 19 h 45).
 - 18 h - Le rendez-vous.
 - 18 h 10 Retour à la demande : Joseph Basmalo.
 - 19 h 5 Météorologie.
 - 19 h 15 Emissions régionales.
 - 19 h 40 Jeu : Superdici.
 - 20 h Journal (et à 22 h 25).
 - 20 h 35 Au théâtre ce soir : Allo Héloïse. de Ray Cooney et Gene Stone, mise en scène : F. Joffa. Avec F. Lemaire, V. Rojan et C. Zanetti. La vie possible d'un célibataire de quarante ans bouleversée par l'arrivée d'une jeune femme - punk -. Pour ceux qui le thème intéresse encore.
 - 22 h 35 Court métrage : le Voyage d'Orphée. de Jean Mamel Costa et Sylvia Fabrizi.
 - 22 h 50 Journal.
 - 23 h 15 Un soir, une étoile.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A2**
- 10 h 30 ANTOPE.
 - 12 h Journal (et à 12 h 45).
 - 12 h 10 Platine 45. Kagagagoo, Police, Sparks.
 - 12 h 30 Tour de France.
 - 13 h 35 Série : La Virginie.
 - 14 h 45 Aujourd'hui la vie. Portrait d'un homme : Rodolphe Diaz Jimenez.
 - 15 h 5 Dessins animés.
 - 15 h 55 Sports été.
 - 16 h 55 Coupe Kora : jeux européens des handicaps : volleyball : Coupe America.
 - 18 h Récit A2.
 - 18 h 30 C'est la vie.
 - 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 19 h 15 Emissions régionales.
 - 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
 - 20 h Journal.
 - 20 h 35 Série : Verdi. De R. Casellani. Deuxième épisode de la colossale biographie de Giuseppe Verdi. Cette fois le musicien est curieusement reculé à l'entrée au Conservatoire. Un peu de didactique qui défie les pires moments de la télévision scolaire.
 - 21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : dantes hors série, sous-titré : F. Chatelet (Garry), J. de Coigny (Une vie pas comme les autres), V. Forrester (Van Gogh au l'autisme dans les bleds), H.-F. Rey (Le Sacre de la patrie) et G. Lapouge (pour Sarrasin de G.B. Edwards).
 - 22 h 45 Journal.
 - 22 h 55 Cinéma d'été, cinéma d'auteur : Les aveux les plus doux. Film franco-algérien d'E. Molinaro (1971), avec F. Nègre, R. Ham, M. Porel, C. Cellier, G. Landry (rediffusion). Deux policiers cherchent à obtenir les aveux d'un jeune homme qui a participé à un hold-up, par des moyens brutaux et une ignoble machination psychologique. Adaptation d'une pièce de Georges Arnaud. A travers la démolition de certaines méthodes inhumaines, un réquisitoire sans nuances contre la police. Les acteurs eux-mêmes n'hésitent pas à forcer la démonstration.

- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 18 h 55 Tribune libre. M.A.N. (Mouvement pour une alternative non violente).

Réceptions

Pour célébrer le vingt et unième anniversaire de l'indépendance nationale, et à l'occasion du dixième anniversaire de la Deuxième République, l'ambassadeur du Rwanda et M^{me} Bonaventure Ubahiro ont donné mardi une réception dans les Salons de l'Académie diplomatique internationale.

Naissances

M. Guy-Georges OSBACH et M^{me} née Gaby Werlé, ont la joie d'annoncer la naissance de

Nils-Alexander, Aïen-El-Provence, le 4 juillet 1983.

Florence RAILLARD et Jean-Pierre GONGUET ont la joie d'annoncer la naissance de

Paris, le 5 juillet 1983.

Décès

M^{me} veuve Suzanne Dondoux, Le docteur Jean Chevaux, M^{me} Jeanne Gaudin-Touze, M. Jacques Dondoux, M. Philippe Dondoux, leurs conjoints et leurs enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès le

2 juillet 1983, au Puy de M^{me} veuve Paul CHEVASSUS, née Gabrielle Dorand, professeur honoraire.

L'enterrement a eu lieu après un service célébré par le pasteur Aublet, le 5 juillet, à Fontenay (Ardèche). Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Jules Elkaim, Ses enfants et petits-enfants, ses sœurs, belle-sœur, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jules ELKAIM, inspecteur central des P.T.T. (E.R.), grand invalide de guerre 1914, chevalier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre française, croix de guerre serbe,

survenu dans sa quatre-vingt-huitième année.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière de Bagneux-Parisien, le jeudi 7 juillet, à 16 h 30.

20, rue Marie-Stuart, 75002 Paris.

Clermont-Ferrand. Chamaillard, M. et M^{me} Jacques Leclair, M. et M^{me} Michel Leclair-Nedeljovic.

M^{me} Florence Leclair, MM. Emmanuel et Loïc Leclair, M. et M^{me} Charles Leclair et leurs enfants, M^{me} Marguerite Poux et sa famille, M. Henri Gauthier, Les familles Leclair, Mallet, Gauthier, Baraud, Hestey et Lhoste, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien LECLAIRE, professeur honoraire de l'université de Caen, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite, commandeur de l'Ordre des Palmes académiques,

survenu accidentellement le 2 juillet 1983, dans leur soixante-quatrième et soixante-seizième année. Les obsèques ont eu lieu le 5 juillet, à 16 h 30, à Beaumont (69), dans la plus stricte intimité.

M^{me} Antoine Partrat, son épouse, Françoise et Roger Partrat, Jeanne et Christian Partrat, Marie-Thérèse et Jean-Pierre Faugère, ses enfants, Ses petits-enfants et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Antoine PARTRAT, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, officier de la Légion d'honneur, survenu le 5 juillet 1983, dans sa soixante-quatrième année.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Dominique, rue de la Tombe-Isidore, Paris-14^e, le lundi 11 juillet, à 8 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. [Né le 4 mai 1910 à Fiminy Lajal, Antoine Partrat, licencié en droit, élu en 1929 à la direction générale des impôts. Conseiller régional à la Cour des comptes en 1952, il avait été membre du cabinet ministériel, notamment comme directeur-adjoint du cabinet, puis comme directeur au cabinet de M. Antoine Freny, alors ministre des finances (de 1958 à 1960). Antoine Partrat qui était le père de l'ancien député communiste de la Loire, Roger Partrat, était conseiller maître à la Cour des comptes depuis 1972.]

On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Marcel SCHLUMBERGER, née Jeanne Lauer, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 5 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

De la part de Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants.

La cérémonie religieuse aura lieu au Val-Richer, le vendredi 8 juillet, à 17 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Saint-Ouen-le-Pin (Calvados).

On nous prie d'annoncer le décès de M. Marcel VERGON, ancien combattant, croix de guerre 1939-1945, lieutenant F.F.I., commandant du maquis de Pesmes (Haute-Saône).

survenu en son domicile, 18, quai du Louvre, Paris-1^{er}, le 5 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

De la part de M^{me} Jacqueline Cartier, sa fille, M. Jacques Cartier, son gendre, Christophe et Sylvain, ses petits-fils, Des familles Cartier, Rosand, Pichon, Siquet, Casanova, Nassoy, Urincher, Gréard et Toussaint, ses parents et alliés.

La levée du corps aura lieu à la maison mortuaire, le samedi 9 juillet 1983, à 8 heures. L'inhumation se fera le même jour, à 15 heures, au cimetière de Fontaines (Jura), dans la sépulture de famille.

18, quai du Louvre, 75001 Paris.

Anniversaires

A l'occasion du premier anniversaire de la disparition de M. René JEUDY, consul général de France, une messe sera célébrée le dimanche 10 juillet 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre-le-Minimes, à Clermont-Ferrand.

Une messe est demandée à son intention à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

Il y a cinq ans mourait M. Jean TEYSSANDIER, Le corps disparaît, les actes restent.

Communications diverses

Famille Antoine Nguyễn Văn Ngoc, née Marie-Thérèse Nguyễn Thị Ngọc-Kim (Ngoc-Kim dite Kim Quy) fille de M. et M^{me} F. Mathias Nguyễn Ngọc Tin, responsable du service du cadastre à Hanoï, avant les événements de 1945.

Adresse actuelle : 14, rue Henri-Flores, 13001 Marseille (France).

prient leurs bienfaiteurs, amis et connaissances de trouver l'expression de leur très vive reconnaissance pour les précieux aides et soutiens.

Par suite de l'élaboration d'un livre dont la parution est imminente, des malades et bouleversements, ils n'ont pu, en temps utile, témoigner leur gratitude envers eux.

Ils n'oublieront jamais leurs bienfaits, et, en retour, ils prient à leurs intentions, avec possibilité de contacts chaleureux en perspective.

Le Monde

DI MANCHE

de l'été

Au sommaire du numéro du 10 juillet

- Portrait imaginaire de ... Vercingétorix, par Max Gallo.
- Les idées françaises s'exportent mal, enquête d'Agnès Thivent.
- Histoire des France : III. En 1848, Limoges devient la Rome du socialisme, par Alain Corbin.
- Feuilleton : Tentation, par Catherine Rihoit. Chapitre III : Suspendu d'écue.
- Une page de jeux, avec le « portrait chinois » d'Alain Juppé.

	Le 7/7	Le 15/15
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le 7/7	Le 15/15
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	38,85
AUTOMOBILES	33,60	38,85
AGENDA	33,60	38,85

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune responsable trésorerie prévisionnelle

UN GROUPE IMMOBILIER DU SECTEUR SOCIAL renforce ses structures financières et recherche son Responsable trésorerie prévisionnelle.

Ce poste, rattaché directement au Contrôleur de Gestion du groupe, sera confié à une jeune diplômée de gestion ou ESC, ayant acquis une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans en trésorerie et/ou gestion. Sa mission impliquera :

- le recueil d'informations auprès des différents services ou sociétés du groupe,
- l'établissement de la trésorerie à MT et LT et le suivi des écarts en liaison avec le contrôle budgétaire.

Poste intéressant et évolutif pour candidat motivé.

Poste à Paris.

Écrire en précisant prétentions sous réf. NG 620 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris

MÉDIA 15-25

RÉGIE PUBLICITAIRE SPÉCIALISÉE dans la formation première et dans la formation continue - rubriques "Éducation et Formation" et "Formation Continue" de L'Express, rubrique "Formation Continue" de L'Expansion...

RECRUTE

VENDEUR(SE) D'ESPACES PUBLICITAIRES mi-temps ou plein temps fixe + intéressement

Adresser lettre manuscrite + C.V. avec photo + prétentions à MEDIA 15-25, 6, rue d'Alsace, 75005 Paris (ne pas téléphoner, ne pas se présenter, réponse rapide assurée).

Lycée Privé filles Paris

responsable

INTERNET

Emploi, soutien scolaire.

Boite sous le n° 7 041 403 M

RÉGIE-PRESSE

68 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Organisme de formation

PARIS recherche

PROFESSEUR

DE GREC

Langue maternelle grecque.

Tél. : 238-14-34.

Organisme de formation

PARIS recherche

PROFESSEUR

DE GREC

Spécialité en finance.

Tél. : 238-14-34.

CENTRE DE

PSYCHOLOGIE

ET D'EFFICACITÉ

17, rue des Arcades,

Paris-17

recherche

GRAPHOLOGUE

A MI-TEMPS

Diplômé (e) de la Faculté de

graphologie ou G.C.C.F. Emploi

alterné, convenant à personne

compétente, ayant la conscience

des devoirs de travail et l'expérience

des techniques de la graphologie

(niveau 1 ou 2). Env. C.V. manuscrit +

prét. à 178 r. 1453.

LA VILLE D'OYONNAX

annonces :

2 postes vacants d'agents

vacataires au 1^{er} septembre 1983

● Régisseur général chargé du

fonctionnement et de la

maintenance de deux salles

de spectacles (800 et 100 places).

● Respons. à l'information

chargée de la promotion de la

programmation et de l'information

générale du Centre culturel

(services sociaux, bibliothèque,

conservatoire).

Pour ces deux postes, expérience

indispensable. Envoyer lettre

manuscrite et c.v. à : Monsieur le Maire, Mairie,

01108 OYONNAX CEDEX.

La ville de Mezon,

Seine-et-Marne (77) recrute par

concours ses titulaires et ses

adjoints :

● Un Directeur pour l'école

générale des deux sexes.

Candidature et C.V. à adresser,

pour le 20 septembre 1983 au

plus tard à M. le Maire de la

ville de Mezon.

HOTEL DE VILLE

Services du Personnel

7 1018 MACON CEDEX.

cours et leçons

Apprenez l'allemand à Brème

Europ. Sommerschule 83

de 5 et 30 sept.

20 heures de cours

par semaine.

Programme politique

et culturel.

Visites et excursions.

Hébergement dans

des familles (demi-pension).

Px 1000 DM et compris

les cours et les repas.

Les cours se font

sous la direction de

la directrice de la

école. Informations et

inscriptions : Dial. 06

06 06 06 06 06.

propositions

diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses

possibilités d'emplois stables,

bien rémunérés à toutes et

à tous avec ou sans diplôme.

Demandez nous une brochure

sur notre revue spécialisée

FRANCE CARRIÈRES (C 15)

Boite postale 42208 PARIS.

emploi régional

LA VILLE D'OYONNAX

annonces :

2 postes vacants d'agents

vacataires au 1^{er} septembre 1983

● Régisseur général chargé du

fonctionnement et de la

maintenance de deux salles

de spectacles (800 et 100 places).

● Respons. à l'information

chargée de la promotion de la

programmation et de l'information

générale du Centre culturel

(services sociaux, bibliothèque,

conservatoire).

Pour ces deux postes, expérience

indispensable. Envoyer lettre

manuscrite et c.v. à : Monsieur le Maire, Mairie,

01108 OYONNAX CEDEX.

La ville de Mezon,

Seine-et-Marne (77) recrute par

concours ses titulaires et ses

adjoints :

● Un Directeur pour l'école

générale des deux sexes.

Candidature et C.V. à adresser,

pour le 20 septembre 1983 au

plus tard à M. le Maire de la

ville de Mezon.

L'immobilier

appartements ventes

appartements ventes

1^{er} arrdt

HALLES

ZONE MÉTROPOLITAINNE

2 PIÈCES 47 m²

+ POSSIBIL. MEZZANINE 20 m²

A. TERMINÉ. EXCEPTIONNEL.

Prix 440.000 F. ME VOIR

JEUDI, VENDREDI 14-18 h.

1, RUE DU CYGNE.

4^{ème} arrdt

MARAI

De imm. de caractère rénové et

très bel apt 100 m², grd

séjour, 2 chbres, cuit. indép.

double, entrée, 2 salles

de bain, mètre + douche,

2 w.-c., dressing, 2 p.

entre 8 h et 10 h et ap. 20 h :

224-57-07.

5^{ème} arrdt

NEUF

IMMEUBLE TRÈS

GRAND LUXE

DE 20 APPARTEMENTS

Livraison immédiate

JARDIN PLANTES

1 et 3, RUE POLVEAU

DU 5 au 6 PIÈCES

et DUPLEX-TERRASSES

A partir de 16.000 F la m²

forme et définitive

APPARTEMENT TÉMOIN

Tous les jours 14 h à 18 h

seul mercredi et dimanche

A.W.I. Tél. : 287-37-37.

6^{ème} arrdt

VUE MAGNIFIQUE S/ÉGLISE

ST-GERMAIN-DES-PRÉS

Appartement de caractère, en

duplex, grand séjour, 3 chbres,

1.700.000 F. - 337-51-68.

RUE D'ANJOU, Malesherbes

Apt 240 m², 3^{ème} ét. dispos.

indé, parq. privé, 2 p.

entr., prof. mètre, 1^{er} ét.

hors catégorie, 3.150.000 F.

Tél. 58 14-00-98 et 325-17-25.

LUXEMBOURG, 2^{ème} p., cuis.

s. d'est, immec. 288.000 F.

Etude Rive gauche. 222-70-63.

LUXEMBOURG MADAME

4 p. Directeur, asc. 354-42-70.

7^{ème} arrdt

RUE BONAPARTE

M. SAINT-SULPICE

Gd apt à moderniser, beau

sejour, s. à manger, 6 chbres,

salon, cuisine, salle de bain,

prof. 110 m², soléil, balcon.

Tél. 567-01-22.

8^{ème} arrdt

VAINEAU

Pierre de T. beau 2 p. et cf.

Px 480.000 F. 325-97-15.

VERNEUIL, 4 p., lux. 354-42-70.

9^{ème} arrdt

SUR JARONNET

125 m², CARACTÈRE, CALME.

ÉCOLE MILITAIRE

Grand séjour, cuisine, bain +

sejour aménagé, décoré, refait

neuf. Téléphone : 577-47-74.

ST-DOMINIQUE-SOULIOT

Gd stand, rez-de-jard., magni-

fique studio 84 m², plein couch.

Px : 650.000 F. 577-98-85.

10^{ème} arrdt

RUE MONCEAU, immeuble

de 1920, gd stand, asc.,

2 p., 2 ch., 2 s., 2 w.-c.,

finition au goût du client.

Simra 355-08-40.

11^{ème} arrdt

VUE

EXCEPTIONNELLE

SUR PARIS

OU STUDIO AU 5 PCES

Sur place ou jour et demain, de

11 h à 19 h et de 14 h à 19 h.

SAINT-MARTIN

GRANDE-AUX-BELLES

152, quai de Jemmapes.

Téléphone : 245-73-13.

12^{ème} arrdt

EXCEPTIONNEL

Tout imm. pierre de taille.

2 PIÈCES - 289.000 F.

ENTRÉE RÉFAT

Interphone : 234-11-38.

AV. MICHEL-BIZOT

Dans bel immeuble, studio tout

confort occupé par 80 ans.

Loyer 800 F. très bon support

Téléphone : 704-27-37.

13^{ème} arrdt

MÉTRO

PORTE D'ITALIE

PRÊTS

CONVENTIONNÉS

à LIGIERE DE PARIS

45, avenue Jean-Jaures,

2, 3, 4, 5 pièces

</

VIVE RÉACTION DE LA C.E.E. AUX MESURES PROTECTIONNISTES AMÉRICAINES CONCERNANT LES ACIERS SPÉCIAUX

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne a exprimé son « profond mécontentement » après avoir pris connaissance des mesures de protection prises par les États-Unis pour freiner les importations d'aciers spéciaux. Elle conteste la régularité de ces mesures au regard du GATT, estimant en effet que les importations, notamment européennes, ne sont pas à l'origine des difficultés que connaît l'industrie sidérurgique américaine. La Commission envisage la possibilité, après examen exhaustif du dossier, de porter le différend devant le GATT et de réclamer le cas échéant des compensations au nom de la C.E.E.

Les Allemands et les Français vont être les plus affectés par les mesures protectionnistes américaines. Sur 28 000 tonnes d'aciers spéciaux exportés vers les États-Unis en 1982 par la C.E.E., 36 000 tonnes ont été livrées par la R.F.A., 28 000 tonnes par la France, 10 000 tonnes par le Royaume-Uni, 5 000 tonnes par l'Italie, 3 000 tonnes par le Benelux. En 1982, la production d'aciers spéciaux dans la Communauté s'est élevée à 2 millions de tonnes 400 000 ont été exportées vers des pays tiers.

Ph. L.

• Trois groupes de travail sur les problèmes de distribution de livres viennent d'être constitués, sur proposition du ministre délégué à la Culture, à l'issue d'une « table ronde » qui avait réuni mardi 5 juillet, Y participaient, outre des représentants du ministère et des parlementaires, le Syndicat national de l'édition, sept entreprises de distribution, les principales fédérations syndicales de librairie (U.S.L.F. et F.F.S.L.), les syndicats des grandes surfaces et grands magasins. Les groupes de travail remettront leurs conclusions en décembre.

« L'année dernière, à même époque, les caisses étaient vides. Cette année, il n'y a même plus de caisses. » Derrière la boutade de ce haut fonctionnaire perçut l'amertume. Plus que tout autre, il sait que l'exercice budgétaire donne la mesure de l'état de santé d'une économie et de son évolution prévisible. Or en cet été 1983, la chasse aux milliards a pris une tournure quasi-dramatique.

Avec une économie sans croissance, des impératifs politiques de justice sociale et de « gestion économique du chômage », des dépenses de fonctionnement que l'on ne peut comprimer au-delà d'un certain seuil (sauf à licencier dans la fonction publique ou à baisser les salaires en termes réels), une pression fiscale qui atteint déjà les limites du supportable pour bon nombre de contribuables, la marge de manœuvre du gouvernement apparaît bien étroite.

La tentation est donc grande de sacrifier les investissements, les actions offensives, le long terme, au profit des subventions d'équilibre, de la gestion à court terme, des actions purement défensives. Les discussions autour des dotations budgétaires au secteur public et national, et des crédits de la filière électronique sont à cet égard révélateurs.

Le renouvellement du tissu industriel, la modernisation, l'investissement dans les nouvelles technologies, constituent depuis deux ans le credo des pouvoirs publics. Dans cet effort pour mettre la France et son industrie à l'heure de la seconde révolution industrielle, les industries électroniques devaient occuper une place de choix.

En juillet 1982, lors d'un conseil des ministres, le gouvernement décidait de faire du développement de la filière électronique la priorité industrielle des cinq prochaines années. Cela devait passer par une importante augmentation des investissements. Le chiffre de 140 milliards de francs sur cinq ans était avancé; l'État devait y prendre une part im-

portante. Comme client, comme initiateur (recherche, marchés d'étude), mais aussi comme actionnaire, puisqu'il contrôlait désormais à 50 %, à travers les groupes nationaux, l'activité de ce secteur.

On estimait alors que la part de l'État dans le financement des investissements devait passer de 5 milliards par an (répartis par tiers entre les armées, les P.T.T., la recherche et l'industrie) à 10-11 milliards de francs. L'amélioration des capacités d'autofinancement des entreprises devait faire le reste et permettre d'atteindre des objectifs ambitieux.

On s'en prend pas le chemin. Loin de s'améliorer, les marges d'autofinancement des entreprises fléchissent. Un phénomène général, qui n'épargne pas l'électronique. De 1977 à 1982, la part moyenne des charges sociales externes et obligatoires supportées, en sus des salaires, par les sociétés de ce secteur est passée de 66,09 % à 74,06 %. Comment, dans ces conditions, pourraient-elles accroître leur effort d'investissement ? Rien de sérieux, on presquait, n'a été fait pour redonner confiance aux investisseurs, aux créateurs d'entreprise potentiels, pourtant nombreux dans ce domaine.

Quant à l'État, il ne paraît pas en mesure d'assumer la totalité de ses engagements. Lors des premières ébauches pour le budget 1984, les services de la rue de Grenelle avaient demandé près de 3 milliards de francs de crédits de recherche et d'actions de politique industrielle, qui devaient être gérés pour l'essentiel par la direction des industries électriques et électroniques (D.I.E.E.) et 2,5 milliards de francs de dotation en capital pour les groupes nationalisés du secteur (dont 1,5 milliard pour Bull). Ces sommes, liées aux efforts des P.T.T. et des armées, devaient permettre d'approcher l'objectif de 10 milliards.

Dans l'état actuel des réflexions, non seulement ce chiffre global ne sera pas atteint, mais une bonne part des crédits pour l'électronique va

être soustraits du budget général et mis à la charge des P.T.T. — plus précisément de la direction générale des télécommunications — qui disposent, on le sait, d'un budget annexé, avec ses propres sources de financement.

Si le principe de ce transfert était acquis depuis quelques jours, les modalités techniques ont donné lieu à d'âpres discussions. Les uns pensaient que la D.G.T. devait reprendre l'ensemble des crédits de la D.I.E.E., ainsi que les dotations en fonds propres des groupes nationaux. Les autres estimaient que la D.G.T. ne devait prendre en compte que la part liée aux télécommunications, à l'informatique, à la télématique et à la bureautique, les actions pour les composants et l'électronique grand public restant à la D.I.E.E.

La cognotte

C'est finalement cette seconde hypothèse qui a été retenue jeudi en fin de matinée. Pour 1984, les P.T.T. financeront 3,4 milliards de francs pour la filière électronique, 1,8 milliard pour les crédits de développement et 1,6 milliard pour les dotations en capital des entreprises du secteur. Les P.T.T. assureront désormais la tutelle des télécom, de l'informatique et de la bureautique. Tombent restera-t-il à la D.I.E.E. ? Au plus 1 à 1,2 milliard de francs semble-t-il.

L'idée d'utiliser la « cognotte » de la D.G.T. pour des actions de politique industrielle dans la filière électronique était dans l'air depuis plus d'un an. L'existence de deux entités ministérielles distinctes avait retardé l'opération. Or, depuis le remaniement du 25 mars dernier, M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a également la tutelle des P.T.T. Le transfert aux P.T.T. de la charge des crédits de la filière électronique peut donc être présenté comme une restructuration, une rationalisation à

l'intérieur d'un même ensemble. Une solution qui n'entraîne pas, on en est sûr, de services de la rue de Rivoli, soulagés d'autant de dépenses.

Débudgetisation

Faire financer par les P.T.T. une partie des investissements de l'industrie électronique n'est pas en soi absurde. Utiliser les compétences techniques de la D.G.T. en lui confiant le pilotage de certains programmes d'équipement liés à la télématique répond à une certaine logique. Laisser aux P.T.T. la libre disposition d'une petite fraction des fonds des chèques postaux pour financer de telles actions n'aurait pas été non plus scandaleux. Mais ce projet de transfert de charge et de compétence va bien au-delà et pose, de ce fait, de multiples problèmes.

Il y a d'abord son caractère évident de débudgetisation, qui sera, à n'en pas douter, relevé par les parlementaires. Il y a ensuite le risque qu'il se traduise de facto par une amputation des crédits affectés au développement des industries électroniques. Car la manne des P.T.T. n'est pas inépuisable. Certes l'entreprise Telecom dégage encore un beau cash flow. Mais, de prévisions exceptionnelles (2 milliard de francs environ par an) au profit du budget général en remise de pénalité, de provisions pour perte de change (3 milliards au moins) en programme de ciblage, sa marge de manœuvre se rétrécit.

La Cour des comptes relevait dans son dernier rapport que « le solde positif des principales activités bénéficiaires de la D.G.T. s'amenuise progressivement... et que les frais financiers représentent une part de plus en plus grande des dépenses d'exploitation ».

Pour financer les 3,4 milliards de francs supplémentaires, la D.G.T. devra trouver des ressources nouvelles. Par « redéploiement interne », comme l'on dit pudiquement, mais aussi et surtout par une

augmentation des tarifs et/ou un recours accru à l'emprunt sur le marché international par le biais de la Caisse nationale des télécommunications et des sociétés de financement spécialisées.

N'est-ce pas contradictoire avec les principes de la charte de gestion des P.T.T. adoptée il y a quelques semaines en conseil des ministres, qui limitait précisément l'appel au marché financier ? Est-ce bien dans le rôle de la D.G.T. de financer par emprunts à l'étranger des investissements qui ne sont pas pour elle générateurs de recettes directes, d'être le bailleur de fonds de sociétés, l'actionnaire de sociétés comme Bull ? A-t-elle les moyens humains, les structures nécessaires pour piloter la quasi-totalité de la filière, gérer les crédits et les répartir ? Ne risque-t-on pas de surcharger sa banque, de disperser ses efforts, de nuire au crédit international de la C.N.T., de mettre dans le rouge le seul organisme public qui ne l'est pas ?

Reste la question de fond. Quelle que soit sa présentation, ce projet n'est-il pas d'abord motivé par une question de gros sous ? par la difficulté de boucler le budget 1984 dès lors que le gouvernement n'ose pas opérer les choix, aussi douloureux soient-ils, en matière de politique industrielle. Tout se passe comme si l'on se débarrassait sur les P.T.T. du « bébé de l'électronique » pour consacrer l'essentiel des crédits à ces nouveaux des Danaïdes que sont la sidérurgie, la chimie, les Charbonnages... sans parler des entreprises publiques comme la S.N.C.F.

On s'est imaginé un temps que l'on allait pouvoir tout faire : maintenir l'emploi et conserver le même niveau de protection sociale ; maintenir une forte présence dans les secteurs traditionnels de l'industrie, le rénovier en douceur, tout en investissant massivement sur les industries de demain. Peut-être aurai-on pu le faire il y a quatre ans, deux ans encore. Aujourd'hui, c'est impossible. Plus on tarde, plus ce sera douloureux, et plus on hypothèque l'avenir.

J.-M. QUATREPOINT.

ÉNERGIE

Les experts du Plan relancent le débat entre le charbon et le nucléaire

(Suite de la première page.)

A l'horizon 1990, seul l'approvisionnement extérieur en pétrole et en charbon fait preuve d'une certaine souplesse. Ce constat, qui constituait l'essentiel d'un premier mémoire, remis à la puissance publique au mois de mai (le Monde du 14 mai) ne doit cependant pas conduire à abandonner les efforts visant à diminuer la dépendance énergétique.

Trois scénarios

Des choix s'imposent, ainsi que des politiques visant, non plus à adapter l'offre à la demande, mais à adapter la demande « à la fois mal possible » la demande « à la fois offre provisoirement excédentaire ». Pour ce faire, le groupe long terme a élaboré trois stratégies énergétiques contrastées sur lesquelles ont été greffés deux variantes correspondant à des efforts accrus en matière d'économies d'énergie — lesquelles demeurent l'un des principaux « gisements » français d'énergie.

La première stratégie de « pénétration aussi forte que possible sur l'électricité » consiste à saturer rapidement les capacités de production disponibles à court terme, et à poursuivre un développement soutenu du programme nucléaire à moyen terme. Dans cette perspective, le charbon continue à décliner, en valeur absolue, malgré une renommée

uprés 1990 en cas de croissance soutenue. Le gaz ne se maintient pas au niveau des contrats d'approvisionnement, devenus effectifs après 1987, (représentant un minimum 28 millions de TEP) et le pétrole décroît vivement.

La deuxième stratégie, dite « de modération des investissements dans le secteur de l'énergie », vise à profiter de la détente prévue sur le marché international des hydrocarbures — pétrole et gaz — pour faire une pause en matière d'investissement, notamment dans le nucléaire. Les capacités de financement ainsi dégagées pourraient être investies dans d'autres secteurs de l'économie confrontés à une difficulté de compétition extérieure. Dans cette hypothèse, le pétrole maintient ses débouchés, le gaz naturel poursuit son expansion. Par contre, la régression de l'industrie charbonnière est plus accentuée encore qu'avec la première stratégie, et l'industrie électrique (donc le nucléaire) voit sa progression stoppée et ne doit engager aucune tranche nucléaire durant le IX^e Plan.

La troisième stratégie, dite « de diversification en faveur du charbon, des usages performants de l'électricité et des énergies nouvelles ou renouvelables » conduit à un marché globalement plus réduit grâce aux économies d'énergie. La pénétration du charbon — importé

pour sa moitié — est plus forte que dans les autres hypothèses, l'électricité — grâce à des efforts soutenus de pénétration, notamment dans l'industrie, — connaît une expansion non négligeable, proche de celle envisagée dans le premier scénario, et les énergies nouvelles ou renouvelables sont favorisées. En revanche, le pétrole et le gaz naturel régressent rapidement.

Deux variantes économiques d'énergie ont été jointes aux stratégies 1 et 2. Dans la stratégie 1, la consommation totale est réduite d'environ 15 millions TEP, ce qui réduit la consommation d'électricité, mais surtout celle de pétrole et de gaz naturel. Dans la stratégie 2, la consommation totale ne diminue pas, de même que la demande en électricité, par contre les consommations de pétrole et de gaz naturel baissent.

Régression du charbon et du pétrole

Pour choisir entre ces cinq directions, le groupe long terme a examiné, cas par cas, les implications macro-économiques de chacune de ces stratégies (en terme de croissance, d'emploi, d'équilibre extérieur, etc.) ainsi que la vulnérabilité potentielle du système choisi aux aléas extérieurs, notamment en matière d'approvisionnement, les consé-

quences de ces choix sur les exportations des industries associées aux filières énergétiques (industrie paraffinère, para-charbonnière, etc.).

Au total, la stratégie retenue par le « groupe long terme », propose d'utiliser au maximum les capacités d'offre incompressibles, gaz et électricité, principalement, sans créer des surcoûts excessifs liés à une régression très rapide des autres industries (charbon et pétrole), en cherchant à leur adapter la demande, en forte régression. Le nucléaire — et l'électricité — continue à croître, mais à un rythme pouvant atteindre en 1990 54 à 65 millions de tep (voir tableau), ce qui, moyennant des efforts vigoureux de pénétration de l'électricité dans l'industrie et d'exportation d'électricité, devrait permettre d'équilibrer à peu près l'offre prévue avec la demande.

Pour l'horizon 2000, le groupe long terme table sur une consommation primaire d'énergie nucléaire comprise entre 70 et 85 millions de tep, ce qui correspond à la consommation de neuf à dix tranches nucléaires entre 1983 et 1990, soit deux la première année, puis une par an à partir de 1984, ce qui marque un net ralentissement par rapport aux tendances antérieures (quatre à cinq tranches par an).

Le charbon, par contre, voit sa contribution régresser. Le groupe long terme recommande une limitation de la production française aux seuls gisements permettant de se conformer à la préférence nationale, ce qui entraîne une réduction progressive de la production par rapport à son niveau actuel (15 millions de tonnes en 1990 contre 18). Les importations devant couvrir grosso modo la moitié des besoins. Pour le gaz, le groupe long terme recommande que G.D.F. « envisage dès à présent toutes les mesures nécessaires pour adapter son approvisionnement ».

Le pétrole devrait également continuer de régresser vivement dans l'offre totale d'énergie. Le groupe long terme a souligné néanmoins la nécessité de maintenir une activité pétrolière française importante à l'étranger afin de soutenir l'industrie para-pétrolière — qui a réalisé en 1981 un chiffre d'affaires de 50 milliards de francs — ainsi que les investissements considérables qui devront être consentis par les groupes pétroliers pour adapter l'ou-

ture de raffinage à la demande. La moindre consommation de produits lourds impose des investissements de conversion profonde. Les énergies nouvelles, enfin, devraient voir leur part croître modérément au cours des prochaines décennies.

Une action sur la demande

Parallèlement, le groupe recommande une action soutenue sur la demande visant d'abord à promouvoir les usages performants de l'électricité, afin d'écouler la production prévue, les systèmes bi-énergie (électricité-hydrocarbures). L'utilisation du charbon dans l'industrie et les économies d'énergie, sur lesquelles, compte tenu de coûts avantageux par rapport aux importations et des effets sur la balance extérieure, les efforts doivent être poursuivis, notamment dans l'industrie.

La publication du rapport du groupe long terme énergie constitue à l'évidence une date marquante de la politique énergétique française. Les travaux du groupe ont le mérite d'éclaircir les débats, de faire préciser l'ensemble de ces coûts et leurs conséquences sur le reste de l'économie. Mais il y a fort à craindre que les contraintes budgétaires ne remettent en question, cas par cas, le difficile compromis élaboré par le groupe. On risque alors de se retrouver confronté à la situation décrite en pointillé tout le long du rapport : une surcapacité importante, source de gaspillage, jointe à une dépendance toujours considérable vis-à-vis de l'étranger et à des coûts pénalisant l'industrie française par rapport à ses concurrents.

VÉRONIQUE MAURIS.

En l'an 2000, le nucléaire devrait fournir plus du tiers de l'énergie française

	1982		1990		2000	
Offre d'énergie (en millions de TEP)	Offre en volume (en millions de TEP)	Répartition en pourcentage du total	Scénario lent	Scénario rapide	Répartition en pourcentage du total	Répartition en pourcentage du total
• Charbon dont production nationale	32,5 (12)	17,7 %	18-20 (10-12)	20-23 (10-12)	11 %	25-35 (8-12)
• Pétrole dont production nationale	85,3 (2,5)	46,5 %	60-65	68-70 (2,5)	33,1 %	55-65 (2,5)
• Gaz naturel dont production nationale	23,4 (6,2)	12,7 %	28-30	28-30 (3)	13 %	20-30 (1,5)
• Nucléaire	22,9	12,5 %	54-62	57-65	31 %	70-85
• Hydraulique	15,8	8,6 %	15	15	7,6 %	16
• Énergies nouvelles ou renouvelables	3,6	2 %	6-8	8-9	4,3 %	10-16
• Total énergie primaire	182,7	100 %	178-187	190-200	100 %	220-235
• Production nationale		34 %		51 %		54 %

Source : Rapport du groupe long terme sur l'énergie (Commissariat au Plan).

Votre implantation aux U.S.A...

Woodlands, Texas: le centre technologique avancé de l'Amérique de demain.

Tout proche de Houston, Woodlands, Texas bénéficie des liaisons routières, maritimes et aériennes de la 5^e ville des États-Unis, 1^{er} taux de croissance du pays depuis 1970.

Loin de l'agitation urbaine, Woodlands offre des implantations industrielles, tertiaires et commerciales tournées vers les activités et les technologies de l'avenir, dans un cadre de vie et de loisir privilégié.

Woodlands, Texas: une porte ouverte sur le monde de demain.

Commercialisation exclusive pour la France:

Bourdais International
180-186 bd. Haussmann 75008 Paris. Tél.: (1) 562.11.80 (+). Télax 680 978 F

AFFAIRES

Le juge et le savetier

(Suite de la première page.)

Lorsqu'elle utilise des juges bénévoles dont le nombre n'est pas limité par les contraintes budgétaires, elle est plus rapide sans être pour autant moins acceptée par le justiciable, ni plus contestée par les cours d'appel.

L'attente devant les tribunaux de commerce est de 5,8 mois ; le taux d'appel et le taux d'information, égaux au taux le plus bas des juridictions civiles.

On se présente à l'Assemblée des projets de lois relatifs aux entreprises en difficulté, le garde des sceaux annonce non pas la suppression des tribunaux de commerce, mais l'« échelonnement » (1), c'est-à-dire l'affectation de magistrats de carrière parmi les juges consulaires élus, dans les chambres de faillites des tribunaux de commerce. On va donc démultiplier des magistrats déjà trop peu nombreux pour les affecter à celles qui le sont le moins !

Pour augmenter l'efficacité de la justice économique et marquer « la primauté donnée à l'économie sur la juridiction », on va alourdir le déroulement des procédures par la présence de magistrats qui n'ont jamais en la moindre expérience de l'entreprise, des usages commerciaux de sa profession, de la psychologie de ses hommes, entrepreneurs ou salariés.

En vérité, les conseillers les plus influents du garde des sceaux ne se sont jamais privés d'écrire (2) et de

dire (3) que l'échelonnement n'est qu'une mesure transitoire, fût-elle d'effectifs immédiatement suffisants, pour conduire à la suppression totale des tribunaux de commerce. L'un d'entre eux, oubliant la pondération qu'on exige d'un haut magistrat, n'a-t-il pas écrit qu'il faut briser l'homogénéité de l'institution « pour limiter les risques de dérive vers les deux troubles de l'affairisme ».

Le garde des sceaux, lui-même, dans le courrier des lecteurs de l'« Expansion », ne vient-il pas d'écrire que son projet avait « recueilli dans l'ensemble un accueil plutôt favorable, à l'exception évidemment de ceux dont l'état de droit actuel sert les intérêts ».

Quel insupportable mépris pour les patrons et les cadres des entreprises en grande majorité petites et moyennes, qui consacrent bénévolement leur temps à la justice !

L'aveuglement politique et l'influence néfaste d'un entourage plus militant que gestionnaire conduisent un grand ministre aux pires des paradoxes.

Ce gardien sourcilieux de l'indépendance judiciaire place les mandataires de justice, qui sont le bras séculier sans lequel les juges ne peuvent rien, sous l'autorité d'une commission qui peut les révoquer à tout moment, et dont sept des neuf membres ne sont pas des magistrats, mais, en majorité, des « personnes qualifiées » désignées par le gouvernement.

Pour ma part, juge depuis treize ans, chef depuis deux ans d'une juridiction qui prononce cent vingt mille décisions par an, j'ai été le témoin d'un travail de taupes d'organisations minoritaires parallèles aux institutions légales de la République, qui tentent de transformer l'appareil judiciaire en instrument de gouvernement.

J'avais rêvé d'une profonde et utile réforme des juridictions commerciales qui ait bonifié certaines rentes de notabilité, dynamisé le mode de recrutement des juges, adapté aux réalités la carte des tribunaux, brisé les enclaves d'intérêts de certains auxiliaires de justice, changé réellement pour tous la justice de chaque jour. Accordant foi aux propos du président de la République, j'avais cru qu'on avait besoin de tous les Français pour relever la France et sauver ses entreprises et leurs emplois.

Je donne ma démission, monsieur le garde des sceaux, pour défendre les droits du savetier et agir en citoyen de plein exercice et pour avoir la liberté de le dire.

JACQUES CARCASSONNE.

(1) N.D.L.R. - M. Robert Badinter, le 4 juillet, défendant son projet de loi sur les entreprises en difficulté à l'Assemblée nationale, a déclaré : « Les tribunaux de commerce doivent être réorganisés (...). Il n'est pas question de les supprimer ni de mettre à leur tête un président magistrat professionnel. Il n'est même pas envisagé de transformer les magistrats consulaires en échelons de magistrats professionnels qui prendraient la présidence des diverses chambres. Mais il est certain que les tribunaux de commerce assurent un rôle essentiel dans le choix et la mise en œuvre des solutions qui appellent les difficultés des entreprises. C'est précisément cette responsabilité économique et sociale qui commande la recherche d'une compétence et d'un fonctionnement améliorés des juridictions consulaires. » (Le Monde du 4 juillet.)

(2) Michel José, *Changer la justice*, Commission de réforme des tribunaux de commerce.

(3) Extrait de la balance commerciale du Brésil. - La balance commerciale du Brésil a été en juin excédentaire de 834 millions de dollars, chiffre qui constitue un nouveau record après ceux enregistrés au cours des trois mois précédents. Le surplus approche les 3 milliards de dollars pour le premier semestre de l'année.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
S.E.U.	7,6925	7,7010	+ 165	+ 200
S.S.	6,2600	6,2650	+ 145	+ 195
Yen (100)	3,2940	3,2105	+ 380	+ 350
DM	3,0015	3,0050	+ 120	+ 285
Florin	2,0200	2,0235	+ 125	+ 175
F.B. (100)	14,7725	14,9895	+ 440	+ 500
F.S.	3,6270	3,6310	+ 225	+ 250
L. (1 000)	5,0665	5,0715	+ 200	+ 155
F. franc	11,8330	11,8360	+ 255	+ 345

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/8	3/4	9/16	9/32	9/16	9/32	15/32	3/8	3/4
S.E.U.	4 1/2	4 7/8	4 7/8	5 1/8	4 15/16	5 5/16	5 5/16	5 11/16	6 3/8
DM	4 7/8	5 1/8	5 1/8	5 5/8	5 7/8	5 13/16	6	6 3/8	6 3/8
Florin	7 1/8	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
F.B. (100)	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4
F.S.	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
L. (1 000)	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F. franc	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

EMPLOI ET DURÉE DU TRAVAIL

Question de rythmes

Un conseil des ministres - exceptionnel - consacré à l'emploi reste à faire, la réunion gouvernementale du 6 juillet n'ayant guère dépassé le stade des orientations générales : favoriser la création ou le maintien d'emplois durables, accentuer l'effort de réduction de la durée du travail sur une base contractuelle, améliorer l'efficacité du service public de l'emploi, amplifier les actions pour l'insertion et la formation des jeunes (lire page 10). Si l'on met à part la pomme de discorde - entre les syndicats, d'une part, et le gouvernement, d'autre part, - de la réduction de la durée du travail, les trois autres orientations définies par M. Ralite ne courent pas le risque d'être contestées au niveau des principes.

Mais il faudra attendre pour que soient précisées les modalités du congé pour création d'entreprise, du congé sabbatique, du développement de la préretraite à temps partiel ou même de la réforme du chômage partiel. Sur ce dernier point, les aides de l'Etat aux entreprises recourant au chômage partiel pourraient devenir « forfaitaires », et le coût de leur échelonnement être ramené dans un premier temps de trente-neuf à trente-sept heures. Cent mille « entretiens approfondis mensuels » avec les chômeurs de longue durée ont été annoncés. Le souci d'aider cette catégorie est louable, mais il faut se souvenir qu'une opération similaire au cours des deux derniers mois de 1982 avait abouti, selon l'INSEE, à vingt mille ou trente mille radiations supplémentaires des fichiers de l'AN.P.E.

Sans y renoncer, le gouvernement a renvoyé à plus tard sa décision sur le décalage des cotisations des employeurs à l'assurance-maladie, un certain nombre de ministres ayant souhaité qu'une telle mesure fasse partie d'un examen d'ensemble de l'évolution financière des régimes sociaux et d'une réflexion sur la diversification des financements. Par ailleurs, la proposition de M. Ralite de créer une nouvelle formule de contrat emploi-production n'est pas encore reçue par M. Mauroy.

Sur la réduction de la durée du travail, le gouvernement a opté pour une démarche très pragmatique qui sera illustrée par la réunion que M. Bérégovoy a organisée le 7 juillet avec le patronat et les syndicats. Il doit en effet tenir compte des très graves réticences du patronat et de la profonde division des syndicats, la C.F.D.T. étant la seule organisation à en faire sa priorité de l'heure. La centrale de M. Maire va demander au gouvernement de « prendre les

mesures indispensables pour réactiver les négociations », et d'ouvrir des discussions dans le secteur public en 1983 pour des mesures en 1984. La C.F.T.C., au contraire, vient d'exprimer les plus vives réserves sur une réduction de la durée du travail, en considérant que « cette mesure ne semble pas être un remède », car elle apparaît de plus en plus dans les entreprises comme un chantage partiel déguisé.

Si M. Bérégovoy entend relancer la dynamique de la réduction de la durée du travail, c'est principalement par la voie contractuelle (avec notamment les contrats de solidarité) et au rythme souhaité par les salariés eux-mêmes. La direction reste celle des trente-cinq heures mais sans programmation précise (un objectif de trente-sept heures en 1984 n'est pas formellement envisagé, même si la réforme du chômage partiel peut être une incitation pour les entreprises à franchir cette étape) et sans mesure législative générale (sauf peut-être sur les durées maximales et les heures supplémentaires). Alors que le pouvoir d'achat baisse et que la C.G.T. demande le report de la date de conclusion du 8 juillet au 15 septembre prochain.

Décidément cette date-butoir du 8 juillet fait problème. Parmi beaucoup d'autres, les élus communistes ont eux aussi demandé au ministre des affaires sociales « une prolongation pour permettre aux assurés de vérifier ces inscriptions... Toutes ces opérations n'étant pas exemptes d'erreurs », écrit l'Humanité, dans son édition du 5 juillet. La C.G.T., pour sa part, a demandé dès le 30 juin le report de la date de clôture.

Les fraudes ou erreurs ont provoqué une véritable controverse depuis la première lettre envoyée le 3 mars dernier par M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. Suivent une seconde lettre le 28 avril, puis une troisième le 30 juin. Selon cette dernière, « les états de recensement adressés aux maires sont dans la plupart des cas parfaitement inexploitable ». L'anomalie n'est pas limitée à une région, mais à une « dimension nationale ».

M. Bergeron cite des exemples « parfaitement révélateurs de l'ampleur du problème ». Ainsi « nous avons constaté », lit-on dans la mise en garde, « que de nombreux électeurs étaient inscrits sur un nombre impressionnant de fois. (Nous en avons

MICHEL NOBLECOURT.

(1) A la SNIAS, F.O. a pourtant signé des accords sur la réduction de la durée du travail, malgré l'insuffisance des compensations salariales en tant que telles. Les avantages sociaux portatifs - et du maintien de l'emploi jusqu'à la fin 1985. La C.G.T. a rejeté l'accord et a organisé des référendums, à l'issue desquels « neuf mille cent trente salariés ont approuvé leur adhésion à la poursuite des négociations ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS À LA SÉCURITÉ SOCIALE Plusieurs syndicats demandent le report de la date de clôture des inscriptions, fixée au 8 juillet

C'est jusqu'au vendredi 8 juillet que tout assuré social peut vérifier, dans la mairie de son lieu de résidence, son inscription sur les listes pour les élections à la Sécurité sociale prévues pour le 19 octobre prochain. Jusqu'au 8 juillet, les maires reçoivent les inscriptions - qui sont obligatoires (1). Enfin le 22 juillet, elles devront afficher les listes électorales. Tout assuré pourra ensuite, si l'usage y a, saisir les tribunaux d'instance.

Les pouvoirs publics n'ont donc pas officiellement cédé aux diverses demandes réclamant le report de la date de clôture. Le calendrier annoncé il y a plusieurs mois est maintenu. Ce n'est pas faute de nombreuses contestations. « Devant les cas de plus en plus nombreux d'anomalies et d'oublis dans la formation des listes électorales pour la Sécurité sociale et les caisses d'allocations familiales » (la C.G.C. cite onze mille erreurs à Besançon, l'oubli de trois cent cinquante mille chômeurs en région parisienne), le délégué général de la C.G.C., M. Paul Marché, a écrit le 4 juillet à M. Pierre Bérégovoy pour lui demander le report de la date de conclusion du 8 juillet au 15 septembre prochain.

Décidément cette date-butoir du 8 juillet fait problème. Parmi beaucoup d'autres, les élus communistes ont eux aussi demandé au ministre des affaires sociales « une prolongation pour permettre aux assurés de vérifier ces inscriptions... Toutes ces opérations n'étant pas exemptes d'erreurs », écrit l'Humanité, dans son édition du 5 juillet. La C.G.T., pour sa part, a demandé dès le 30 juin le report de la date de clôture.

Les fraudes ou erreurs ont provoqué une véritable controverse depuis la première lettre envoyée le 3 mars dernier par M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. Suivent une seconde lettre le 28 avril, puis une troisième le 30 juin. Selon cette dernière, « les états de recensement adressés aux maires sont dans la plupart des cas parfaitement inexploitable ». L'anomalie n'est pas limitée à une région, mais à une « dimension nationale ».

M. Bergeron cite des exemples « parfaitement révélateurs de l'ampleur du problème ». Ainsi « nous avons constaté », lit-on dans la mise en garde, « que de nombreux électeurs étaient inscrits sur un nombre impressionnant de fois. (Nous en avons

MICHEL NOBLECOURT.

(1) A la SNIAS, F.O. a pourtant signé des accords sur la réduction de la durée du travail, malgré l'insuffisance des compensations salariales en tant que telles. Les avantages sociaux portatifs - et du maintien de l'emploi jusqu'à la fin 1985. La C.G.T. a rejeté l'accord et a organisé des référendums, à l'issue desquels « neuf mille cent trente salariés ont approuvé leur adhésion à la poursuite des négociations ».

M. Paul Bouchet président du Fonds d'action sociale

Par arrêté de Mme Georgina Dufour, secrétaire d'Etat à la famille, à la population et aux immigrés, M. Paul Bouchet, ancien bâtonnier de Lyon, devient président du Fonds d'action sociale, ce jeudi 7 juillet. Le conseil d'administration du FAS, chargé notamment de ce qui concerne le logement et la formation sociale des immigrés, s'est réuni la veille pour la dernière fois dans sa composition ancienne. Dans sa forme nouvelle (le Monde du 30 juin), il comprendra notamment trois représentants des travailleurs immigrés.

L'homme d'exigence

Maintenant nommé président du Fonds d'action sociale et, à ce titre, chargé d'animer la politique applicable à l'immigration, M. Paul Bouchet n'est pas de ceux qui résument le choix d'une profession à un signe, qu'il est avocat, la nature de ses engagements (mais il convient de dire qu'il est homme de gauche) ou la description de sa morale (même s'il est clair qu'elle est marquée par la fidélité).

Sans doute a-t-il cinquante-huit ans, un fils physicien qui vient de soutenir une thèse sur les fluctuations primordiales, quatre associés qui seraient amoindris sans lui, et lui-même diminué sans eux ; sans doute a-t-il, avec ses quatre-vingt, la force d'effort et de temps, mais sans guère d'argent, redonné bruit et vie au douloureux Goutelas, ce château, naguère ruiné, qui fut au seizième siècle l'un des centres intellectuels du Forez ; sans doute a-t-il, à cette occasion, montré que chez lui se mêlaient l'architecte et l'homme de terre. Cela encore est insuffisant à dire qu'il est profondément : peut-être une volonté du temps présent inscrite dans la connaissance de l'histoire.

Un auteur ne démentirait pas de faire de lui le sujet d'un livre. D'autant qu'il y croiserait d'autres vies remarquables : celle de Pierre Boulez, dont il est ami depuis l'enfance ; celle de Duke Ellington, le « Duke », qui fut l'hôte de Goutelas, pour qui il composa une Suite ; celles de Roger Planchon ou de Marcel

trouvé un qui est inscrit quatre-vingt-huit fois et un autre trois cent cinquante fois). Des électeurs déçus figurent sur les listes électorales. Serait-ce un remède 1983 des Amos mortes de Gogol ? On l'ignore. La liste des anomalies ne poursuit. D'autres (électeurs) sont inscrits dans une commune alors que leur résidence est située dans une autre localité... Une grande majorité des fonctionnaires et des agents des collectivités locales ne sont pas inscrits. Ainsi six mille agents municipaux de Nice ont « disparu ». Comme certains collègues de Toulouse, etc. Les cas pullulent.

Et M. Bergeron de conclure : « dans ces conditions, la conférence F.O. ne peut que formellement mettre en cause la fiabilité des listes électorales et, par conséquent, la régularité du scrutin du 19 octobre prochain ». F.O. demande au ministre « d'abord de prolonger la période d'inscription afin de permettre une inscription normale des électeurs et, ensuite, de prendre d'urgence les mesures de nature à mettre un terme aux anomalies dont vous conviendrez qu'elles sont de taille ».

L'iniquité est de même nature à la confédération C.F.T.C. Le conseil de l'Union régionale des syndicats chrétiens (C.F.T.C.) d'Île-de-France va, dans un communiqué, le 30 juin, « jusqu'à envisager de demander le report de la date prévue pour les élections ».

De report pour inscription en report pour le vote, le pas est vite franchi. Mais on n'en est pas là. Pour le moment, le ministre exhorte à la vérification. Pour assurer la régularité des élections, est-ce suffisant ? Il est vrai que le calendrier initialement prévu est très serré, ne laissant qu'une très étroite marge de manœuvre. Le ministre et les principales organisations syndicales se sont rencontrés le 5 juillet pour faire le point des corrections en cours. Une probabilité bilan est prévu, en particulier avec Force ouvrière, le 8 juillet. Au vu de la situation à ce moment, le ministre appréciera ce qu'il convient de faire.

DANIELLE ROUARD.

(1) L'inscription se fait avec pièces d'identité, bulletins de salaire de janvier à mars 1983 ou attestation annuelle d'activité établie au titre d'un travail salarié effectué en 1982. Pour tous renseignements, voir à Paris : (1) 249-70-70.

LA BAISSÉ DES EFFECTIFS AU TRAVAIL S'EST ACCÉLÉRÉE

La demande en provenance de l'étranger a augmenté sensiblement au second trimestre après avoir reculé au premier, note l'INSEE dans son enquête trimestrielle auprès des industriels. Cette amélioration, qui a porté essentiellement sur les biens intermédiaires, l'automobile et les biens d'équipement professionnels, ne devrait cependant pas se poursuivre. Aussi, l'INSEE prévoit - au vu des réponses qui lui ont été fournies - que la demande globale va à nouveau se dégrader, les marchés extérieurs ne compensant plus le marché intérieur.

La même enquête fournit des informations intéressantes concernant l'emploi, les prix, les salaires.

1) La baisse des effectifs au travail s'est de nouveau accélérée. Cela est vrai surtout de l'automobile.

2) La hausse des prix à la production s'est ralentie entre mars et juin, revenant d'un rythme de 0,8 % par mois entre janvier et mars à un rythme de 0,5 %. Mais les industriels prévoient une légère accélération entre juin et octobre (0,7 % par mois) (1).

3) La hausse mensuelle des salaires dans l'industrie a été d'environ 2,5 % entre mars et juin (2). Les industriels prévoient des hausses modérées au cours des mois à venir.

4) Les difficultés de trésorerie des entreprises restent élevées et touchent 48 % des firmes.

(1) Cette prévision tient compte du fait que les industriels ne sont pas libres de fixer leurs prix.

(2) Ce chiffre laisse penser que le taux de salaire horaire dans l'industrie, qui avait fortement augmenté au premier trimestre (+3,1 %), pourrait avoir été d'environ 2,5 % au deuxième trimestre.

Un bilan à la fin mai 1983

MILLE TROIS CENTS ACCORDS SUR L'EXPRESSION DES SALAIRES ONT ÉTÉ SIGNÉS

Au 31 mai 1983, mille trois cents accords ont été signés sur l'expression des salaires dans l'entreprise, selon une statistique du ministère des affaires sociales et de la solidarité publiée le 6 janvier. Plus d'une centaine l'ont été dans des entreprises de moins de deux cents salariés, où l'obligation de négocier l'expression n'existe pas. Environ trois cents ont été signés pour le seul mois de mai. A ce rythme, fin juillet, 30 % des entreprises concernées par la loi auront conclu un accord. Le ministre considère qu'il s'agit d'un bon résultat.

Au 31 mai, F.O. a signé 57 % des accords, la C.G.T. et la C.F.D.T. environ un sur deux, la C.F.T.C. et la C.G.C. un peu moins.

Selon le ministère, l'encadrement garde un rôle prépondérant dans l'animation des groupes d'expression. Dans 85 % des cas au début de la négociation, dans 60 % des cas aujourd'hui, l'animateur désigné du groupe d'expression est l'agent de maîtrise.

(Publié)

ETUDES USA

Étudiant Ecole de Commerce en stage à New-York au mois d'août, propose de réaliser sur place une étude de marché (ou autre service) pour une entreprise française.

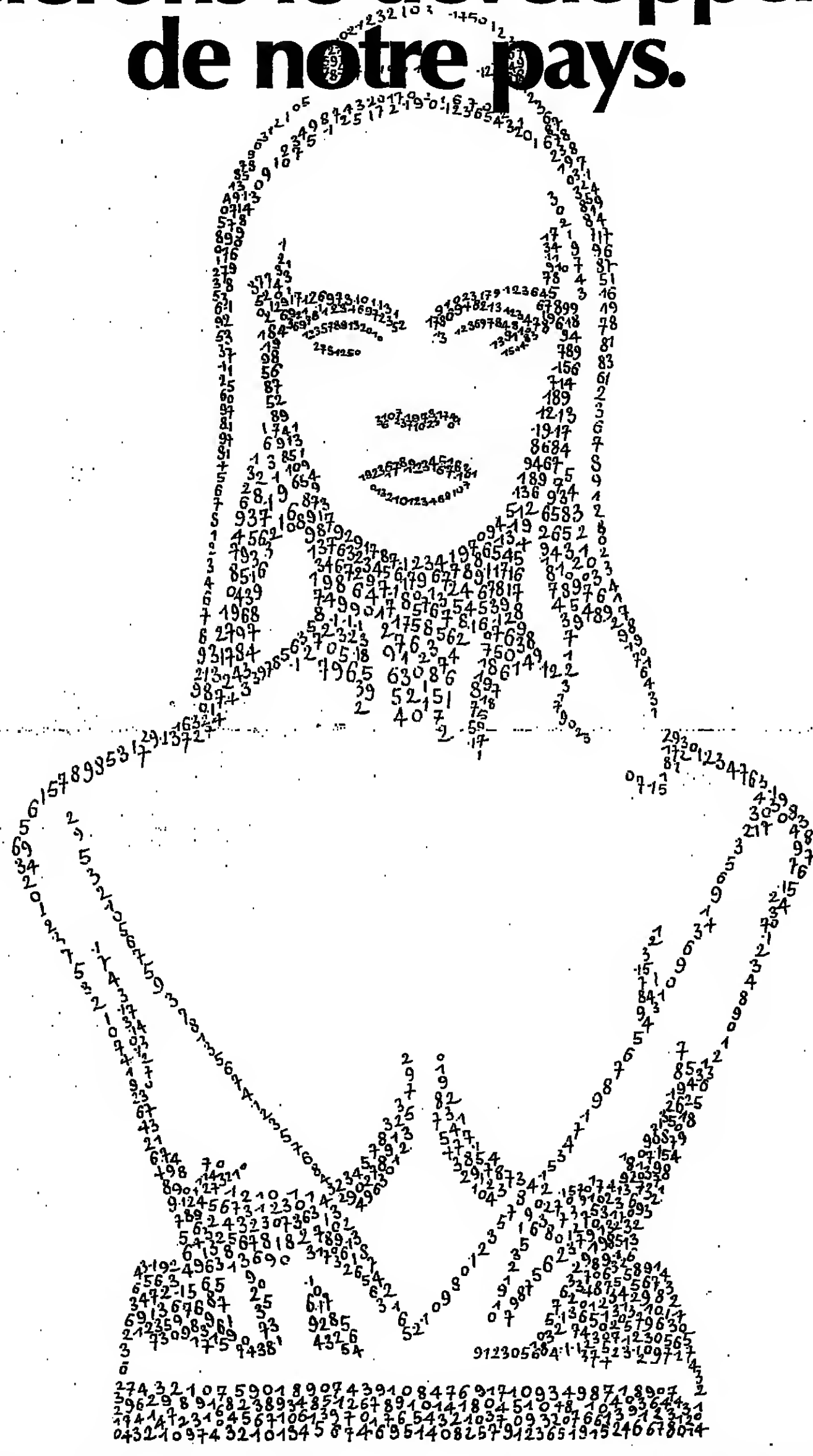
Tél. : 014-04-53
le matin
pour prendre rendez-vous.

مكتبة الشامل

ETIENNE LA SECURITE SOCIALE
demandent le report
ture des inscriptions
au 8 juillet

CYBER 205

Accélérons le développement de notre pays.



Boul Bouchet
fonds d'action sociale

me d'urgence

Le développement de la France passe par la maîtrise des technologies les plus avancées. Ce sont elles, en effet, qui portent aujourd'hui la responsabilité du devenir de notre pays. Chercher, imaginer, innover requiert toujours plus de calculs. C'est la raison d'être du Cyber 205 de Control Data.

Hyper-ordinateur reposant sur le principe du calcul vectoriel, il est le partenaire idéal des chercheurs et des ingénieurs opérant dans les technologies de pointe. Control Data France a voulu que toutes les entreprises puissent accéder à la puissance du Cyber 205.

C'est pourquoi un Cyber 205 vient d'être installé dans le nouveau siège social de Control Data à Mame la Vallée, faisant de ce site un nouveau pôle de développement de la France.

Les 20 ans d'expérience que nous fêtons cette année, les 900 collaborateurs qui permettront à Control Data France de réaliser en 1983 plus de 1 Milliard de Francs de chiffre d'affaires, ce nouveau centre de calcul vectoriel, sont autant de gages de notre dynamisme, de notre foi en l'avenir, de notre volonté de contribuer à accélérer le développement de notre pays.

CD CONTROL DATA FRANCE

27, cours des Petites-Ecuries - B.P. 139 - LOGNES - 77315 MARNE LA VALLEE CEDEX 02 - Tél. (6) 005.92.02

© Matius

TOURISME

POUR ÉVITER UN DÉPOT DE BILAN

Les pouvoirs publics au secours de la station des Arcs

De notre correspondant

Grenoble. — La station « qui monte, qui monte... », selon la publicité hivernale des Arcs, menaçait depuis plusieurs mois d'être engloutie sous le poids des énormes dettes contractées par son unique aménageur et promoteur, M. Roger Godino. Au cours des trois dernières années, sa société a dû supporter les conséquences financières de deux catastrophes naturelles : le débordement d'une rivière, la Ravoire, qui coule sous la station d'Arcs 1600, et le réaménagement de la route conduisant à Arcs 2000, imposé par les pouvoirs publics en raison des risques importants d'avalanche. Coût des deux opérations : 55 millions de francs.

Au même moment, les Arcs subissaient les conséquences de la chute des ventes immobilières en montagne. En 1982, pas un seul mètre carré supplémentaire ne fut construit dans cette station, afin de résorber le stock d'appartements et de studios invendus.

Pourtant, la station ne s'était jamais portée aussi bien, avec un coefficient de remplissage hivernal de 83 % et une pénétration de la clientèle étrangère de plus de 40 % ; enfin, la saison d'été s'annonce exceptionnellement bonne. Fallait-il contraindre la société des montagnes de l'Arc (S.M.A.) à déposer son bilan ? Les pouvoirs publics ne l'ont pas voulu, craignant vraisemblablement d'entraîner dans la déconfiture la commune de Bourg-Saint-Maurice (Savoie) et le département de la Savoie, dirigé jusqu'en mars 1982 par M. Louis Beeson (P.S.), qui ne s'est jamais opposé aux projets expansionnistes des dirigeants des Arcs.

D'autre part, la faillite de ces stations aurait eu en France, mais surtout à l'étranger, des conséquences désastreuses pour la réputation de la neige française.

Le ministère de l'économie et des finances vient de proposer un plan de sauvetage « qui procède d'une addition d'interventions et d'efforts », indique M. Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie (R.P.R.). Le Crédit lyonnais, qui tenait la station à bout de bras depuis plusieurs années, épargnera encore un certain nombre de

ses dettes. Les autres banquiers augmentent la durée de leurs prêts à la S.M.A. L'Etat diffère le paiement de la dette des Arcs au fût et à la sécurité sociale.

Risques

Mais c'est surtout la Société d'aménagement de la Savoie (S.A.S.), présidée par M. Barnier, qui assurera les principaux risques du plan de restructuration financière de la Société des montagnes de l'Arc, qui emploie mille deux cents salariés.

La Société d'aménagement de la Savoie, qui a déjà largement contribué à la création de la station de Val-Thorens, en reprenant les opérations lancées, il y a dix ans, par un promoteur privé défaillant, deviendra l'aménageur de la station Arcs 2000. Le comité des unités touristiques nouvelles a, le 28 juin, accepté de porter de 410 000 mètres carrés à 470 000 mètres carrés les surfaces constructibles dans les trois satellites formant la station des Arcs. Les 60 000 mètres carrés supplémentaires viendront s'ajouter aux 70 000 mètres carrés accordés il y a quatre ans pour Arcs 2000.

La S.M.A. vendra à la Société d'aménagement de la Savoie les terrains et les droits à construire afférents à cette autorisation pour une somme qui s'est pas révisée. Le groupe dirigé par M. Godino restera toutefois le principal promoteur et gestionnaire de l'ensemble formant la station des Arcs. « Les 60 000 mètres carrés accordés aux Arcs constituent la pire décision qui pouvait être prise », fait observer un fonctionnaire du ministère de l'urbanisme, qui redoute le « surdimensionnement » d'un site déjà fortement urbanisé. « On nous a fait prendre une très mauvaise décision d'aménagement pour sauver une entreprise. »

C'est une brèche qui a été réalisée dans la politique d'aménagement limitée et sélective de la montagne, et elle risque de s'étendre à d'autres stations, en proie, elles aussi, à de sérieuses difficultés financières.

CLAUDE FRANCHON.

AÉRONAUTIQUE

BRITISH AEROSPACE VA LICENCIER TROIS MILLE CINQ CENTS SALARIÉS

De notre correspondant

Londres. — British Aerospace, la plus grande société britannique de construction aéronautique, a annoncé, le mercredi 6 juillet, le licenciement de trois mille cinq cents salariés de ses départements civils au cours des douze prochains mois. La moitié devrait avoir quitté la société avant la fin de l'année. L'usine de Hum, près de Bournemouth, qui emploie deux mille personnes, sera totalement fermée.

La décision a surpris les syndicats, qui s'attendaient à des réductions d'emplois beaucoup plus modestes. La direction invoque la dépression conjoncturelle sur le marché de l'aviation civile, mais ne cache pas la nécessité de poursuivre la rationalisation de l'industrie aéronautique, il y a cinq ans, l'usine de Hum employait encore cinq mille salariés, fabriquant notamment le BAC 1-11 qui est maintenant produit sous licence en Roumanie.

Dans le domaine civil, British Aerospace a pleuré tous ses espoirs dans un nouveau court-courrier, le

146, pour lequel elle a investi plus de 150 millions de livres (1,8 milliard de francs), mais il lui faudrait en vendre une centaine pour que le projet se révèle rentable, alors qu'elle n'a enregistré jusqu'à présent qu'une vingtaine de commandes.

L'opposition et les syndicats reprochant au gouvernement conservateur de ne pas avoir donné à British Aerospace, où l'Etat conserve une participation de 48 %, les moyens de surmonter la crise et notamment de n'avoir pas poussé le projet du nouvel Airbus A-320. British Aerospace a une part de 20 % dans le projet Airbus. Les affaires marchent mieux dans le domaine militaire, la compagnie ayant profité des bonnes performances des armes britanniques dans la guerre des Malouines. British Aerospace a été la première entreprise nationale « rapatriée » par le gouvernement de M^{me} Thatcher après son arrivée au pouvoir en 1979.

DANIEL VERNET.

COOPÉRATION

A Genève

La session du Conseil économique et social s'est ouverte dans une atmosphère pessimiste

De notre correspondant

Genève. — Les travaux du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), qui doivent se dérouler au Palais des Nations du 6 au 28 juillet sous la présidence de M. Sergio Corrales de Costa (Brésil), se sont ouverts dans une atmosphère pour le moins pessimiste. Il a rappelé que les négociations économiques multilatérales étaient presque au point mort, que le revenu par habitant dans les pays du tiers-monde avait diminué en 1982 comme c'était déjà le cas en 1981, et que l'on compte dans les seuls pays de l'O.C.D.E. plus de trente millions de chômeurs. Un faible espoir subsiste

pourtant grâce à l'affermissement de la reprise constaté notamment aux États-Unis.

Dans sa déclaration ouvrant les travaux, le mercredi 6 juillet, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'O.N.U., après avoir évoqué les difficultés de la situation économique mondiale, a souligné les questions concrètes que devra étudier l'ECOSOC, telles que les problèmes alimentaires, en rappelant que la production par habitant a dramatiquement diminué dans le tiers-monde, particulièrement en Afrique. Il a cependant précisé : « Certes l'humanité a démontré qu'elle avait techniquement la capacité de produire les quantités globales de denrées alimentaires nécessaires pour nourrir chaque homme, femme et enfant de la planète. Mais il lui reste à démontrer qu'elle peut effectivement fournir à chacun cette nourriture. » Il estime par conséquent que, d'une part, les pays pauvres ont besoin de mettre au point des stratégies nationales destinées à les conduire enfin à l'autosuffisance alimentaire et que, d'autre part, un soutien sous une forme multinationale que bilatérale est nécessaire pour que leurs efforts puissent être menés à bien. Il a conclu qu'il convenait de mettre en place « un système international de sécurité alimentaire, particulièrement au moment où la production globale est à un niveau relativement suffisant ».

Parlant du processus général de développement, il a estimé que les pays du tiers-monde « sont maintenant plus conscients des avantages qui peuvent dériver des sociétés transnationales, à condition toutefois que leurs activités soient coordonnées avec les intérêts de leur développement national. L'action de l'Organisation des Nations unies en vue de la formation d'un code de conduite pour les sociétés transnationales, d'application universelle, n'en revêt que plus d'importance ». Évoquant « le mur du manque de ressources » auquel se heurtent les Nations unies, il a rappelé que les dépenses militaires approchaient 800 milliards de dollars en 1984 et que le montant total de l'aide publique, toutes ressources confondues, dispensée à tous les pays pauvres, durant une année entière, équivalait maintenant à dix-huit jours des dépenses militaires mondiales.

Comme tous les ans, l'ECOSOC a inscrit à son ordre du jour un éventail très élargi de sujets, les uns particulièrement vastes, tel « le nouvel ordre humain international, aspects moraux du développement », et une vingtaine d'autres plus précis comme « la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar » ou encore des programmes spécifiques dont les principaux bénéficiaires seraient en priorité les Palestiniens, puis les victimes de la sécheresse à Djibouti, en Éthiopie, en Ouganda, en Somalie et au Soudan. Mais l'ECOSOC doit procéder avant tout à un examen général de la politique économique et sociale internationale.

ISABELLE VICHNIAC.

Lisez

LE MONDE

diplomatique

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MOTEURS LEROY-SOMER

L'assemblée générale ordinaire des Moteurs Leroy-Somer, qui s'est tenue, sous la présidence de M. André Traut, le 27 juin 1983 à Angoulême, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 ainsi que la distribution d'un dividende de 20 F net, plus 10 F d'avoir fiscal, à compter du 18 juillet 1983.

Le rapport du directeur indique que pour l'ensemble des sociétés composant le groupe Leroy-Somer/Pompe Guinard, le chiffre d'affaires en 1982 a atteint 3 milliards de francs. Le résultat net revenant à la maison mère — après retraitement des différentes provisions — est de l'ordre de 43 millions de francs.

Dans son allocution, M. Georges Chavannes, président du directoire, a insisté sur les importantes améliorations de productivité à réaliser dans les prochaines années pour faire face à une concurrence internationale implacable.

COLAS

L'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Comme il a déjà été annoncé, l'exercice au niveau consolidé s'est traduit, après 340,7 millions de francs d'amortissements et 120 millions de francs de provisions, par une perte de 66,2 millions de francs.

Compte tenu des risques existant dans certains territoires et en France, des provisions complémentaires ont été constituées à hauteur de 116 millions de francs, portant ainsi la perte du groupe pour l'exercice à 182,2 millions de francs.

Au niveau de la société mère COLAS, la perte de 178,8 millions de francs a été imputée sur les réserves et le report à nouveau, et aucun dividende ne sera distribué cette année.

Dans son allocution, le président Robert Charial a commenté les perspectives qui s'ouvrent pour COLAS.

L'activité du Groupe en France ne sera plus obérée en 1983 par le secteur bâtiment, provenant des grands travaux de l'Etat, qui avait lourdement pesé sur les résultats au cours des trois précédents exercices. On pourrait donc s'attendre à une rentabilité améliorée en France, sauf si les réductions de crédits publics aggravent, cette année encore, la récession dans la construction nationale.

A l'étranger, la plupart des territoires devraient améliorer leurs résultats. Les difficultés rencontrées sur les chantiers de Terre-Neuve et d'Algérie sont maintenant terminées. D'importantes demandes d'indemnités sont en cours. Toutefois, la situation reste tendue en Nigéria du fait des conséquences de la crise financière subie par le pays, mais une provision importante a été constituée à ce titre dans les comptes de l'exercice 1982.

Le rapprochement avec SCREG ouvre des perspectives élargies, notamment à l'étranger, grâce à une complémentarité à la fois géographique et technique.

L'AVENIR VOUS INQUIÈTE?

RENCONTREZ UN SPECIALISTE DES PLACEMENTS DE PRECAUTION.



BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE.
4, place de la Bourse, Paris 2^e.
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.51 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (59) 535.55.97 / Nantes (40) 48.41.96.

LES AGENTS DE CHANGE
La clé de meilleurs placements.

Bilan '82

Sous la direction du Vice-Président Prof. Aristide Savignani et en présence du Directeur Général Prof. Ferdinando Venturiello, le conseil général a approuvé le bilan de l'entreprise, qui comprend la Section bancaire et les sections spéciales de Crédit Agricole, Fonder, Industriel, Travaux Publics et Crédit sur gage.

DONNÉES PATRIMONIALES	milliards de francs	DONNÉES ÉCONOMIQUES	milliards de francs
Recettes	21.593	Recettes totales	3.391
Fonds patrimoniaux	853	Bénéfice brut	283
Fonds de réserve pour le personnel	481	Réserves et dévaluations	276
Crédits de Caisse	14.123	Bénéfice net	7
Valeurs mobilières	4.850		
Caisse et dépôts auprès d'autres institutions	3.319		
Valeurs immobilières et participations	633		

Parmi les résultats les plus importants, on signale que les recettes provenant de la clientèle ont augmenté de 23 % environ, les utilisations de caisse de 23,31 %, celles-ci étant en grande partie aux régions méridionales de l'Italie. Les contributions des sections sont positives. L'activité du secteur parabancaire est en développement et l'appui à l'export porté au maximum. Le patrimoine net a été renforcé.



BANCO DI NAPOLI

مكتبة الأنجلو

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PROCHE-ORIENT : Un règlement de comptes, par Karim Mroue ; Toujours la Syrie, par Antoine Basbous ; Un Yalta régional ? par Albert Bourgi et Pierre Weiss ; LU : deux livres sur l'excision.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT - Les entretiens de MM. Cheysson et Shultz à Jérusalem.
34. AFRIQUE - La situation au Tchad.
6. EUROPE - VATICAN : les suites de l'entente contre le pape.
- YUGOSLAVIE : la remise au pas de la presse.
6. DIPLOMATIE - AMÉRIQUES

POLITIQUE

8. Le gouvernement, les indépendantistes et leurs adversaires confrontent leurs vues sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
9. « Annonces, en France (III) », par Claude Régnat.
10. La prévention des difficultés des entreprises à l'Assemblée nationale.
11. Le communiqué du conseil des ministres.
11. DÉFENSE

SOCIÉTÉ

12. L'installation du Conseil national de la prévention est retardée.
12. JUSTICE : les violences de M. Rigoudieu, ancien juré.
21. MÉDECINE : les suites de la polémique autour du vaccin contre l'hépatite B.
21. SPORTS : la cinquième étape du Tour de France cycliste.

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRAT-DELEPHE : Job clergymen.
14. LA VIE LITTÉRAIRE
15. PORTRAIT : Alain Watts, le clochard taquin.
16. HISTOIRE : grandes figures du socialisme.
20. HISTOIRE LITTÉRAIRE : « La Nouvelle Comédie » et le devoir de dévouement.

CULTURE

23. CINÉMA : la version intégrale de « Ludwig », de Visconti ; Schönbrunn achève « Un Amour de Swann ».
- ARCHITECTURE : la mort de Buckminster Fuller.

ÉCONOMIE

- 27-28. AFFAIRES : vive réaction de la C.E.E. aux mesures protectionnistes américaines concernant les aciers spéciaux.
28. ÉNERGIE
28. SOCIAL - Emploi et durée du travail.
30. TOURISME

RADIO-TÉLÉVISION (25) INFORMATIONS - SERVICES (22) :
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
- Annonces classées (26) ; Carrot (25) ; Programmes des spectacles (24-25) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 7 juillet 1983 a été tiré à 468 538 exemplaires

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

THOMAS FOREST ACTION HILL
Porte d'Orléans Meudon - La Défense

STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36
Equipe par DENLOP

LATREILLE
SPECIALISTE DES TRÈS HAUTS VOLUMES

soldes d'été

DERNIERS JOURS

62 rue St André-des-Arts 6^e
Tél. 329 44 10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

A B C D F G H

L'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE

Le débat entre M. Bérégovoy et M^{me} Veil

a fait apparaître de nombreuses convergences

De nombreux points d'accord sont apparus entre M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et M^{me} Simone Veil, ancien ministre de la santé et de la sécurité sociale, lors du débat qui les a réunis le 6 juillet au soir sur TF 1. Les deux personnalités se sont opposées à toute réduction des prestations et à toute privatisation du système de protection sociale. Elles se sont retrouvées pour estimer qu'il fallait agir avec « prudence » quant à la réforme de l'assurance des cotisations élargie à la valeur ajoutée des entreprises. M. Bérégovoy s'est félicité de ces convergences et a lancé un appel à l'unité « autour d'un projet industriel et social ». « Dès lors qu'il s'agit de la France, il faut mettre les polémiques au vestiaire », a-t-il ajouté.

Face à face et presque d'accord...

Ce duel Bérégovoy-Veil, il faut vraiment avoir envie de le suivre pour quitter MM. les Jurés avant même de savoir à quoi ils allaient condamner ce brave homme accusé d'avoir blessé à mort la petite entité de son ex-amenant. Mais, bon, tant pis, on a tout lâché et on est passé sur la chaîne à côté parce qu'on est inquiet, anxieux. Côté sécu, ça va mal, on le voit bien. Le trou, encore, ça ne serait rien, depuis le temps qu'on le trône... Ce qui est préoccupant, c'est que, ce coup-ci, le gouvernement a vraiment l'air de vouloir le boucher. Traduisiez : de nous demander un effort supplémentaire. Un gros effort peut-être.

Laquelle ? Les différentes solutions envisagées à l'antenne ont volé au-dessus de nos têtes sous forme de plafonds, d'assiettes et d'enveloppes dont le contenu nous échappait complètement. Ce qui nous a paru évident, en revanche, c'est l'absence nécessaire, si l'on veut continuer d'assurer notre protection contre le chômage, la vieillesse et la maladie, de se serrer les coudes et d'accepter certains sacrifices. Les deux ministères, l'ancien et le nouveau, étaient entièrement d'accord sur ce point. Sur les autres aussi d'ailleurs.

Is étaient là, face à face, solides, rassurants. Elle très laide, très carrée ; lui plus étroit, plus prudent. Et on leur savait gré de nous parler en techniciens, en grands commis de l'Etat, et d'avoir laissé leurs dossiers politiques bourrés d'accusations et de chiffres au vestiaire de la rue Cognacq-Jay.

Un bon débat, digne, responsable, lucide. Habitué aussi sans doute. Je ne suis pas assez naïve pour croire que Veil et Bérégovoy ne faisaient pas un sous-main le jeu discret de l'opposition et du pouvoir. Cela dit, ça se voyait si peu, ils avaient l'air si sincèrement soucieux du bien public qu'on en arrivait à se demander s'ils n'avaient pas de bonnes chances d'arriver, mine de rien, lui à Matignon d'ici à la fin 83, elle à l'Elysée d'ici à la fin 88.

CLAUDE SARRAUTE.

A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DE LA LOI

M. Georges Fillioud dresse un bilan optimiste de « l'espace turbulent de la communication »

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, a tenu, jeudi 7 juillet, une conférence de presse faisant le point sur les grands dossiers en cours. Après le bilan d'un an d'application de la loi de juillet 1982, le secrétaire d'Etat a évoqué successivement la situation des radios locales privées, le lancement de la quatrième chaîne, l'exploitation des réseaux hertziens pour la communication institutionnelle, la mise en œuvre de la télédiffusion, la gestion et le financement des chaînes de service public, la décentralisation de l'audiovisuel et les régimes d'aide à la presse écrite. Un panorama complet de ce que M. Georges Fillioud a appelé « l'espace turbulent de la communication » et la confirmation d'une politique générale sans doute ambitieuse mais dont le financement demeure assez problématique.

C'est par le dossier des radios locales privées que M. Georges Fillioud a commencé son tour d'horizon : 1350 dossiers examinés par la commission Galabert, 10 % seulement d'avis défavorables, 100 fréquences accordées par la Haute Autorité. Le secrétaire d'Etat s'est félicité du libéralisme avec lequel on accorde le droit d'émettre, mais il y ajoute aujourd'hui « le droit d'écouter » : les radios locales autorisées sans être gênées par celles qui ne le sont pas. L'avertissement de M. Fillioud est clair : « Les commissaires de la République, le parquet, ont été invités à agir. A Paris, 17 radios non autorisées ont reçu notification de cesser immédiatement d'émettre. 5 ont obtempéré, les autres seront poursuivies et devront arrêter. 10 plaintes ont d'ores et déjà été déposées. Les sanctions visent aussi les responsables de stations faisant de la publicité, ainsi que les annonceurs.

Deuxième dossier brûlant : la quatrième chaîne. « Six heures par jour d'émissions cryptées à destination des abonnés équipés d'un décodeur et quarante-cinq minutes d'émissions en clair destinées à l'ensemble du public, dont un programme d'information. Le voile se lève peu à peu. On apprend ainsi que, comme prévu, « Canal plus » sera une société de droit privé liée à l'Etat par une concession de service public et dotée d'un cahier des charges, négocié actuellement entre Havas et le secrétaire d'Etat. Pas de production propre en dehors des émissions d'information : le volume de commande sera de 500 millions de francs dont bénéficieront tant le service public que le secteur privé. Restent trois incertitudes principales : le mode de paiement (abonnement mensuel ou émissions à la carte), les négociations difficiles avec la profession cinématographique, et enfin la date de lancement.

Si la quatrième chaîne utilise le vieux réseau V.H.F. aujourd'hui disponible, il reste encore de la place sur les ondes hertziennes et M. Fillioud songe à la rentabiliser. Une régie des espaces louera aux entreprises et aux administrations les temps d'antenne laissés libres par les programmes de quatre chaînes.

Le câble ? Les décrets d'application étant encore à l'étude, le dossier

pour l'été, provision

d'escargots. Au congélateur, plusieurs mois, nos escargots, les meilleurs de Paris, gardent intacte leur saveur.

MAISON DE L'ESCARGOT
ouvert jusqu'au 13 juillet, sauf lundi. Le dimanche de 9 à 13 h, 79, rue Fondary-15^e - 575.31.09.

L'ABANDON DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE

Les entreprises du bâtiment et des travaux publics expriment leur inquiétude

La Fédération nationale du bâtiment (F.N.B.) a demandé, le 6 juillet, que « les crédits prévus pour la construction des bâtiments et des infrastructures dans le cadre du projet d'Exposition universelle, aujourd'hui abandonné, conservent une destination identique, quelque qu'en soit la répartition géographique ». La F.N.B. s'élève contre la nouvelle perte d'activité et d'emplois qui en résultera inévitablement pour le bâtiment. La Fédération nationale des promoteurs constructeurs, pour sa part, réclame la mise à l'étude d'un programme de trois mille à quatre mille logements.

De leur côté, les représentants de l'Etat à la commission quadripartite de financement de l'Exposition (Etat, Ville de Paris, région, mission Bordaz) estiment que ce sont plus de 5 milliards de francs de travaux dans la capitale qui sont remis en cause. Un chiffre évidemment contesté par les représentants de la mairie de Paris.

M. Roger Romani, adjoint (R.P.R.) au maire de Paris, rapporteur de la commission spéciale du Sénat, a déclaré : « Le dossier présenté par le gouvernement s'est avéré d'une improvisation technique

Dans la presse européenne

La plupart des grands journaux européens commentent l'abandon de l'Exposition. La Tribune de Lausanne titre : « L'Expo universelle tuée dans l'œuf, Jacques Chirac o gagné ». En Belgique, le Soir s'interroge : « Est-ce une victoire de Chirac, de Mitterrand, ou le contraire ? C'est la preuve, en tout cas, que le président Mitterrand n'entend pas se laisser manœuvrer. » Quant au journal ouest-allemand Die Welt, il titre : « Paris, mère de l'Exposition universelle, abandonne son enfant », et ajoute : « Un coup dur, non seulement pour la fierté des Français, mais aussi pour l'image du président. »

M. MITERRAND ASSISTE AUX JEUX EUROPÉENS DES HANDICAPÉS

M. François Mitterrand, qui était accompagné de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a assisté, jeudi matin 7 juillet, aux premiers Jeux européens des handicapés physiques, qui ont lieu, jusqu'à samedi, au stade Louis-Lumière à Paris (20^e).

LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ARABIE SAOUDITE EST DÉFICITAIRE

L'Arabie Saoudite a enregistré un déficit de sa balance commerciale de 290 millions de dollars au premier trimestre 1983 dû à la diminution de ses exportations pétrolières.

Le ministère des finances et de l'économie nationale a précisé que ce déficit intervient après les excédents de 6,37 milliards de dollars au trimestre précédent et de 14,56 milliards au premier trimestre 1982.

Les excédents commerciaux avaient atteint de 54 % au cours de l'année dernière, à leur première fois depuis 1978.

Pour la première fois au monde

UNE ÉQUIPE FRANÇAISE OBTIENT DES FÉCONDATIONS IN VITRO DANS L'ESPÈCE CAPRINE

Pour la première fois au monde, une équipe de chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de Nouzilly (Indre-et-Loire) est parvenue à obtenir une fécondation in vitro dans l'espèce caprine.

Cette équipe, composée de MM. Jean-Marie Cortez et Jean-Luc Courtenet et de M^{me} Jacqueline Bezaud, a obtenu ce résultat - à plusieurs reprises - il y a quelques jours. Sur les quarante ovocytes fécondés, douze ont commencé à se segmenter. Huit embryons ont été ensuite implantés chez quatre chèvres à raison de deux embryons par animal.

La gestation a débuté il y a une dizaine de jours. Elle semble continuer normalement. Il faudra néanmoins attendre le 16 juillet pour que la réussite totale de cette expérience soit pleinement confirmée.

Aucune fécondation in vitro n'a jamais été obtenue, jusqu'à présent, dans l'espèce caprine. De plus, pour l'ensemble des espèces animales, seul un « veau éprouvette » avait vu le jour en juin 1981.

J.-Y. N.

DES OPPOSANTS IRANIENS RETIENNENT EN OTAGES A ORLY DEUX CENTS PASSAGERS D'UN BOEING-747

Un avion détourné par cinq pirates de l'air appartenant au mouvement iranien des Moudjahidine du peuple était toujours immobilisé sur les pistes de l'aéroport d'Orly, jeudi 7 juillet, en fin de nuit. Les pirates se tenaient à bord plus de deux cents personnes et demandaient à parler à M. Moussad Radjavi, dirigeant de leur mouvement, en exil en France. On indique de bonne source que les autorités françaises accablées à la demande des pirates de l'air, si tous les otages étaient auparavant libérés. Les pirates proposaient, dans les dernières heures de la nuit, d'échanger une trentaine d'otages contre la possibilité de communiquer par téléphone avec M. Radjavi.

Le Boeing-747 de la compagnie Iran Air, qui transportait trois cent quatre-vingt-dix passagers, avait été détourné, mercredi 6 juillet, entre Chiraz et Téhéran.

L'avion s'est posé au Koweït à 17 heures G.M.T. pour faire le plein de carburant. Les pirates, au nombre de cinq, armés de mitraillettes et de pistolets, ont alors libéré cent quatre-vingt-six personnes.

LES MOUDJAHIDINE DU PEUPLE

Les Moudjahidine Khaleq ou Moudjahidine du peuple sont un mouvement de gauche iranien qui a été fondé au début des années 60. Leur chef, M. Mansour Radjavi, s'est réfugié en France en juillet 1981 en compagnie de M. Bani Sadr, ancien président de la République islamique, destitué par le régime Khomeiny en juin 1981.

Depuis la chute de M. Bani Sadr, les Moudjahidine du peuple sont passés à l'action violente contre le régime, qui les a souvent accusés d'être inspirés par le marxisme. De leur côté, les Moudjahidine du peuple se sont toujours réclamés de l'islam.

L'avion a redécollé vers 23 heures G.M.T. en direction de l'Europe avec deux cent quatre passagers à bord. Après avoir survolé la Suisse et malgré l'interdiction des autorités françaises, l'avion s'est ensuite dirigé vers Paris et a atterri à Orly, jeudi 7 juillet, à 7 h 40.

Après l'atterrissage, l'appareil a été dirigé vers un endroit éloigné de l'aéroport où il a été aussitôt encerclé par les forces de police et de gendarmerie, parmi lesquelles figuraient les membres du G.I.G.N. dirigés par le capitaine Philippe Masselin. Les pirates de l'air ont à nouveau menacé de « tout faire sauter », si celles-ci ne se retirèrent pas de la proximité de l'appareil. Sur place, un état-major de crise sous la direction de M. Maurice Theys, préfet de Val-de-Marne, a été constitué pour prendre contact avec les pirates de l'air, qui, vers 10 heures, ont libéré cinq otages, dont un membre de l'équipage, et qui ont demandé à parler avec M. Moussad Radjavi, gendre de M. Bani Sadr. M. Radjavi vit en exil depuis 1981 à Anvers-sur-Oise (Val-d'Oise) en compagnie de son beau-père, ancien président de la République iranienne.

PRÉPARATIONS PHARMACIE

MEDICINE

CEPES 27, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully. Tél. 94.94.75.83.19
enseignement supérieur privé

Diesei moins cher !

Une offre exceptionnelle !

- 3 HORIZON EX diesel
- 2 604 turbo diesel
- 1 TAGORA turbo diesel

Véhicules d'exposition 1983, 0 km

PRIX SPECIAL

Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

(Publicité)

Champagne

Un vin si frais

que l'on savoure encore mieux les vacances.

هكذا من الأمل